

**RAPPORT ANNUEL  
DE LA BANQUE  
DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**B  
R  
B**

**Exercice 2017**



# **RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

## **Exercice 2017**



# CONSEIL GENERAL



**CIZA Jean**  
Gouverneur



**WAGARA Melchior**  
Premier Vice -Gouverneur



**SENDAZIRASA Annonciata**  
Deuxième Vice-Gouverneur

## LES MEMBRES DU CONSEIL



**RUGERINYANGE**  
Eloi



**NGENDAKUMANA**  
Jacques



**NZOPFABARUSHE**  
Melchiade



**NSHIMIRIMANA**  
Florence



**NIMBONA**  
Léon

## **MISSIONS<sup>1</sup> DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

1. Définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;
2. Définir et mettre en œuvre le régime de change ;
3. Détenir et gérer les réserves officielles de change ;
4. Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;
5. Emettre les billets de Banque et les pièces de monnaie ;
6. Promouvoir un système financier stable et solide ;
7. Promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ;
8. Agir en qualité de Caissier de l'Etat ;
9. Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;
10. Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.

## **VISION DE LA BANQUE 2017**

« Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

---

<sup>1</sup> Statuts de la BRB, article 7

---

**LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL  
2017 DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**ADRESSEE A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI  
PAR LE GOUVERNEUR  
AU NOM DU CONSEIL GENERAL**

---



Excellence Monsieur le Président de la  
République du Burundi,

*La cinquante-quatrième édition du Rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2017.*

*Le rapport développe, après une analyse succincte de l'environnement économique international, l'évolution économique et financière du Burundi ainsi que les principales activités réalisées par la Banque au cours de l'année 2017.*

*En effet, en 2017, l'activité économique mondiale s'est accrue de 3,8 contre 3,2% en 2016, grâce à une accélération économique aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Le volume du commerce mondial s'est accru de 4,9 contre 2,3% en 2016 en raison, notamment, du redressement de l'activité manufacturière et des investissements dans la plupart des pays avancés et dans les principaux pays émergents et en développement.*

*Dans les pays avancés, la croissance s'est établie à 2,3 contre 1,7% en raison, principalement, de l'accroissement de l'investissement qui a été motivé par les politiques monétaires accommodantes et de meilleures perspectives économiques mondiales.*

*Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est établie à 4,8 contre 4,4% en 2016, en liaison, notamment, avec la reprise de l'activité des pays émergents d'Europe (5,8 contre 3,1% en 2016).*

*L'Afrique subsaharienne a enregistré de bonnes performances en 2017 (2,8 contre 1,4% en 2016) grâce à une accélération de la croissance mondiale, à la progression des prix des produits de base qui a contribué à la reprise de l'activité dans les principaux pays exportateurs du pétrole, notamment l'Angola et le Nigéria, et à l'amélioration de l'accès aux marchés financiers.*

*En 2017, l'inflation mondiale s'est accélérée malgré une évolution contrastée entre pays avancés et les économies émergentes et en développement. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi à 1,7 contre 0,8% en 2016 suite, en particulier, à la remontée des prix des produits de base, notamment du pétrole et du gaz naturel. Dans les pays émergents et en développement l'inflation s'est, par contre, stabilisée, se situant à 4,0 contre 4,3% en 2016.*

*En 2017, les marchés financiers ont résisté aux chocs géopolitiques et ont, dans l'ensemble, clôturé l'année en hausse, tirés particulièrement par une solide croissance économique mondiale, une inflation modérée et des liquidités abondantes en raison des politiques monétaires accommodantes.*

*Les marchés de change ont été globalement marqués par l'appréciation de l'euro face au dollar américain. Le yen japonais est resté plus ou moins stable tandis que le renminbi chinois s'est apprécié par rapport au dollar américain comparativement à l'année antérieure.*

*Dans les pays de la Communauté Est Africaine (CEA), la croissance de l'activité économique a ralenti, s'établissant à 5,2 contre 5,4% en 2016, suite aux mauvaises conditions climatiques qui*

*ont prévalu à la fin de l'année 2016 et qui se sont prolongées au début de 2017. Toutefois, la croissance économique est restée supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne (2,8%). Cette croissance a été principalement soutenue par les investissements publics et privés, en particulier dans le secteur pétrolier et dans les télécommunications.*

*Au niveau national, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 2,8% comme en 2016. Cette croissance a été principalement soutenue par le secteur tertiaire qui, malgré un fléchissement par rapport à l'année antérieure, a enregistré un taux de croissance positif (3,8 contre 4,6%). En revanche, l'activité économique a connu une croissance négative dans les secteurs primaire (-1,1 contre 1,5%) et secondaire (-1,9 contre 1,8%).*

*La baisse de l'activité dans le secteur primaire a résulté principalement de la mauvaise production vivrière (-2,5 contre 1,8%) et du ralentissement de la croissance de certaines branches comme la forêt (10,5 contre 13,0%) et la pêche (10,0 contre 15,0%).*

*La décroissance de l'activité du secteur secondaire par rapport à l'année antérieure (-1,9 contre 1,8%) a été due à la baisse de l'activité des industries manufacturières (-9,7 contre 2,1%) et de la construction (-3,0 contre 7,8%).*

*Au niveau du secteur tertiaire, la décélération de l'activité économique a été principalement liée au fléchissement du rythme d'activité des branches de l'hébergement, restaurant et autres services marchands (0,7 contre 3,0%), de l'administration publique (7,5 contre 15,8%) et de la santé et action sociale (18,0 contre 26,5%).*

*En 2017, l'inflation s'est établie à 16,1 contre 5,6% enregistrée l'année précédente, suite à une augmentation des prix des produits alimentaires (24,1 contre 7,2% en 2016) et, dans une moindre mesure, à la hausse des prix des produits non alimentaires (7,9 contre 4,3% en 2016).*

*A fin 2017, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement (solde du compte courant + solde du compte de capital) plus alourdi que celui de 2016, s'établissant à -486.016,1 contre -445.486,0 MBIF. Cette détérioration est imputable à l'accroissement du déficit du compte courant (-662.470,4 contre -562.068,9 MBIF) qui a surpassé la hausse de l'excédent du compte de capital (136.454,3 contre 116.582,9 MBIF).*

*La détérioration du déficit du compte courant a été causée, à la fois par l'augmentation des déficits des biens (-783.373,7 contre -665.970,3 MBIF) et des services (-286.005,4 contre -234.738,9 MBIF) en dépit de l'accroissement de l'excédent des revenus secondaires (455.194,3 contre 340.015,4 MBIF). L'excédent du compte de capital est dû à l'accroissement des transferts de capital au titre des dons projets octroyés aux administrations publiques (138.574,9 contre 119.018,5 MBIF).*

*Le compte financier s'est soldé par un besoin de financement plus élevé que celui de l'année précédente (-444.226,4 contre -408.319,9 MBIF), en liaison avec la hausse du déficit du solde des autres investissements (-469.615,8 contre -384.769,5 MBIF), due principalement aux engagements extérieurs au titre des crédits commerciaux.*

*Au niveau des finances publiques, l'exercice 2017 a été clôturé avec un déficit budgétaire de 246.820,4 MBIF, relativement moins profond que celui de l'année précédente (286.962,2 MBIF), suite à l'augmentation des recettes, soit 4,6 contre 5,9% du PIB. Ce déficit a essentiellement été financé par des ressources intérieures.*

*La dette publique s'est accrue de 15,5%, passant de 2.100,1 à 2.426,1 Mds de BIF. Cette augmentation a porté aussi bien sur la dette intérieure (+19,7%) que sur la dette extérieure (+7,5%). Rapportée au PIB, la dette publique totale s'est accrue par rapport à l'année antérieure et représentait 45,0 contre 43,5% en 2016.*

*L'augmentation de la dette intérieure (+19,7%) est particulièrement liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale*

*(+34.908,3 MBIF), les banques commerciales (+205.411,0 MBIF) et le secteur non bancaire (+39.607,6 MBIF).*

*L'accroissement de la dette extérieure (+7,5%) a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (+14.165,9 MBIF) et des plus-values de réévaluation (+55.487,5 MBIF) qui ont dépassé le remboursement du principal (+15.991,7 MBIF).*

*En 2017, la politique monétaire a été conduite dans un contexte de reprise de l'activité économique conjuguée avec l'amélioration des finances publiques et de la liquidité bancaire. La Banque Centrale a maintenu les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en 2015, en vue de stimuler les banques commerciales à financer les investissements productifs.*

*La masse monétaire (M3) a augmenté de 26,5%, passant de 1.180,0 à 1.492,2 Mds de BIF. Cette hausse a été tirée, à la fois, par l'agrégat monétaire M2 (+245.664,9 MBIF, ou +22,6%) et les dépôts en devises des résidents (+66.539,7 MBIF ou +70,8%). L'accroissement de M2 a résulté de la progression des dépôts à vue (+152.016,5 MBIF ou +26,5%), des avoirs à terme et d'épargne (+61.349,0 MBIF ou +21,8%) et de la circulation fiduciaire hors banques (+32.299,4 MBIF ou +13,9%).*

*La liquidité de l'économie s'est accrue de 26,6 contre 7,5% à fin décembre 2016, passant de 1.385,8 à 1.754,9 Mds de BIF. Le taux de liquidité de l'économie, calculé comme le ratio de la masse monétaire au PIB, a augmenté, s'établissant à 29,5 contre 26,9% en 2016. De même, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base de la dépense intérieure brute s'est accru, passant de 22,1 à 25,0%.*

*D'une fin d'année à l'autre, l'encours des crédits à l'économie s'est accru de 2,9% contre une diminution de 6,1% une année auparavant, passant de 922.588,2 à 949.676,9 MBIF. Cette augmentation a porté sur les crédits à moyen et long termes.*

Globalement, le secteur bancaire est resté financièrement solide, avec un niveau des fonds propres suffisants pour contrebalancer les risques inhérents à son activité. La rentabilité du secteur bancaire s'est nettement améliorée. Le Produit Net Bancaire a augmenté de 16,1%, s'établissant à 179.672,5 MBIF à fin 2017, contre 154.710,0 MBIF à fin 2016. Les ratios de la rentabilité des fonds propres (ROE) et des actifs (ROA) se sont accrus, passant de 11,9 à 16,6% et de 1,8 à 2,2% respectivement.

Les perspectives de l'économie burundaise pour 2018 montrent que l'activité économique s'améliorait davantage en 2018 et le taux de croissance projeté s'établirait à 4,0 contre 2,8% enregistré en 2017, en liaison avec l'amélioration de la production dans tous les secteurs.

La croissance du secteur primaire (3,6 contre -0,3%) serait liée à l'amélioration de la production vivrière (3,0 contre -3,0%) en dépit de la décélération de l'agriculture d'exportation (10,8 contre 20,4%).

Au niveau du secteur secondaire, la production pourrait augmenter (3,9 contre -1,9%) suite principalement à la hausse de la production dans les branches de l'extraction (+20,0%), des industries (+3,4%) et de l'électricité, gaz et eau (+20%).

Dans le secteur tertiaire, la production s'améliorerait de 4,3% suite à la progression de l'activité dans les branches des TIC (+7,5%), des Banques et Assurances (+11,0%), des services domestiques (+16,0%), santé et action sociale (+11,5%) et administration publique (+7,5%).

En Vous assurant de mon entier dévouement, je Vous prie, Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, de bien vouloir agréer l'assurance de ma Plus Haute Considération.

Jean GIZA  
  
GOUVERNEUR --

# TABLE DES MATIÈRES

LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2017.....	v
LISTE DES GRAPHIQUES.....	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xii
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES.....	xiv
<b>PREMIERE PARTIE : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....</b>	<b>1</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....</b>	<b>2</b>
<b>I.1. CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DANS LE MONDE.....</b>	<b>2</b>
<b>I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS AVANCES.....</b>	<b>3</b>
<b>I.3. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>I.4. INFLATION MONDIALE.....</b>	<b>4</b>
<b>I.5. MARCHES FINANCIERS.....</b>	<b>4</b>
<b>I.6. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA CEA.....</b>	<b>5</b>
<b>II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....</b>	<b>7</b>
<b>II.1. PRODUCTION ET PRIX.....</b>	<b>7</b>
II.1.1. Production.....	7
II.1.2. Evolution de l'inflation.....	18
<b>II.2. BALANCE DES PAIEMENTS.....</b>	<b>19</b>
II.2.1. Transactions courantes.....	20
II.2.2. Compte de capital.....	26
II.2.3. Compte d'opérations financières.....	27
<b>II.3. FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>28</b>
II.3.1. Recettes et dons.....	29
II.3.2. Dépenses.....	31
II.3.3. Solde global et financement.....	31
II.3.4. Dette publique.....	32
<b>II.4. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER.....</b>	<b>35</b>
II.4.1. Situation monétaire.....	35
II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire.....	39
II.4.3. Liquidité de l'économie.....	40
II.4.4. Activité et solidité du secteur bancaire.....	41
II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.....	43
II.4.6. Activité et solidité du secteur de la microfinance.....	44
II.4.7. Crédits à l'économie.....	45
<b>DEUXIEME PARTIE : ACTIVITES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.....</b>	<b>47</b>
<b>III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE.....</b>	<b>49</b>
<b>III.1. POLITIQUE MONETAIRE : OBJECTIF ET INSTRUMENTS.....</b>	<b>49</b>
III.1.1. Objectif de politique monétaire.....	49

III.1.2. Instruments de politique monétaire.....	49
III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire.....	50
<b>III.2. MARCHÉ ET TAUX DE CHANGE .....</b>	<b>50</b>
<b>III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT.....</b>	<b>53</b>
III.3.1. Circulation fiduciaire.....	53
III.3.2. Systèmes des paiements.....	53
<b>III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES.....</b>	<b>54</b>
III.4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire.....	54
III.4.2. Supervision et stabilité financière du secteur bancaire.....	55
III.4.3. Supervision de la microfinance.....	55
III.4.4. Supervision des bureaux de change.....	56
III.4.5. Supervision des établissements de paiement.....	56
III.4.6. Inclusion financière.....	56
<b>III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE.....</b>	<b>57</b>
<b>III.6. PROJETS DE LA BANQUE.....</b>	<b>58</b>
III.6.1. Projets de modernisation des systèmes de paiement.....	58
III.6.2. Projet marché financier.....	58
III.6.3. Projet système d'information bancaire.....	59
<b>III.7. INTEGRATION REGIONALE.....</b>	<b>59</b>
III.7.1. Communauté Est Africaine.....	59
III.7.2. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe.....	60
III.7.3. Association des Banques Centrales Africaines .....	61
<b>III.8. GESTION DES RISQUES.....</b>	<b>62</b>
<b>III.9. AUTRES ACTIVITES.....</b>	<b>62</b>
<b>IV. ADMINISTRATION.....</b>	<b>63</b>
<b>IV.1. CONSEIL GENERAL.....</b>	<b>63</b>
<b>IV.2. COMITE DE DIRECTION.....</b>	<b>63</b>
<b>IV.3. ORGANES DE CONTROLE.....</b>	<b>63</b>
<b>IV.4. PLAN STRATEGIQUE DE LA BANQUE.....</b>	<b>64</b>
<b>IV.5. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>65</b>
IV.5.1. Effectif.....	65
IV.5.2. Politique Sociale.....	66
IV.5.3. Formation.....	66
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>67</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>69</b>

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

- Graphique 1 :** Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)
- Graphique 2 :** Evolution du prix moyen de vente du café par campagne (en cts/lb)
- Graphique 3 :** Evolution du taux d'inflation annuel
- Graphique 4 :** Principales recettes fiscales (en Mds de BIF)
- Graphique 5 :** Structure des dépenses courantes (en %)
- Graphique 6 :** Dette publique extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)
- Graphique 7 :** La masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)
- Graphique 8 :** Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens
- Graphique 9 :** Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)
- Graphique 10:** Répartition de l'effectif du personnel par catégories
- Graphique 11:** Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge

## **LISTE DES TABLEAUX**

- Tableau 1 :** Taux de croissance de la production et du commerce dans le monde
- Tableau 2 :** Croissance du PIB des pays de la CEA
- Tableau 3 :** Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi (2013-2017)
- Tableau 4 :** Principales productions vivrières (en T)
- Tableau 5 :** Evolution de la production de poissons (en T)
- Tableau 6 :** Evolution de l'effectif du cheptel
- Tableau 7 :** Production du café arabica par campagne à fin décembre 2017 (en T)
- Tableau 8 :** Production de coton(en T) et superficies exploitées (en Ha) par région
- Tableau 9 :** Production de thé (en T)
- Tableau 10 :** Vente de thé sec
- Tableau 11 :** Indice pondéré de la production industrielle
- Tableau 12 :** Trafic à l'aéroport international de Bujumbura
- Tableau 13 :** Ressources et Emplois
- Tableau 14 :** Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en % du PIB
- Tableau 15 :** Epargne nationale brute en Mds de BIF
- Tableau 16 :** Evolution du taux d'inflation par composantes
- Tableau 17 :** Balance des paiements (en MBIF)
- Tableau 18 :** Exportations de marchandises
- Tableau 19 :** Importations de marchandises (en MBIF)
- Tableau 20 :** Répartition géographique du commerce extérieur (en %)
- Tableau 21 :** Exportation des invisibles (en MBIF)
- Tableau 22 :** Importations de services (en MBIF)
- Tableau 23 :** Revenus secondaires (en MBIF)
- Tableau 24 :** Compte de capital (en MBIF)
- Tableau 25 :** Compte d'opérations financières (en MBIF)
- Tableau 26 :** Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)
- Tableau 27 :** Recettes et Dons (en MBIF)
- Tableau 28 :** Structure de dette publique (en MBIF)
- Tableau 29 :** Encours des titres du Trésor (en MBIF)
- Tableau 30 :** Dette extérieure (en MBIF)
- Tableau 31 :** Service de la dette publique (en MBIF)
- Tableau 32 :** Situation monétaire (en MBIF)
- Tableau 33 :** Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)
- Tableau 34 :** Dépôts par détenteurs (à fin d'année, en MBIF)
- Tableau 35 :** Avoirs extérieurs nets
- Tableau 36 :** Variations annuelles des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)
- Tableau 37 :** Composantes de la liquidité de l'économie
- Tableau 38 :** Taux de liquidité de l'économie

**Tableau 39 :** Evolution des ressources et des emplois

**Tableau 40 :** Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

**Tableau 41 :** Encours des crédits à l'économie (en MBIF)

**Tableau 42 :** Evolution des crédits du secteur bancaire par branche d'activité (en MBIF)

**Tableau 43 :** Cours de change de fin de période des principales monnaies (en BIF)

**Tableau 44 :** Cours de change moyen des principales monnaies (en BIF).

**Tableau 45 :** Taux de change effectif du franc Burundi (Base 2016/2017)

**Tableau 46 :** Evolution des critères de convergence au Burundi

## LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

<b>AACB</b>	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
<b>ABCA</b>	: Association des Banques Centrales Africaines
<b>AfSS</b>	: Afrique Subsaharienne
<b>ARCT</b>	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
<b>ARFIC</b>	: Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi
<b>ATS</b>	: Automated Transfer System
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>BADEA</b>	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>CEA</b>	: Communauté Est africaine
<b>CIF</b>	: Cost Insurance Freight
<b>COGERCO</b>	: Compagnie de Gérance du Coton
<b>COMESA</b>	: Common Market for Eastern and Southern Africa
<b>Cts/lb</b>	: Centime de Dollar la Livre
<b>DIB</b>	: Dépense Intérieure Brute
<b>DTS</b>	: Droits de Tirage Spéciaux
<b>ETIA</b>	: Etablissement de Transferts Instantanés d'Argent
<b>ECOSAT</b>	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
<b>FED</b>	: Federal Reserve
<b>FIDA</b>	: Fonds International de Développement Agricole
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>FOB</b>	: Free On Board
<b>FV</b>	: Feuilles Vertes
<b>FW</b>	: Fully Washed
<b>GWH</b>	: Giga Watt par Heure
<b>Ha</b>	: Hectare
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
<b>IMF</b>	: Institutions de Microfinance
<b>M2, M3</b>	: Agrégats de la masse monétaire au sens large
<b>MAC</b>	: Monetary Affairs Committee
<b>MBIF</b>	: Millions de francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MFBCDE</b>	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
<b>MID</b>	: Marché Interbancaire de Devises
<b>MUSD</b>	: Millions de Dollar Américain

<b>MW</b>	: Méga Watt
<b>OBPE</b>	: Observatoire Burundais pour la Protection de l'Environnement
<b>OBR</b>	: Office Burundais des Recettes
<b>OIC</b>	: Organisation Internationale du Café
<b>OMC</b>	: Organisation Mondiale du Commerce
<b>ONATOUR</b>	: Office National de la Tourbe
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>OPEP</b>	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
<b>OTB</b>	: Office du Thé du Burundi
<b>PCMA</b>	: Programme de Coopération Monétaire en Afrique
<b>P</b>	: Provisoire
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PROTHEM</b>	: Promotion de la Théiculture en province Mwaro
<b>PVC</b>	: Polychlorure de vinyle
<b>PDSFP</b>	: Projet de Développement du Secteur Financier et Privé
<b>RDC</b>	: République Démocratique du Congo
<b>RN</b>	: Route Nationale
<b>RNP</b>	: Régie Nationale des Postes
<b>ROA</b>	: Rendement des Fonds Propres ( <i>Return on Assets</i> )
<b>ROE</b>	: Rendement des Actifs ( <i>Return on Equity</i> )
<b>RTGS</b>	: Real Time Gross Settlement
<b>SIB</b>	: Système d'Information Bancaire
<b>SIP</b>	: Société Immobilière Publique
<b>T</b>	: Tonnes
<b>TS</b>	: Thé sec
<b>TVA</b>	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>USD</b>	: Dollar Américain



# **PREMIERE PARTIE :**

---

## **ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI**

# ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

## I.1. CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DANS LE MONDE

En 2017, l'activité économique mondiale s'est accrue avec un taux de croissance de 3,8 contre 3,2% en 2016. Cette accélération a été généralisée aussi bien dans les pays avancés (2,3 contre 1,7% en 2016) que dans les pays émergents et en développement (4,8 contre 4,4% en 2016).

En 2017, le volume du commerce mondial s'est accru de 4,9 contre 2,3% en 2016 en raison notamment du redressement des activités manufacturières et des investissements dans la plupart des pays avancés et dans les principaux pays émergents et en développement.

**Tableau 1: Taux de croissance de la production et du commerce dans le monde (en%)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>I. Production mondiale</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>
<b>I.1. Pays Avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>
Etats-Unis	1,7	2,6	2,9	1,5	2,3
Zone Euro	-0,2	1,3	2,0	1,8	2,3
Japon	2,0	0,3	1,1	1,0	1,7
Royaume-Uni	1,9	3,1	2,2	1,9	1,8
Autres	2,2	2,9	2,0	2,0	2,7
<b>I.2. Pays émergents et en développement</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>
Afrique Subsaharienne	5,3	5,1	3,4	1,4	2,8
Nigeria	5,4	6,3	2,7	-1,6	0,8
Afrique du Sud	2,5	1,7	1,3	0,3	1,3
<b>Pays en émergents et en développement d' Europe</b>	<b>4,9</b>	<b>3,9</b>	<b>4,7</b>	<b>3,1</b>	<b>5,8</b>
Communauté des Etats Indépendants	2,5	1,1	-2,2	0,4	2,1
<b>Pays émergents et en développement d'Asie</b>	<b>6,9</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,4</b>	<b>6,5</b>
Chine	7,8	7,3	6,9	6,7	6,9
Inde	6,4	7,5	8	7,1	6,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,5	2,6	2,6	5,1	2,2
Amérique latine et Caraïbes	2,9	1,2	0,1	-0,9	1,3
<b>II. Volume du Commerce mondial (biens et services)</b>	<b>3,6</b>	<b>3,8</b>	<b>2,8</b>	<b>2,3</b>	<b>4,9</b>

Source: FMI, *Perspectives et Politiques économiques mondiales*, avril 2018

Dans les pays avancés, les grands pays exportateurs ont largement contribué au redressement des exportations tandis que la reprise des importations a été généralisée à l'exception du Royaume-Uni.

Dans les pays émergents et en développement, le volume du commerce s'est accru de 6,4 contre 2,2% en 2016 du fait de la reprise de l'investissement dans les pays exportateurs de produits de base et dans les pays avancés ainsi que de l'amélioration de la demande intérieure. Le rebond de croissance des exportations a été plus marqué dans les pays émergents d'Asie,

plus particulièrement en Chine pendant que l'augmentation des importations s'explique par la hausse de la demande dans les pays exportateurs de produits de base.

## **I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS AVANCES**

Dans les pays avancés, la croissance s'est améliorée de 2,3% en 2017 contre 1,7% en 2016, principalement en raison de l'accroissement de l'investissement qui a été motivé par les politiques monétaires accommodantes et de meilleures perspectives économiques mondiales.

Aux Etats-Unis, le PIB a augmenté de 2,3 contre 1,5% réalisé en 2016, suite à une forte demande intérieure et extérieure, combinée avec l'amélioration des conditions financières internationales.

Dans la Zone euro, la croissance du PIB est passée de 1,8% en 2016 à 2,3% en 2017, grâce à l'amélioration des dépenses de consommation et d'investissement. Au Royaume-Uni, la croissance économique a décéléré, s'établissant à 1,8% en 2017 contre 1,9% en 2016 suite principalement aux effets négatifs du BREXIT.

Au Japon, l'activité économique s'est accrue de 1,7 contre 1,0% en 2016, notamment sous l'effet de l'amélioration de la demande intérieure et extérieure.

## **I.3. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT**

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique s'est améliorée, et le taux de croissance s'est établi à 4,8% en 2017 contre 4,4% en 2016, principalement en raison de la reprise de l'activité des pays émergents d'Europe (5,8 contre 3,1% en 2016).

En Chine, le PIB a augmenté de 6,9 contre 6,7% en 2016, en rapport avec l'augmentation de la consommation intérieure, la reprise des investissements ainsi que la hausse de la production industrielle.

En Inde, la croissance du PIB a décéléré en 2017 (6,7 contre 7,1% en 2016) suite à la persistance de l'impact négatif de la démonétisation<sup>1</sup> de 2016 et de l'introduction d'une TVA harmonisée en juillet 2017 sur la consommation intérieure.

En Amérique Latine et Caraïbes, l'activité économique a repris à la hausse en 2017 (1,3 contre -0,9% en 2016) en liaison principalement à l'embellie économique au Brésil, portée par une consommation plus solide des ménages et par les exportations des produits de base dont les prix ont augmenté.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a atteint 2,8% en 2017 contre 1,4% en 2016 grâce à une accélération de la croissance mondiale, à la progression des prix des produits de base qui a contribué à la reprise de l'activité des principaux pays exportateurs du pétrole, notamment l'Angola et le Nigéria, et à l'amélioration de l'accès aux marchés financiers.

<sup>1</sup> Perte de cours légal de 500 et 1000 roupies en novembre 2016 et leur remplacement.

## I.4. INFLATION MONDIALE<sup>2</sup>

En 2017, l'inflation mondiale s'est accélérée malgré une évolution contrastée entre pays avancés et les économies émergentes et en développement.

Dans la plupart des pays avancés, le niveau du taux d'inflation est resté en deçà de l'objectif des banques centrales fixé à 2%. L'inflation a été de 1,7 contre 0,8% en 2016 suite à la remontée des prix des produits de base, notamment pour le pétrole et le gaz naturel. Dans les pays émergents et en développement l'inflation s'est, par contre, stabilisée, se situant à 4,0 contre 4,3% en 2016.

Aux États-Unis, la hausse des prix à la consommation s'est accélérée (2,1 contre 1,3% en 2016) suite à la hausse des prix des produits pétroliers, à la dépréciation du dollar et à l'expansion budgétaire.

Dans la Zone euro, l'inflation a également progressé par rapport à l'année précédente (1,5 contre 0,2%). L'inflation a augmenté au Japon (0,5 contre -0,1% en 2016) mais elle est restée en deçà de l'objectif de la Banque Centrale.

En Chine, l'inflation a baissé et s'est établie à 1,6 contre 2,0% en 2016. Le repli des prix des produits alimentaires a largement contribué à tirer l'indice des prix à la baisse.

## I.5. MARCHES FINANCIERS

En 2017, les marchés financiers ont résisté aux chocs géopolitiques et sont restés dynamiques, dans l'ensemble, à la fin de l'année.

Ils ont particulièrement été influencés par une solide croissance économique mondiale, une inflation modérée et des liquidités abondantes en raison des politiques monétaires accommodantes.

Au niveau des actions, les principaux indices boursiers se sont inscrits en hausse sur tous les marchés des pays avancés. C'est le cas notamment du Nasdaq, du Dow Jones et du Nikkei 225 qui ont progressé de 28,24%, de 25,08% et de 19,10% respectivement.

Aux États-Unis, les rendements des bons du Trésor à 10 ans ont progressé de plus de 50 points suite principalement à l'affermissement de l'activité économique et les anticipations à la hausse du taux directeur par la FED. Les bons du Trésor à 10 ans (T-Bonds) ont terminé l'année à 4 points de base en dessous de leur niveau fin 2016 (2,44%).

Dans la Zone euro, le Bund (obligation d'Etat Allemand) a augmenté de 0,43% après avoir monté jusqu'à 0,63% en juillet 2017. En France, le taux de l'OAT<sup>3</sup> à 10 ans a terminé l'année à 0,68%, en dessous de son niveau de 2016.

Dans les pays émergents, les conditions financières sont restées favorables à une reprise de l'activité économique, étant donné que les banques centrales ont globalement maintenu leur assouplissement de la politique monétaire. L'indice MSCI EM<sup>4</sup> a progressé de 34,3% en 2017. Ces performances sont le résultat d'une reprise de croissance portée par la hausse des prix des matières premières, la bonne tenue de l'économie chinoise et par des réformes structurelles en Inde, en Argentine et au Brésil.

<sup>2</sup> FMI, Perspectives et Politiques Economiques Mondiales, Edition d'avril 2018.

<sup>3</sup> Obligations Assimilables du Trésor français

<sup>4</sup> MSCI EM : Indice boursier mesurant la performance des marchés boursiers des pays à économie émergente.

Au niveau du marché des changes, l'euro s'est apprécié face au dollar américain. Le taux de change moyen s'est établi à 1,13 contre 1,11 dollar en 2016, en liaison notamment avec la politique plus accommodante de la BCE.

Le yen japonais s'est déprécié par rapport au dollar américain (111,938 contre 108,892 JPY/USD en 2016). Le yuan chinois s'est apprécié par rapport au dollar américain (6,7379 contre 6,6540 CNY/USD en décembre 2016).

## I.6. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA CEA<sup>5</sup>

En 2017, la croissance économique de la Communauté Est Africaine (CEA) a ralenti par rapport à l'année antérieure (5,2 contre 5,4% en 2016), en liaison avec les mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu à la fin de l'année 2016 et qui se sont prolongées au début de 2017. Toutefois, la croissance de la région est restée supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (2,8%) et a été principalement soutenue par les investissements publics et privés,

en particulier dans le secteur pétrolier et les télécommunications.

Les taux de croissance du Kenya, du Rwanda et de la Tanzanie sont restés robustes parmi les pays de la CEA, et l'Ouganda a enregistré une forte amélioration de la croissance, pendant que celle du Burundi est restée au même niveau qu'en 2016.

**Tableau 2 : Croissance du PIB des pays de la CEA**

	2014	2015	2016 (p)	2017 (p)
<b>Burundi*</b>	4,2	-0,4	2,8	2,8
<b>Kenya</b>	5,4	5,7	5,8	4,8
<b>Rwanda</b>	7,6	8,9	6,0	6,1
<b>Ouganda</b>	4,6	5,7	2,3	4,5
<b>Tanzanie</b>	7,0	7,0	7,0	6,0
<b>CEA</b>	5,9	6,1	5,4	5,2
<b>AfSS</b>	5,1	3,4	1,4	2,8

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, avril 2018*

\* Données du cadrage macroéconomique, avril 2018

(p): Provisoire

Le Kenya a enregistré une décélération du rythme de croissance par rapport à l'année précédente (4,8 contre 5,8%), principalement en raison de la baisse de la production agricole, suite à une longue saison sèche au cours de la première moitié de l'année, et des protestations électorales pendant la deuxième moitié de l'année.

Au Rwanda, la croissance du PIB s'est légèrement améliorée (6,1 contre 6,0%) et a été stimulée par une bonne production vivrière, une augmentation de la production minière et des carrières et, surtout, par les performances du secteur tertiaire.

<sup>5</sup> Les données du Soudan du Sud ne sont pas prises en compte.

La Tanzanie a enregistré un ralentissement de l'activité économique par rapport à 2016 (6,0 contre 7,0%), notamment en raison du ralentissement de la croissance des services, de la consommation et des investissements. Cette croissance est soutenue par les investissements publics en infrastructures, l'exploitation minière, le transport et les télécommunications.

La croissance économique de l'Ouganda s'est améliorée de 4,5% contre 2,3% en 2016 et a été soutenue en particulier par une forte expansion du secteur des services et du secteur financier ainsi que par l'exploration et l'extraction de pétrole brut.

Au Burundi, le taux de croissance s'est maintenu à 2,8% comme en 2016, en raison principalement de l'amélioration de l'activité du secteur tertiaire.

# ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

## II.1. PRODUCTION ET PRIX

### II.1.1. PRODUCTION

En 2017, le taux de croissance économique (3,8 contre 4,6%) pendant que l'activité économique a décliné dans les secteurs primaire (-1,1 contre 1,5%) et secondaire (-1,9 contre 1,8%).

**Tableau 3 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi (2013-2017)**

	2013	2014	2015	2016*	2017*
<b>A. Produit Intérieur Brut en Milliards de Francs Burundi (à prix courants)</b>					
1. Secteur primaire	1462,7	1463,0	1557,2	1706,9	1952,1
2. Secteur secondaire	594,2	648,6	681,2	768,8	810,7
3. Secteur tertiaire	721,1	784,4	829,2	867,1	899,8
<b>4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)</b>	<b>3430,3</b>	<b>3749,1</b>	<b>4012,8</b>	<b>4408,1</b>	<b>4871,7</b>
5. Impôts indirects moins subventions	382,2	435,9	405,1	416,0	525,5
<b>6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)</b>	<b>3812,5</b>	<b>4185,0</b>	<b>4417,9</b>	<b>4824,2</b>	<b>5397,2</b>
<b>B. Variations du PIB réel (aux prix constants de 2005) en pourcentage</b>					
1. Secteur primaire	8,4	-3,6	-2,0	1,5	-1,1
2. Secteur secondaire	2,4	6,2	-8,1	1,8	-1,9
3. Secteur tertiaire	2,8	8,8	5,7	4,6	3,8
<b>4. PIB AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>4,6</b>	<b>4,1</b>	<b>0,6</b>	<b>3,2</b>	<b>1,3</b>
5. Impôts indirects moins subventions	8,0	5,2	-8,5	-0,6	16,4
<b>6. PIB AUX PRIX DU MARCHE</b>	<b>4,9</b>	<b>4,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>
(*) : Données provisoires					

Source: *ISTEEBU*

Malgré la décroissance de l'activité du secteur primaire, certaines branches ont enregistré de bonnes performances, avec une progression significative de la valeur ajoutée pour le café (35,0 contre 17,6%), les autres cultures d'exportations (5,0 contre -20,0%) et l'élevage (15,0 contre 4,0%).

De même, certaines branches du secteur secondaire ont connu une amélioration de la

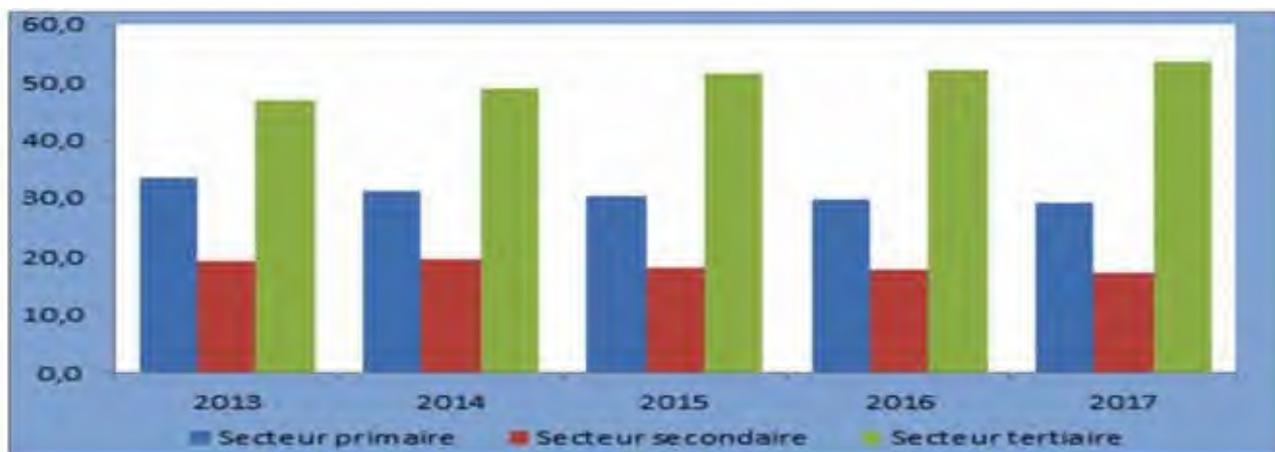
valeur ajoutée, notamment l'industrie agroalimentaire (1,0 contre -1,2%). Le secteur tertiaire a bénéficié d'une accélération de la croissance du commerce (2,0 contre -1,0%), du transport et communication (5,4 contre 0,1%), de l'administration publique (5,9 contre -15,1%) et des banques et assurances (7,0 contre 4,0%).

### II.1.1.1. Répartition sectorielle du PIB

Au niveau de la répartition sectorielle, les parts des différents secteurs se sont presque stabilisées par rapport à l'année précédente. La part du secteur primaire s'est établie à 40,7 contre 40,5%,

celle du secteur secondaire s'est fixée à 16,1 contre 16,4% et celle du secteur tertiaire s'est située à 43,2 contre 43,1%.

**Graphique 1: Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)**



Source: ISTEERU

#### II.1.1.1.1. Secteur primaire

En 2017, l'activité du secteur primaire a décliné suite à la baisse de la production vivrière (-2,5 contre 1,8%) et au ralentissement de la croissance

dans certaines branches notamment la forêt (10,5 contre 13,0%) et la pêche (10,0 contre 15,0%).



**Plantation moderne de Blé à Kayanza**

### a. Agriculture vivrière

La production des principales cultures vivrières a chuté de 17,3%, s'établissant à 4.031.679 T en 2017, contre 4.873.560 T en 2016, en rapport avec les mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu fin 2016 et début 2017.

**Tableau 4 : Principales productions vivrières (en T)**

Année/Culture	2013	2014	2015	2016	2017(p)
Bananes	2 235 697	1 362 837	948 875	911 192	1 328 535
Tubercules	3 333 042	3 203 169	3 413 523	3 266 715	2 167 932
Céréales	243 553	226 272	164 172	316 416	235 265
Légumineuses (+Oléagineux)	277 813	289 875	316 151	379 237	299 947
<b>Total</b>	<b>6 090 105</b>	<b>5 082 153</b>	<b>4 842 721</b>	<b>4 873 560</b>	<b>4 031 679</b>

Source : *ISTEEBU, Enquêtes Nationales Agricoles 2017*

### b. Pêche

Les prises de poissons sur le lac Tanganyika se sont établies à 19.512 T d'une année à l'autre, soit un recul de 10,5%. De même, la production dans les lacs du Nord a baissé de 1,7%, passant de 5.426 à 5.334 T.

**Tableau 5 : Evolution de la production de poissons (en T)**

	2013	2014	2015	2016	2017
Pêche artisanale	12 458	14 794	18 198	20 245	17 766
Pêche coutumière	774	1 258	2 080	1 561	1 746
<b>Total</b>	<b>13 232</b>	<b>16 052</b>	<b>20 278</b>	<b>21 806</b>	<b>19 512</b>

Source: *Direction de la Promotion des filières halieutiques*

### c. Elevage

Dans le domaine de l'élevage, les activités d'encadrement et d'amélioration de la production animale ont été poursuivies. Ainsi, dans le cadre de l'amélioration génétique du cheptel, 7.011 bovins, 21.085 caprins et 6.542 porcins ont été distribués. En rapport avec l'adoption de l'élevage en stabulation permanente, l'effectif du bétail s'est établi à 766.744 contre 623.031 têtes pour les bovins, 2.193.613 contre 1.821.626 pour les caprins.

**Tableau 6 : Evolution de l'effectif du cheptel**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Bovins</b>	640 304	689 441	769 530	623 031	766 744
<b>Caprins</b>	2 348 977	2 416 491	2 357 387	1 821 626	2 193 613
<b>Ovins</b>	405 715	425 638	602 110	229 272	286 858
<b>Porcins</b>	435 744	565 152	525 998	333 925	481 809

*Source: Direction de la Promotion des filières halieutiques*

#### **d. Sylviculture**

Dans ce secteur, les activités de développement de la couverture forestière ont été intensifiées. A cet effet, 25.000.236 essences (forestières et agro forestières) ont été distribuées tandis que 16.529.092 plants<sup>6</sup> ont été mis en terre pour la conservation de l'environnement et l'augmentation des ressources forestières. Les communes, les populations ainsi que l'OBPE en ont été les principaux bénéficiaires.

#### **e. Agriculture d'exportation**

En 2017, le rythme de décroissance de la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation s'est atténué par rapport à l'année antérieure (-1,7 contre -15,3%), grâce à la progression du café (35,0 contre -17,6%) et des autres cultures d'exportation (5,0 contre -20,0%).



**Plantation de thé à Teza**

<sup>6</sup> Département des forêts, 2017

## e.1. Café

La production du café Arabica à fin décembre 2017 a augmenté par rapport à celle de la même période de l'année précédente.

En effet, la quantité du café parche produite s'est établie à 21.535 contre 17.908 T, soit une hausse de 20,3%.

**Tableau 7: Production du café arabica par campagne à fin décembre 2017 (en T)**

Campagne	Café parche	Café vert	Rendement (en %)
2013 /2014	14 134	10 454	74,0
2014 /2015	18 450	12 829	69,5
2015 /2016	22 009	17 454	79,3
2016 /2017	17 908	11 760	65,7
2017 /2018	21 535	15 229	70,7

Source : ARFIC, Rapport de production de café cerise, fin décembre 2017

La part du café «Fully Washed» (FW) a légèrement augmenté, passant de 82,4 à 83,4%, ce qui montre que la quantité transformée par usinage s'est accrue. A fin décembre 2017, le volume total du café vert s'est établi à 15.229 contre 11.760 T enregistré à la même période de la campagne précédente, soit une progression de 29,5%.

Le volume du café vendu s'est élevé à 13.731 contre 15.346 T l'exercice précédent, à un prix moyen de 120,80 contre 112,28 cts/lb. Le prix moyen (OIC) de la période s'est établi à 141,69 contre 167,36 cts/lb, suite principalement à la hausse de la production du café au Brésil et au Vietnam.

**Graphique 2: Evolution du prix moyen de vente du café par campagne (en cts/lb)**



Source: BRB, à partir des données de l'ARFIC et de l'OIC

## e.2. Coton

La production du coton au cours de l'année 2017 s'est établie à 1.836 contre 2.011 T l'année précédente, soit une baisse de 8,7%, en liaison avec la réduction des superficies exploitées ainsi que la sécheresse qui a frappé certaines unités de production, occasionnant des capsules immatures et de petites tailles.

Le rendement par hectare a baissé, s'établissant à 703 contre 765 kg/ha d'une année à l'autre. Le volume de coton-fibre obtenu après usinage s'est établi à 779 contre 854 T en 2016, soit une baisse de 8,8%.

**Tableau 8 : Production de coton (en T) et superficies exploitées (en Ha) par région**

REGION	2013		2014		2015		2016		2017	
	T	Ha								
IMBO NORD	1 367	1 673	1637	1863	1522	1928	1282	1764	1025	1425
IMBO SUD	806	1092	770	1042	724	977	681	1242	775	1126
MOSO	-	-	50	102	54	101	48	141	35	61
<b>TOTAL</b>	<b>2 238</b>	<b>2 895</b>	<b>2 457</b>	<b>3 008</b>	<b>2 300</b>	<b>3 006</b>	<b>2 011</b>	<b>3 148</b>	<b>1 835</b>	<b>2 611</b>
Rendement (kg/ha)		773	-	817	-	765	-	639	-	703
Coton fibre	946	-	1 011	-	968	-	854	-	779	-

Source : COGERCO

## e.3. Thé

La production du thé en feuilles vertes s'est établie à 49.388 contre 52.702 T en 2016, soit une baisse de 6,3%, suite particulièrement à la mauvaise pluviosité qui a prévalu au début 2017.

De même, le volume de thé sec a reculé de 8,0%, passant de 11.589 à 10.592 T d'une année à l'autre. En outre, le rendement moyen à l'usinage est resté autour de 21%

**Tableau 9: Production du thé (en T)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>OTB</b>					
FV	41 724	48 495	50 562	48 977	44 989
TS	9 074	10 532	10 945	10 753	9 640
<b>PROTHEM</b>					
FV	5 941	5 378	3 228	3 725	4 399
TS	1 188	1 155	643	805	952
<b>Total</b>					
FV	47 665	53 873	53 790	52 702	49 388
TS	10 262	11 687	11 588	11 559	10 592

Source : Rapports OTB et PROTHEM



### Thé Vert produit par l'OTB

La quantité de thé sec vendu en 2017 a reculé de 9,3% par rapport à l'année précédente, soit 9.686 contre 10.679 T. Par contre, les recettes ont progressé de 27,7%, s'établissant

à 47.810 contre 37.438 MBIF en 2016, sous l'effet de l'augmentation du prix moyen (4.936 contre 3.506 BIF/kg).

**Tableau 10: Vente de thé sec**

Marché/Année		2013	2014	2015	2016	2017
<b>1. VENTES LOCALES</b>	<b>Tonnes</b>	467	487	377	525	414
	<b>Prix moyen (BIF/Kg)</b>	3 150	3 124	3 489	3 014	3 202
	<b>Valeur en MBIF</b>	1 473	1 522	1 314	1 582	1 326
<b>2. Exportations:</b>						
<b>Enchères Mombassa</b>	<b>Tonnes</b>	7 185	8 015	8 670	8 488	7 536
	<b>Prix moyen (BIF/Kg)</b>	3 752	3 330	4 825	3 500	5 038
	<b>Valeur en MBIF</b>	26 960	26 686	41 838	29 709	37 966
<b>Ventes directes</b>	<b>Tonnes</b>	1 512	1 589	1 824	1 666	1 736
	<b>Prix moyen (BIF/Kg)</b>	3 444	3 563	5 006	3 690	4 907
	<b>Valeur en MBIF</b>	5 206	5 662	9 136	6 147	8 518
<b>3. TOTAL GENERAL</b>	<b>Tonnes</b>	9 163	10 091	10 871	10 679	9 686
	<b>Prix moyen (BIF/Kg)</b>	3 679	3 357	4 810	3 506	4 936
	<b>Valeur en MBIF</b>	33 639	33 870	52 287	37 438	47 810

Source: OTB, Rapports d'activité 2017

### II.1.1.1.2. Secteur secondaire

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaires'est dégradée, s'établissant à -1,9 contre 1,8% une année auparavant, en liaison avec la baisse de l'activité des industries manufacturières (-9,7 contre 2,1%) et de la construction (-3,0 contre 7,8%). L'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est, par contre,

accru de 1,3%, passant de 136,7 à 138,5 d'une année à l'autre.

L'augmentation de l'indice de la production industrielle est essentiellement liée à la hausse de la production des industries alimentaires (3,6 contre 3,1% en 2016) qui a été principalement tirée par les boissons de la BRARUDI (+11,9%).

**Tableau 11: Indice pondéré de la production industrielle**

Industrie	INDUSTRIES ALIMENTAIRES			INDUSTRIES CHIMIQUES			INDUSTRIES TEXTILES		AUTRES			PONDERE
	dont:			dont:			dont		dont:			
Période	Boissons	Sucre	S/Total	Peinture	Savons	S/Total	Tissus Finis	S/Total	Tubes PVC	Plaques en fibrociment	S/Total	
2013	77,2	25,4	121,5	2,4	6,6	11,2	0,4	0,0	0,4	131,0	131,0	131,0
2014	80,2	21,2	116,4	2,6	7,8	14,1	0,4	0,0	0,4	130,9	130,9	130,9
2015	74,8	22,6	119,9	2,2	7,9	12,9	0,7	0,0	0,7	133,5	133,5	133,5
2016	75,5	23,5	123,3	2,3	8,2	12,6	0,5	0,0	0,6	136,5	136,5	136,5
2017	84,5	21,6	128,0	2,9	6,3	10,3	0,2	0,0	0,2	138,5	138,5	138,5

Source : Compilé à partir des données fournies par les entreprises industrielles.

La production d'électricité<sup>7</sup> s'est établie à 259,3 contre 287,4 GWH l'année précédente, soit une diminution de 9,8%. Cette baisse est principalement liée à l'inondation de la centrale de Ruvyironza, à l'arrêt de la centrale hydroélectrique de Marangara ainsi qu'à la baisse de production des centrales hydroélectriques de Rwegura, Mugere, Ruzizi I et Ruzizi II liée à la diminution des niveaux d'eau des lacs de retenue.

L'Office National de la Tourbe (ONATOUR) a poursuivi l'exploitation des tourbières des sites de Buyongwe, Gisozi, Matana et Gitanga au cours de l'année 2017.

La production s'est sensiblement accrue, passant de 9.541 à 13.908 T grâce, notamment, au bon état de l'outil de production et à l'élargissement du marché d'écoulement.

Au niveau du secteur minier, 18 comptoirs d'achat et d'exportation de minerais sont opérationnels en 2017, contre 9 une année auparavant. Aussi, 230 contre 56 autorisations d'exploitation de minerais et de carrières ont été délivrées par l'Office des Mines et des Carrières. La production de l'or s'est établie à 0,953 contre 0,396 T en 2016; 74,5 contre 31,7 T pour le coltan, 161,5 contre 22,2 T pour la cassitérite et 259,8 contre 131,4 T de wolframite.

<sup>7</sup> REGIDESO, Rapport de production, 2017

En outre, l'année 2017 a été marquée par la production d'un nouveau type de minerais, les «Terres Rares» pour une quantité d'environ 50 T.

L'activité dans la branche de la construction a régressé (-3,0 contre 7,8%). Les activités de la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, de l'ECOSAT et de la SIP ont principalement consisté en travaux d'aménagement et de viabilisation des terrains ainsi que la prospection de sites pour l'aménagement des parcelles à usage résidentiel.

L'Office des Routes a mené des travaux d'urgence de stabilisation, de réhabilitation et d'entretien des routes et de protection des ponts. D'autres travaux ont été effectués, notamment la réhabilitation du boulevard de la paix (Kamenge-Kinama), les travaux de stabilisation de la RN17 (Bururi-Makamba) ainsi que le bitumage de la RN13 (Butaganzwa-Ruyigi), de la RN18 (Nyakararo-Mwaro-Kibumbu) et de la RN3 (Mugina-Mabanda-Nyanza-Lac).

### II.1.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est décéléré (3,8 contre 4,6%), suite au fléchissement du rythme d'activité dans les branches de l'hébergement, restaurant et autres services marchands (0,7 contre 3,0%), de l'administration publique (7,5 contre 15,8 %) et de la santé et action sociale (18,0 contre 26,5%).

L'activité au port de Bujumbura s'est accrue par rapport à l'année précédente. En effet, le tonnage de marchandises a augmenté de 65,2%, passant de 109.154 à 180.375 T en rapport avec l'augmentation des importations du ciment, du clinker et du maïs.

Le trafic aérien à l'aéroport international de Bujumbura est passé de 4.181 à 4.930 vols d'une année à l'autre, soit une augmentation de 17,9%. Le nombre total de passagers s'est accru de 15,0%, passant de 181.380 à 208.616 en 2017. Les recettes touristiques se sont accrues d'une année à l'autre (+62,2%), passant de 2.750,7 à 4.461,8 MBIF.

**Tableau 12 : Trafic à l'aéroport international de Bujumbura**

		2013	2014	2015	2016	2017
<b>ARRIVEES</b>	Passagers	148 395	134 438	120 136	105 886	131 476
	Bagages (en T)	36	103	nd	nd	2 097
	Fret (en T)	2 148	2 448	2 246	1 738	2 042
	Poste (en T)	37	39	29	32	47
<b>DEPARTS</b>	Passagers	109 208	106 684	86 941	75 494	77 140
	Bagages (en T)	5	nd	nd	nd	348
	Fret (en T)	335	345	293	267	120
	Poste (en T)	47	100	43	65	62
	Avions (Arrivées et départs)	6 830	6 235	5 466	4 181	4 930

*n.d. : Non disponible, Source: AACB*

L'activité s'est également accrue au niveau des télécommunications. L'attribution de nouvelles licences d'exploitation et l'assignation de fréquences ont entraîné l'augmentation du chiffre d'affaires de l'ARCT qui s'est établi à 102,1 contre 100,8 Mds de BIF en 2016, soit un accroissement de 1,3%.

Dans le domaine des assurances, le total des primes perçues s'est légèrement accru (+0,1%), passant de 36.907,1 à 36.935,3 MBIF d'une année à l'autre.

Le taux de croissance de la valeur ajoutée dans la branche «Administration publique» s'est décéléré (7,5 contre 15,8%).

En effet, les recrutements à la Fonction Publique au cours de l'année 2017 ont fortement baissé par rapport à 2016 (304 contre 3.139).

**Tableau 13 : Ressources et Emplois**

	2013	2014	2015	2016*	2017*
<b>A. Milliards de BIF (à prix courants)</b>					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	3 812,5	4 185,0	4 417,9	4 824,2	5 397,2
2. Importations (biens et services)	1 429,7	1 435,5	1 276,8	1 399,0	1 329,1
3. Ressources = Emplois	5 242,2	5 620,5	5 694,6	6 223,2	6 726,3
4. Dépenses intérieures	4 895,3	5 256,4	5 416,3	5 885,5	6 378,5
- Consommation	4 337,9	4 662,1	4 815,5	5 306,6	5 535,7
- Investissements Bruts	557,4	594,3	600,8	578,9	842,8
Exportations (biens et services)	346,9	364,1	278,3	337,7	347,8
<b>B. Variations (à prix constants)</b>					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4,9	4,2	-0,4	2,8	2,8
2. Importations (biens & services)	12,3	-5,3	-17,9	4,5	7,1
3. Ressources = Emplois	6,9	1,5	-5,0	3,2	3,8
4. Dépenses intérieures	9,5	1,8	-4,2	3,2	3,3
- Consommation	10,9	3,3	-5,0	4,3	1,0
- Investissements Bruts	-0,1	-9,6	2,5	-5,2	22,4
5. Exportations (biens et services)	-20,2	-1,6	-17,0	2,8	11,9
(*) : Données provisoire à partir de l'année 2016.					

Source: *ISTEEBU*

## II.1.1.2. Demande

En volume, les emplois ont progressé de 3,8 contre 3,2% par rapport à l'année précédente, sous l'effet de l'accroissement des investissements bruts (22,4 contre -5,2%) et de l'amélioration des exportations (11,9 contre 2,8%).

En valeur, la demande intérieure s'est améliorée (6.378,5 contre 5.885,5 MBIF), suite à la progression de la consommation finale (5.535,7 contre 5.306,6 MBIF) et des investissements bruts (842,8 contre 578,9 MBIF).

### II.1.1.2.1 Ecart entre ressources et emplois

En 2017, les ressources intérieures n'ont pas couvert les emplois intérieurs. Toutefois, l'écart entre les emplois et les ressources, exprimé en pourcentage du PIB a fléchi, s'établissant à 18,2 contre 22,0% l'année précédente.

**Tableau 14 : Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en % du PIB**

	2013	2014	2015	2016*	2017*
1. Emplois intérieurs	128,4	125,6	122,6	122,0	118,2
2. Ressources intérieures = Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	28,4	25,6	22,6	22,0	18,2
4. Importations de biens et services non facteurs	37,5	34,3	28,9	29,0	24,6
5. Exportations de biens et services non facteurs	9,1	8,7	6,3	7,0	6,4

(\*) : Données provisoires à partir de 2016.

Source: *ISTEEBU*

### II.1.1.2.2. Epargne nationale

En 2017, quoique la consommation intérieure ait dépassé le produit intérieur brut, le niveau de l'épargne intérieure s'est relativement amélioré (-138,5 contre -482,4 Mds de BIF une année auparavant). Grâce à l'augmentation du solde des services facteurs et de transferts unilatéraux

(448,5 contre 338,6 Mds de BIF) ainsi que celui des transferts nets de capital (186,5 contre 116,6 Mds de BIF), le besoin net de financement de l'économie a sensiblement fléchi, passant de 628,0 à 82,4 MBIF.

**Tableau 15: Epargne nationale brute en Mds de BIF**

	2013	2014	2015	2016*	2017*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	3 812,5	4 185,0	4 417,9	4 824,2	5 397,2
2. Consommation privée et publique	4 337,9	4 662,1	4 815,5	5 306,6	5 535,7
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-525,4	-477,1	-397,6	-482,4	-138,5
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	675,3	502,9	442,0	338,6	448,5
5. Epargne nationale brute (3+4)	150,0	25,8	44,4	-143,8	310,0
6. Transferts de capital nets	161,5	126,6	87,3	116,6	186,5
7. Investissements bruts	549,4	557,4	594,3	600,8	578,9
8. Besoin net de financement (5-6) ou capacité de financement	-238,0	-405,0	-462,5	-628,0	-82,4

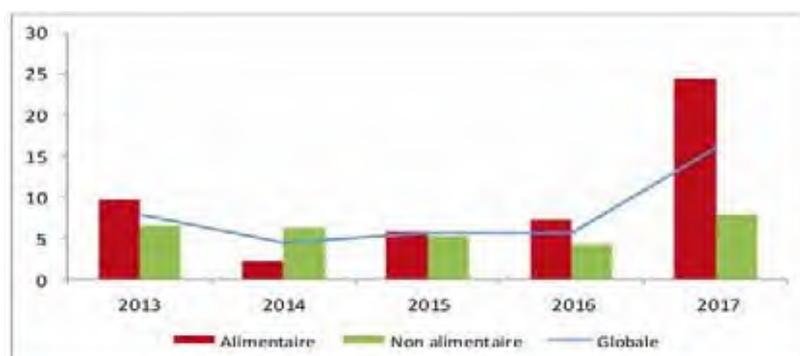
(\*) : Données provisoires à partir de 2016.

Source: *ISTEEBU*

## II.1.2. EVOLUTION DE L'INFLATION

En 2017, l'inflation globale s'est établie à 16,1 (24,1 contre 7,2% en 2016) et, dans une moindre mesure, à l'inflation non alimentaire (7,9 contre 4,3% en 2016).

**Graphique 3: Evolution annuelle du taux d'inflation**



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

L'inflation alimentaire est expliquée par l'augmentation des prix de tous les produits, particulièrement pour les sous-rubriques «Pains et céréales» (27,1%), «Poisson et fruits de mer» (27,2%), «Fruits» (16,7%), «Légumes» (28,1%) ainsi que «sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie» (20,2%).

L'inflation non alimentaire est principalement liée à l'augmentation des prix des boissons alcoolisées et tabac (9,3%) et des sous-divisions «habillement et chaussures» (10,8%), «logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (7,4%), «Ameublement et équipement ménager» (9,8%), «Transport» (9,0%) et «Enseignement et éducation» (14,5%).

**Tableau 16 : Evolution du taux d'inflation par composantes, en %**

	2016	2017
<b>Alimentaire</b>	<b>7,2</b>	<b>24,4</b>
-Pains et céréales	4,8	27,1
-Viande	8,9	10,4
- Poisson	31,8	27,2
- Lait,fromage et œufs	11,3	9,2
- Huiles et graisses	-6,6	5,1
- Fruits	-1,3	16,7
- Légumes	3,4	28,1
- Sucre,confitures,miel,chocolat et confiserie	16,7	21,0
- Produits alimentaires non définis ailleurs	11,8	7,7
<b>Non alimentaire</b>	<b>4,3</b>	<b>7,9</b>
- Boissons alcoolisées et Tabac	0,4	9,3
- Articles d'habillement et articles chaussants	21,3	10,8
- Logement,eau,électricité, gaz et autres combustibles	10,2	7,4
- Ameublement,équipement ménager et entretien courant de la maison	3,7	9,8
- Santé	13,1	3,9
- Transport	0,7	9,0
- Communications	4,6	0,7
- Loisirs et culture	-0,2	7,4
- Enseignement, éducation	-1,8	14,5
- Hôtellerie,café et restauration	10,5	7,3
- Autres biens et services	6,6	7,2
<b>Globale</b>	<b>5,5</b>	<b>16,1</b>

Source : BRB, calculs établis à partir des données de l'ISTEEBU

## II.2. BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements de l'année 2017 s'est soldée par un besoin de financement (Solde du Compte courant + Solde du Compte de capital) plus alourdi que celui de 2016, s'établissant à -486.016,1 contre -445.486,0 MBIF en 2016.

Cette détérioration est liée à l'accroissement du déficit du compte courant (-622.470,4 contre -562.068,9 MBIF) qui a contrebalancé la hausse de l'excédent du compte de capital (136.454,3 contre 116.582,9 MBIF).

**Tableau 17: Balance des paiements (en MBIF)**

	2014	2015	2016	2017
<b>COMPTE COURANT</b>	<b>-611 060,6</b>	<b>-586 701,4</b>	<b>-562 068,9</b>	<b>-622 470,4</b>
Crédit	882 896,6	795 793,3	736 696,4	932 144,1
Débit	1 493 957,2	1 382 494,7	1 298 765,3	1 554 614,5
<b>Biens</b>	<b>-809 449,3</b>	<b>-759 211,5</b>	<b>-665 970,3</b>	<b>-783 373,7</b>
Exportations FOB	203 843,6	189 945,6	206 309,5	298 500,10
Importations FOB	1 013 292,9	949 157,1	872 279,8	1 081 873,7
<b>Services</b>	<b>-304 537,7</b>	<b>-269 527,8</b>	<b>-234 738,9</b>	<b>-286 005,4</b>
Crédit	111 762,4	90 068,8	120 543,0	110 433,0
Débit	416 300,1	359 596,6	355 281,9	396 438,4
<b>Revenus primaires</b>	<b>-10 489,1</b>	<b>-2 627,8</b>	<b>-1 375,1</b>	<b>-8 285,7</b>
Crédit	21 829,7	24 139,4	18 188,8	23 026,7
Débit	32 318,8	26 767,2	19 563,9	31 312,4
<b>Revenus secondaires</b>	<b>513 415,5</b>	<b>444 665,7</b>	<b>340 015,4</b>	<b>455 194,3</b>
Crédit	545 460,9	491 639,5	391 655,1	500 184,3
Débit	32 045,4	46 973,8	51 639,7	44 990,0
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>126 554,6</b>	<b>87 336,6</b>	<b>116 582,9</b>	<b>136 454,3</b>
Crédit	136 678,0	90 362,6	119 398,6	139 414,6
Débit	10 123,4	3 026,0	2 815,7	2 960,3
<b>CAPACITE (+) / BESOIN (-) DE FINANCEMENT ( COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL)</b>	<b>-484 506,0</b>	<b>-499 364,8</b>	<b>-445 486,0</b>	<b>-486 016,1</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>				
<b>CAPACITE (+) / BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU COMPTE FINANCIER</b>	<b>-576 881,6</b>	<b>-518 851,7</b>	<b>-408 319,9</b>	<b>-444 226,4</b>
<b>. Investissement directs</b>	<b>-126 394,9</b>	<b>-77 762,9</b>	<b>-31,4</b>	<b>-530,0</b>
Investissements directs : avoirs	42,4	239,2	60,3	17,2
Investissements directs : engagements	126 437,3	78 002,1	91,7	547,2
<b>. Investissement de portefeuille</b>	<b>-87 157,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Investissements de portefeuille : avoirs	-84 854,2	0,0	0,0	0,0
Investissements de portefeuille : engagements	2 303,1	0,0	0,0	0,0
<b>. Dérivés financiers et options sur titres (net)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>. Autres investissements</b>	<b>-360 704,0</b>	<b>-168 907,6</b>	<b>-348 769,5</b>	<b>-469 615,8</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	18 814,0	32 237,3	16 335,8	163 709,7
Accroissement net de passifs	379 518,0	201 144,9	365 105,3	633 325,5
Droits de tirages spéciaux(Allocations DTS)	-9 823,0	-446,3	1 836,6	17850,6
<b>. Avoirs de réserve</b>	<b>-2 625,4</b>	<b>-272 181,2</b>	<b>-59 519,0</b>	<b>25 919,4</b>
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-92 375,6</b>	<b>-19 486,9</b>	<b>37 166,1</b>	<b>41 789,7</b>
<b>Pour mémoire</b>				
<b>Solde du compte courant en % du PIB</b>	<b>-14,60%</b>	<b>-13,28%</b>	<b>-11,65%</b>	<b>-11,53%</b>

Source : BRB

## II.2.1. TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les flux des biens, des services, des revenus primaires ainsi que des revenus secondaires entre résidents et non-résidents. Au cours de l'année 2017, le déficit du compte courant s'est creusé, passant de 562.068,9 à 622.470,4 MBIF, en liaison avec l'augmentation des déficits des biens (-783.373,7 contre -665.970,3 MBIF), des services (-286.005,4 contre -234.738,9 MBIF), des revenus primaires (-8.285,7 contre -1.375,1 MBIF) en dépit de l'accroissement de l'excédent des revenus secondaires (455.194,3 contre 340.015,4 MBIF). Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 11,5% en 2017 contre 11,7% en 2016.

### II.2.1.1. Balance des biens

En 2017, la balance des biens s'est aggravée, en liaison avec la hausse des importations plus importante (+209.593,9 MBIF) que celle des exportations (+92.190,6 MBIF).

#### II.2.1.1.1. Exportations des biens

Les exportations de biens se sont accrues de 44,7%, passant de 206.309,5 à 298.500,1 MBIF, suite à la hausse, à la fois, des produits primaires (195.586,6 contre 148.924,4 MBIF) et des produits manufacturés (65.002,1 contre 57.385,1 MBIF).

**Tableau 18: Exportations de marchandises**

	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016
<b>A.(en Millions de BIF)</b>					<b>(en %)</b>
<b>1. Produits primaires</b>	<b>137 861,1</b>	<b>132 504,3</b>	<b>148 924,4</b>	<b>233 498,0</b>	<b>56,8</b>
dont: - Café	84 988,4	62 685,7	74 825,1	63 433,1	-15,2
- Thé	37 513,4	53 630,9	38 250,2	50 068,9	30,9
- Peaux brutes	6 040,5	7 954,3	1 773,5	959,4	-45,9
- Minerais	4 716,0	3 968,4	4 373,0	11 485,0	162,6
- Or	0,0	0,0	25 265,2	101 494,2	301,7
<b>2. Produits manufacturés</b>	<b>65 982,5</b>	<b>57 441,3</b>	<b>57 385,1</b>	<b>65 002,1</b>	<b>13,3</b>
dont: - Bières	9 015,7	10 269,7	8 921,8	11 664,9	30,7
- Cigarettes	6 022,0	9 247,7	8 826,0	11 683,5	32,4
- Farine de blé	8 196,2	10 086,9	9 355,8	14 008,9	49,7
- Savons	12 254,9	10 637,4	7 053,8	2 059,9	-70,8
- Bouteilles en verres foncés	691,6	490,8	660,0	7 225,3	994,7
<b>TOTAL DES EXPORTATIONS</b>	<b>203 843,6</b>	<b>189 945,6</b>	<b>206 309,5</b>	<b>298 500,1</b>	<b>44,7</b>
<b>B. (en Tonnes)</b>					
<b>1. Produits primaires</b>					
dont: - Café	15 159,0	13 657,0	16 646,0	13 328,0	-19,9
- Thé	11 021,0	11 145,0	10 873,0	10 421,0	-4,2
- Peaux brutes	1 213,0	3 486,0	971,0	838,0	-13,7
- Minerais	134,0	249,0	333,0	372,0	11,7
- Or	0,0	0,0	0,4	0,95	139,9
<b>2. Produits manufacturés</b>					
dont: - Bières	12 490,0	13 432,0	11 672,0	16 825,0	44,1
- Cigarettes	557,0	892,0	818,0	1 175,0	43,6
- Farine de blé	6 654,0	8 925,0	9 578,0	15 876,0	65,8
- Savons	7 453,0	8 347,0	5 097,0	1 988,0	-61,0
- Bouteilles en verres foncés	421,0	447,0	391,0	2 969,0	659,3

Source : BRB sur base des Statistiques fournies par l'OBR

La hausse des exportations des produits primaires a principalement porté sur l'exportation de l'or non monétaire (+76.229,0 MBIF), du thé (+11.818,7 MBIF) et des minerais (+7.112,0 MBIF) tandis que l'exportation du café a baissé (-11.392,0 MBIF).

### II.2.1.1.2. Importations des biens

La valeur CIF des importations s'est accrue de 28,2%, s'établissant à 1.307,2 contre 1.019,6 Mds de BIF, en liaison avec la progression des importations de toutes les catégories de biens. Les importations des biens de production se sont crues de 32,9%, passant de 404.539,3 à 537.693,6 MBIF. Cette hausse est principalement tirée par l'importation des biens alimentaires (+47.098,9 MBIF), les huiles minérales (+45.399,5 MBIF), la métallurgie (+19.029,6 MBIF) et les biens de production destinées à l'agriculture et à l'élevage (+16.147,8 MBIF).

La hausse des exportations des produits manufacturés a essentiellement concerné les bouteilles en verres foncés (+6.565,3 MBIF), la farine de blé (+4.653,1 MBIF), les cigarettes (+2.857,5 MBIF) et les bières (+2.743,1 MBIF). Par contre, les exportations de savons ont chuté de 4.993,9 MBIF.

Les importations de biens d'équipement ont augmenté de 20,3%, passant de 191.162,5 à 229.884 MBIF en 2017, tirées notamment par l'importation des tracteurs, véhicules et engins de transport (+47.323,5 MBIF).

Les biens de consommation ont progressé de 27,3%, s'établissant à 539.609,5 contre 423.893,8 MBIF, en liaison avec la hausse des biens de consommation alimentaire (+44.129,6 MBIF), des textiles (+37.486,6 MBIF) et des produits pharmaceutiques (+16.687,8 MBIF).

**Tableau 19: Importations de marchandises**

	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016
<b>(en MBIF)</b>					<b>(en %)</b>
<b>1. Biens de production</b>	524 889,9	393 350,3	404 539,3	537 693,6	32,9
<b>2. Biens d'équipement</b>	254 623,3	328 407,7	191 162,5	229 884,5	20,3
<b>3. Biens de consommation</b>	409 472,8	412 135,2	423 893,8	539 609,5	27,3
-Durables	190 017,6	188 908,3	192 305,6	245 697,2	27,8
-Non Durables	219 455,2	223 226,9	231 588,2	293 912,3	26,9
<b>TOTAL</b>	<b>1 188 986,0</b>	<b>1 133 893,2</b>	<b>1 019 595,6</b>	<b>1 307 187,6</b>	<b>28,2</b>
<b>(en Tonnes)</b>					<b>(en %)</b>
<b>1. Biens de production</b>	527 676	434 471	500 024	552 643	10,5
<b>2. Biens d'équipement</b>	32 257	31 121	30 081	30 408	1,1
<b>3. Biens de consommation</b>	238 306	166 745	178 098	239 463	34,5
-Durables	120 465	48 162	53 189	65 257	22,7
-Non Durables	117 841	118 583	124 909	174 206	39,5
<b>TOTAL</b>	<b>798 239</b>	<b>632 337</b>	<b>708 203</b>	<b>822 514</b>	<b>16,1</b>

Source : BRB sur base des Statistiques fournies par l'OBR

En volume, les importations ont augmenté de 16,1% en 2017, se situant à 822.514 contre 708.203 T enregistré l'année précédente. Cette augmentation est due à la hausse du volume

des biens de production (10,5%) et des biens de consommation (34,5%); les biens d'équipement ayant demeuré presque au même niveau qu'en 2016.

### II.2.1.1.3. Répartition géographique des échanges de biens

Les principaux partenaires commerciaux du Burundi en 2017 sont demeurés l'Asie, l'Afrique et l'Europe. La part relative de l'Asie dans le total des échanges s'est accrue (48,5 contre 42,0%).

En revanche, les parts de l'Afrique et de l'Europe ont reculé en 2017, passant respectivement de 32,6 à 29,4% et de 23,2 à 19,0%.

A l'importation, la part des échanges avec l'Asie a augmenté (49,5 contre 46,5%), tirée notamment par la hausse des importations en provenance de l'Arabie Saoudite (8,6% contre 3,0%). Toutefois, les parts des importations en provenance de la Chine (14,1 contre 16,8%) et de l'Inde (13,0 contre 14,0%) ont diminué. De même, à l'exportation, la part des échanges avec l'Asie a fortement augmenté (41,8 contre 16,9%), principalement les exportations à destination des Emirats Arabes-Unis (25,4 contre 0,7%).

Le recul des échanges avec l'Afrique a résulté de la diminution de la part des importations (28,4% contre 31,2%),

dont principalement celles en provenance du Kenya (5,6 contre 7,7%), de l'Ouganda (5,6 contre 7,3%) et de la Tanzanie (7,8 contre 8,3%).

La part des exportations à destination de l'Afrique a légèrement baissé (40,8 contre 41,3%) notamment celle à destination de la RDC (18,0 contre 19,1%), de l'Ouganda (2,8 contre 3,5%), du Rwanda (1,8 contre 4,6%) et de l'Egypte (4,7 contre 5,3%).

Au niveau des échanges avec l'Europe, le recul a concerné aussi bien les importations (18,5 contre 20,3%) que les exportations (21,7 contre 39,6%). La régression de la part des importations a essentiellement porté sur celles en provenance du Royaume-Uni (0,8 contre 2,4%), de la France (3,7 contre 4,4%) et de la Belgique (3,9 contre 4,6%). La diminution de la part des exportations est liée, en grande partie, à celles à destination de la Suisse qui ont fortement chuté (5,9 contre 20,1%).

**Tableau 20: Répartition géographique du commerce extérieur (en %)**

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL DES ECHANGES	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
<b>EUROPE</b>	<b>20,3</b>	<b>18,5</b>	<b>39,6</b>	<b>21,7</b>	<b>23,2</b>	<b>19,0</b>
<b>1. Union Européenne</b>	<b>18,3</b>	<b>15,5</b>	<b>19,5</b>	<b>15,3</b>	<b>18,5</b>	<b>15,4</b>
dont: Allemagne	2,0	1,9	6,6	5,9	2,7	2,6
Belgique - Luxembourg	4,6	3,9	6,7	5,4	4,9	4,2
Danemark	2,2	1,7	0,0	0,0	1,9	1,4
France	4,4	3,7	0,8	0,3	3,9	3,2
Royaume-Uni	2,4	0,8	4,2	3,2	2,7	1,2
<b>2. Autres</b>	<b>2,1</b>	<b>3,0</b>	<b>20,1</b>	<b>6,4</b>	<b>4,8</b>	<b>3,6</b>
dont: Suisse	0,4	0,2	20,1	5,9	3,4	1,2
Turquie	0,6	1,0	0,0	0,1	0,5	0,9
Russie	0,9	1,8	0,0	0,2	0,7	1,5
<b>ASIE</b>	<b>46,5</b>	<b>49,5</b>	<b>16,9</b>	<b>41,8</b>	<b>42,0</b>	<b>48,5</b>
dont: Arabie Saoudite	3,0	8,6	0,0	0,0	2,5	7,2
Emirats Arabes Unis	6,8	6,7	0,7	25,4	5,9	9,8
Pakistan	0,3	0,6	10,6	9,3	1,9	2,0
Rép. Pop. de Chine	16,8	14,1	1,0	1,5	14,4	12,0
Union Indienne	14,0	13,0	0,1	0,2	11,9	10,9
<b>AFRIQUE</b>	<b>31,2</b>	<b>28,4</b>	<b>41,3</b>	<b>40,8</b>	<b>32,6</b>	<b>29,4</b>
dont: Afrique du Sud	1,2	1,2	0,1	0,0	1,1	1,0
Kenya	7,7	5,6	2,3	2,4	6,9	5,1
Ouganda	7,3	5,6	3,5	2,8	6,7	5,1
R.D.C.	0,6	0,1	19,1	18,0	3,4	3,1
Rwanda	1,8	1,0	4,6	1,8	2,2	1,1
Tanzanie	8,3	7,8	1,1	0,9	7,2	6,6
Zambie	2,6	4,0	0,7	0,8	2,3	3,4
Egypte	0,0	0,0	5,3	4,7	0,8	0,8
<b>AMERIQUE</b>	<b>1,9</b>	<b>3,6</b>	<b>2,4</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>	<b>3,2</b>
dont: Etats-Unis	1,5	2,6	2,2	1,4	1,6	2,4

Source : BRB sur base des Statistiques fournies par l'OBR

## II.2.1.2. Balance des invisibles

Le déficit de la balance des invisibles (services et revenus primaires) s'est creusé en 2017, en liaison avec la hausse du déficit des services (-286.005,4 contre -234.738,9 MBIF) et du déficit des revenus primaires (-8.285,7 contre -1.375,1 MBIF).

## II.2.1.2.1. Exportations des invisibles

Les exportations des invisibles ont légèrement baissé (-3,8%), passant de 138.731,8 à 133.459,7 MBIF, suite à la diminution des exportations de services (-10.110,0 MBIF). En revanche, les exportations des revenus primaires ont légèrement augmenté (+4.837,9 MBIF).

**Tableau 21: Exportations des invisibles (en MBIF)**

	2014	2015	2016	2017
<b>A. SERVICES</b>	<b>111 762,4</b>	<b>90 068,8</b>	<b>120 543,0</b>	<b>110 433,0</b>
<b>1. Transports :</b>	<b>4 065,9</b>	<b>4 039,4</b>	<b>3 647,0</b>	<b>3 238,8</b>
a. maritime	607,7	743,5	466,7	301,5
b. aérien	3 107,1	2 531,6	2 258,9	2 470,9
c. autres	351,1	764,3	915,2	452,2
d. Services postaux et de messagerie	0,0	0,0	6,2	14,2
<b>2. Voyages :</b>	<b>6 369,9</b>	<b>3 438,2</b>	<b>3 123,4</b>	<b>5 200,9</b>
a. professionnels	3,7	37,4	372,7	739,1
b. personnels :	6 366,2	3 400,8	2 750,7	4 461,8
-soins de santé	62,6	308,8	323,3	250,1
-éducation	198,8	386,3	637,8	381,0
-autres	6 104,8	2 705,7	1 789,6	3 830,7
<b>3. Construction</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>256,0</b>
<b>4. Services d'assurances</b>	<b>1 124,7</b>	<b>1 637,4</b>	<b>2 077,7</b>	<b>1 539,6</b>
a. Assurance directe	33,9	142,9	26,8	129,6
b. Réassurance	107,0	92,0	137,2	168,0
c. Services auxiliaires d'assurance	983,8	1 402,5	1 913,7	1 242,0
<b>5. Services financiers</b>	<b>4 215,4</b>	<b>3 173,3</b>	<b>1 957,2</b>	<b>1 456,9</b>
<b>6. Commissions pour usage de propriété intellectuelle</b>	<b>45,9</b>	<b>10,7</b>	<b>0,4</b>	<b>23,7</b>
<b>7. Communication, information et informatique</b>	<b>26 133,9</b>	<b>12 153,1</b>	<b>5 972,7</b>	<b>5 471,7</b>
a. Services de télécommunication	23 833,8	10 962,5	5 129,5	4 584,9
b. Services de l'informatique	2 300,1	328,2	525,6	770,8
c. Services de l'information	0,0	862,4	317,6	116,0
<b>8. Autres services aux entreprises</b>	<b>5 034,5</b>	<b>5 858,3</b>	<b>12 195,7</b>	<b>12 681,9</b>
<b>9. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>	<b>67,5</b>	<b>10,9</b>	<b>53,7</b>	<b>0,0</b>
<b>10. Services fournis par les administrations publiques</b>	<b>64 704,7</b>	<b>59 747,5</b>	<b>91 515,2</b>	<b>80 563,5</b>
a. Recettes de gouvernements étrangers	22 192,9	25 714,5	28 949,1	10 203,6
b. Autres services	42 511,8	34 033,0	62 566,1	70 359,9
<b>B. REVENUS PRIMAIRES</b>	<b>21 829,7</b>	<b>24 139,4</b>	<b>18 188,8</b>	<b>23 026,7</b>
1. Rémunération des salariés	15 226,6	20 827,8	17 507,1	22 838,1
2. Revenus des placements	6 603,1	3 311,6	681,7	188,6
<b>TOTAL</b>	<b>133 592,1</b>	<b>114 208,2</b>	<b>138 731,8</b>	<b>133 459,7</b>

Source : BRB

La diminution des exportations de services a principalement concerné les recettes des services fournis par les administrations publiques (80.563,5 contre 91.515,2 MBIF) tandis que l'augmentation des revenus primaires a porté sur les rémunérations des salariés (22.838,1 contre 17.501,1 MBIF).

## II.2.1.2.2. Importations des invisibles

Les importations de services et revenus primaires se sont accrues de 14,1%, passant de 374.845,8 à 427.750,8 MBIF, en liaison avec la hausse des paiements de services (+41.156,5 MBIF) et des revenus primaires (+11.748,5 MBIF).

**Tableau 22: Importations de services (en MBIF)**

	2014	2015	2016	2017
<b>A. SERVICES</b>	<b>416 300,1</b>	<b>359 596,6</b>	<b>355 281,9</b>	<b>396 438,4</b>
<b>1. Transports :</b>	<b>250 495,9</b>	<b>219 848,2</b>	<b>204 546,4</b>	<b>253 474,2</b>
a. maritime	44 615,0	39 801,1	34 707,6	48 466,7
b. aérien	60 219,8	54 697,4	55 826,1	48 730,7
c. autres	145 661,1	125 349,7	112 715,6	154 744,3
d. Services postaux et de messagerie	0,0	0,0	1 297,1	1 532,5
<b>2. Voyages :</b>	<b>59 427,3</b>	<b>46 131,6</b>	<b>45 817,2</b>	<b>41 448,9</b>
a. professionnels	13 186,5	11 714,4	17 414,9	20 048,6
b. personnels :	46 240,8	34 417,2	28 402,3	21 400,3
-soins de santé	1 813,0	3 842,5	3 280,6	1 370,6
-éducation	17 389,9	18 056,7	18 283,2	17 267,8
-autres	27 037,9	12 518,0	6 838,5	2 761,9
<b>3. Construction</b>	<b>6 771,8</b>	<b>2 760,1</b>	<b>2 636,7</b>	<b>3 124,1</b>
<b>4. Services d'assurances</b>	<b>4 392,1</b>	<b>3 408,6</b>	<b>3 692,8</b>	<b>4 052,0</b>
a. Assurances directe	92,3	227,8	558,7	598,2
b. Réassurance	3 537,5	2 687,2	2 781,2	3 161,9
c. Services auxiliaires d'assurance	762,3	493,6	352,9	291,9
<b>5. Services financiers</b>	<b>6 184,6</b>	<b>15 465,0</b>	<b>6 144,9</b>	<b>4 375,3</b>
<b>6. Commissions pour usage de propriété intellectuelle</b>	<b>288,8</b>	<b>5,1</b>	<b>249,7</b>	<b>33,2</b>
<b>7. Communication, information et informatique</b>	<b>21 485,2</b>	<b>11 613,9</b>	<b>7 995,3</b>	<b>13 900,7</b>
a. Services de télécommunication	17 631,4	5 529,6	5 047,3	8 578,7
b. Services de l'informatique	3 853,8	3 116,1	1 677,6	4 437,3
c. Services de l'information	0,0	2 968,2	1 270,4	884,7
<b>8. Autres services aux entreprises</b>	<b>36 654,8</b>	<b>23 395,5</b>	<b>28 634,4</b>	<b>36 116,3</b>
<b>9. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>	<b>141,3</b>	<b>0,0</b>	<b>59,0</b>	<b>46,1</b>
<b>10. Services reçus par les administrations publiques</b>	<b>30 458,3</b>	<b>36 968,6</b>	<b>55 505,5</b>	<b>39 867,6</b>
a. Recettes de gouvernements étrangers	20 708,0	17 634,0	23 455,5	17 206,7
b. Autres services	9 750,3	19 334,6	32 050,0	22 660,9
<b>B. REVENUS PRIMAIRES</b>	<b>32 318,8</b>	<b>26 767,2</b>	<b>19 563,9</b>	<b>31 312,4</b>
<b>1. Rémunération des salariés</b>	<b>6 140,3</b>	<b>7 339,8</b>	<b>7 275,8</b>	<b>7 891,7</b>
<b>2. Autres investissements</b>	<b>26 178,5</b>	<b>19 427,4</b>	<b>12 288,1</b>	<b>23 420,7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>448 618,9</b>	<b>386 363,8</b>	<b>374 845,8</b>	<b>427 750,8</b>

Source : BRB

La hausse des paiements de services a essentiellement porté sur les services de transport (253.474,0 contre 204.546,4 MBIF), les services de communication, information et informatique (13.900,7 contre 7.995,3 MBIF) et les autres services aux entreprises (36.116,2 contre 28.634,4 MBIF). Par contre, les paiements des services reçus par les administrations publiques ont diminué (39.867,6 contre 55.505,5 MBIF). La hausse des paiements des revenus primaires est principalement liée à l'accroissement des

intérêts sur la dette extérieure (15.522,6 contre 7.095,0 MBIF).

### II.2.1.3. Les revenus secondaires

Les revenus secondaires se sont accrus de 33,9%, passant de 340.015,4 à 455.194,3 MBIF en 2017, suite à l'augmentation aussi bien des transferts en faveur du secteur public (118.238,8 contre 57.288,1 MBIF), notamment les dons et des transferts envers le secteur privé (339.955,5 contre 282.727,3 MBIF).

**Tableau 23: Revenus secondaires (en MBIF)**

	2014	2015	2016	2017
<b>1. SECTEUR PUBLIC</b>	<b>243 736,4</b>	<b>183 379,6</b>	<b>57 288,1</b>	<b>115 238,8</b>
Crédit	243 736,4	183 489,8	57 394,6	118 938,2
Débit	0,0	110,2	106,5	3 699,4
<b>2. SECTEUR PRIVE</b>	<b>269 679,1</b>	<b>261 286,1</b>	<b>282 727,3</b>	<b>339 955,5</b>
Crédit	301 724,5	308 149,7	334 260,5	381 246,1
Débit	32 045,4	46 863,6	51 533,2	41 290,6
<b>1. Transferts des fonds des travailleurs</b>	<b>54 972,1</b>	<b>33 668,4</b>	<b>9 939,6</b>	<b>16 050,9</b>
Crédit	71 794,0	59 403,6	34 243,1	35 344,8
Débit	16 821,9	25 735,2	24 303,5	19 293,9
<b>2. Autres transferts</b>	<b>214 707,0</b>	<b>227 617,7</b>	<b>272 787,7</b>	<b>323 904,6</b>
Crédit	229 930,5	248 746,1	300 017,4	345 901,3
Débit	15 223,5	21 128,4	27 229,7	21 996,7
<b>SOLDE TOTAL</b>	<b>513 415,5</b>	<b>444 665,7</b>	<b>340 015,4</b>	<b>455 194,3</b>

Source : BRB

### II.2.2. COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital a enregistré un excédent plus élevé que celui de l'année précédente (136.454,3 contre 116.582,9 MBIF), en liaison

avec l'accroissement des transferts de capital au titre des dons projets octroyés aux administrations publiques (138.574,9 contre 119.018,5 MBIF).

**Tableau 24: Compte de capital (en MBIF)**

	2014	2015	2016	2017
<b>TRANSFERT DE CAPITAL</b>	<b>126 554,6</b>	<b>87 336,6</b>	<b>116 582,9</b>	<b>136 454,3</b>
<b>CREDIT</b>	<b>136 678,0</b>	<b>90 362,6</b>	<b>119 398,6</b>	<b>139 414,6</b>
<b>DEBIT</b>	<b>10 123,4</b>	<b>3 026,0</b>	<b>2 815,7</b>	<b>2 960,3</b>
<b>1. Administrations publiques</b>	<b>128 098,9</b>	<b>87 637,7</b>	<b>116 948,3</b>	<b>137 132,6</b>
CREDIT	136 117,2	89 973,8	119 018,5	138 574,9
-dons projets	136 117,2	89 973,8	119 018,5	138 574,9
-remise de dette	0,0	0,0	0,0	0,0
DEBIT	8 018,3	2 336,1	2 070,2	1 442,3
-Contrib. aux organisations internationales	8 018,3	2 336,1	2 070,2	1 442,3
<b>2. Autres secteurs (transfert des migrants)</b>	<b>-1 544,3</b>	<b>-301,1</b>	<b>-365,4</b>	<b>-678,3</b>
CREDIT	560,8	388,8	380,1	839,7
DEBIT	2 105,1	689,9	745,5	1 518,0

Source : BRB

## II.2.3. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Le compte financier s'est soldé par un besoin de financement plus élevé que celui de l'année précédente (-444.226,4 contre -408.319,9 MBIF), en liaison avec la forte hausse du déficit du solde des autres investissements (-469.615,8

contre -348.769,5 MBIF), suite notamment à la hausse des engagements extérieurs nets au titre des crédits commerciaux reçus (+113.237,6 MBIF). En revanche, les avoirs de réserve se sont accrus (25.919,4 contre -59.519,0 MBIF).

**Tableau 25: Compte d'opérations financières (en MBIF)**

	2014	2015	2016	2017
<b>1. INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>-126 394,9</b>	<b>-77 762,9</b>	<b>-31,4</b>	<b>-530,0</b>
1.1 AVOIRS	42,4	239,2	60,3	17,2
1.2 ENGAGEMENTS	126 437,3	78 002,1	91,7	547,2
<b>2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	<b>-87 157,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
2.1 AVOIRS	-84 854,2	0,0	0,0	0,0
2.2 ENGAGEMENTS	2 303,1	0,0	0,0	0,0
<b>3. DERIVES FINANCIERS</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
3.1 AVOIRS	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2 ENGAGEMENTS	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>4. AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	<b>-360 704,0</b>	<b>-168 907,6</b>	<b>-348 769,5</b>	<b>-469 615,8</b>
4.1 AVOIRS	18 814,0	32 237,3	16 335,8	163 709,7
4.1.1. Crédits commerciaux (accordés)	20 687,7	24 749,5	97 674,7	143 060,2
a. Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
b. Autres secteurs :	20 687,7	24 749,5	97 674,7	143 060,2
-Long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
-Court terme	20 687,7	24 749,5	97 674,7	143 060,2
4.1.2. Monnaie fiduciaire et dépôts	-1 873,7	7 487,8	-81 634,6	20 649,5
4.1.3. Autres avoirs	0,0	0,0	295,7	0,0
4.2 ENGAGEMENTS	379 518,0	201 144,9	365 105,3	633 325,5
4.2.1. Crédits commerciaux (reçus)	272 338,6	187 950,6	443 564,7	602 187,8
a. Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
b. Autres secteurs :	272 338,6	187 950,6	443 564,7	602 187,8
-Long terme	0,0	-647,3	0,0	0,0
Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursements	0,0	-647,3	0,0	0,0
-Court terme	272 338,6	188 597,9	443 564,7	602 187,8
4.2.2. Prêts	59 038,0	11 418,9	-70 257,9	-2 830,1
a. Autorités monétaires	-136,5	-17 390,4	-59 679,8	23 137,4
b. Institution de dépôt autre que la banque centrale	0,0	0,0	-1 356,6	-83,6
Long terme	0,0	0,0	-1 356,6	-83,6
Court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Administrations publiques	55 890,5	18 361,3	-3 026,0	-20 885,3
-Long terme	55 890,5	18 361,3	-3 026,0	-20 885,3
Tirages	67 359,2	31 267,2	24 725,1	0,0
Remboursements	11 468,7	12 905,9	27 751,1	20 885,3
-Court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
d. Autres secteurs	3 284,0	10 448,0	-6 195,5	-4 998,6
4.2.3. Monnaie fiduciaire et dépôts	57 964,4	2 221,7	-10 038,1	16 117,2
4.2.4. Autres engagements (Droits de tirage spéciaux)	-9 823,0	-446,3	1 836,6	17 850,6
<b>5. AVOIRS DE RESERVES</b>	<b>-2 625,4</b>	<b>-272 181,2</b>	<b>-59 519,0</b>	<b>25 919,4</b>
<b>SOLDE TOTAL</b>	<b>-576 881,6</b>	<b>-518 851,7</b>	<b>-408 319,9</b>	<b>-444 226,4</b>

Source : BRB

## II.3. FINANCES PUBLIQUES

L'exercice 2017 a été clôturé avec un déficit budgétaire de 246.820,4 MBIF, moins profond que celui de l'année précédente (286.962,2 MBIF) en raison de l'augmentation des recettes.

Rapporté au PIB, le ratio du déficit global (dons compris) a baissé, s'établissant à 4,6 contre 5,9% l'année précédente.

Tableau 26: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	Prévisions 2017	Tx de réel
<b>A. RECETTES ET DONS</b>	<b>877 040,5</b>	<b>736 322,0</b>	<b>757 076,5</b>	<b>892 655,5</b>	<b>1 152 765,7</b>	<b>77,4</b>
1. RECETTES	663 212,0	594 432,2	638 058,1	754 142,6	738 287,9	102,1
Recettes fiscales	572 207,3	543 666,1	584 607,6	699 090,9	682 265,7	102,5
Recettes non fiscales	83 819,1	47 004,2	53 328,2	55 051,7	56 022,2	98,3
2. DONS	213 828,5	141 889,8	119 018,4	138 512,9	366 055,9	37,8
<b>B. DEPENSES</b>	<b>1 059 286,0</b>	<b>1 090 451,1</b>	<b>1 044 038,7</b>	<b>1 139 475,9</b>	<b>1 326 831,9</b>	<b>85,9</b>
1. Dépenses courantes	721 597,6	901 959,0	783 014,0	863 733,7	813 463,5	106,2
Salaires	314 387,2	322 820,1	359 088,0	385 815,5	388 581,0	99,3
Achats de biens et autres services	120 023,8	273 676,8	153 557,4	160 242,9	110 701,2	144,8
<b>SOLDE COURANT HORS DONS</b>	<b>-58 385,6</b>	<b>-307 526,8</b>	<b>-144 955,9</b>	<b>-109 591,0</b>	<b>-75 175,5</b>	<b>145,8</b>
<b>SOLDE COURANT DONS COMPRIS</b>	<b>155 442,9</b>	<b>-165 637,0</b>	<b>-25 937,5</b>	<b>28 921,8</b>	<b>339 302,2</b>	<b>8,5</b>
2. Dépenses en capital	337 688,4	188 492,2	261 024,7	275 742,2	513 368,5	53,7
<b>SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)</b>	<b>-396 074,0</b>	<b>-496 019,0</b>	<b>-405 980,6</b>	<b>-385 333,3</b>	<b>-588 544,0</b>	<b>65,5</b>
<b>SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits const.)</b>	<b>-182 245,5</b>	<b>-354 129,2</b>	<b>-286 962,2</b>	<b>-246 820,4</b>	<b>-174 066,3</b>	<b>141,8</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>182 245,5</b>	<b>354 129,2</b>	<b>286 962,2</b>	<b>246 820,4</b>	<b>174 066,3</b>	<b>141,8</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	60 495,0	6 920,9	17 917,4	-1 825,9	-495,8	368,3
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	155 146,4	370 627,0	261 288,9	269 842,9	174 562,0	154,6
a. Secteur bancaire	147 023,0	327 066,5	225 428,1	230 235,3	144 281,7	159,6
b. Secteur non bancaire	8 123,4	43 560,5	35 860,80	39 607,60	30 280,4	130,8
ERREURS ET OMISSIONS	-33 395,9	-23 418,7	7 755,9	-21 196,6		
En pourcentage du PIB						
Recettes et dons	21,0	16,7	15,7	16,5		
Dépenses	25,3	24,7	21,6	21,1		
Solde primaire	-0,5	-6,0	-2,3	-1,5		
Solde budgétaire global						
Dons exclus	-9,5	-11,2	-8,4	-7,1		
Dons inclus	-4,4	-8,0	-5,9	-4,6		
<b>PIB</b>	<b>4 185 000,0</b>	<b>4 417 880,0</b>	<b>4 824 154,0</b>	<b>5 397 246,0</b>		

Source : MFBCDE et BRB

## II.3.1. RECETTES ET DONNS

Les ressources totales de l'Etat se sont accrues de 17,9%, passant de 757.076,5 à 892.655,5 MBIF en liaison avec l'augmentation des recettes intérieures (754.142,6 contre 638.058,1 MBIF). De même, les dons ont augmenté de 16,4%, passant de 119.018,4 à 138.512,9 MBIF.

Par rapport aux prévisions budgétaires (1.152.765,7 MBIF), le taux de réalisation des ressources totales de l'Etat a été de 77,4%, suite au faible décaissement des appuis extérieurs, les recettes intérieures ayant été réalisées à 102,1%.

**Tableau 27 : Recettes et dons (en MBIF)**

	2014	2015	2016	2017	Variation (2017/2016) en valeur	%
<b>1. RECETTES</b>	<b>663 212,0</b>	<b>594 432,2</b>	<b>638 058,1</b>	<b>754 142,6</b>	<b>116 084,6</b>	<b>18,2</b>
a. Recettes fiscales	572 207,3	543 666,1	584 607,5	699 090,9	114 483,4	19,6
Impôts sur les revenus	137 883,5	132 037,2	132 475,0	151 525,7	19 050,7	14,4
Sociétés	73 099,7	75 130,9	75 708,5	76 039,2	330,7	0,4
Personnes physiques	64 131,2	56 464,1	56 333,6	75 233,5	18 899,9	33,5
Autres impôts sur les revenus	652,6	442,2	432,9	253,0	-179,9	-41,6
Impôts sur le commerce intérieur	368 412,4	341 139,5	351 777,2	465 995,0	114 217,8	32,5
Taxes sur les transactions	240 205,7	208 080,4	221 771,7	270 127,5	48 355,8	21,8
Taxes de consommation sur le tabac	4 853,3	7 456,3	3 811,0	4 085,2	274,2	7,2
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	79 882,8	74 629,6	75 573,2	93 542,6	17 969,4	23,8
Autres impôts intérieurs	43 470,6	50 973,2	50 621,2	98 239,7	47 618,5	94,1
Impôts sur le commerce extérieur	55 213,4	52 966,4	67 178,7	68 075,1	896,4	1,3
Taxes à l'importation	45 182,3	45 671,4	59 111,6	57 863,7	-1 247,9	-2,1
Taxes à l'exportation	671,2	120,1	425,8	419,5	-6,3	-1,5
Autres impôts sur le commerce extérieur	7 105,2	7 174,9	7 641,2	9 791,9	2 150,7	28,1
Compensation COMESA	2 254,8	-	-	-	-	-
Recettes affectées aux fonds spéciaux					-	-
dont: Fonds routier national					-	-
Autres recettes fiscales	10 698,0	17 523,1	33 176,7	13 495,2	-19 681,6	-59,3
b. Recettes non fiscales	83 819,1	47 004,2	53 328,2	55 051,7	1 723,5	3,2
1. Dividendes	21 756,1	11 059,6	11 924,6	10 734,2	-1 190,3	-10,0
dont: bénéfices B.R.B.					-	-
2. Autres recettes	62 063,0	35 944,7	41 403,6	44 317,5	2 913,8	7,0
c. Recettes exceptionnelles	7 185,6	3 761,8	122,3	0,0	-122,3	-100,0
<b>2. DONNS</b>	<b>213 828,5</b>	<b>141 889,8</b>	<b>119 018,4</b>	<b>138 512,9</b>	<b>19 494,5</b>	<b>16,4</b>
Dons courants	46 942,5	54 252,1	-	-	-	-
Dons en capital	166 886,1	87 637,7	119 018,4	138 512,9	19 494,5	16,4
<b>TOTAL</b>	<b>877 040,5</b>	<b>736 322,0</b>	<b>757 076,5</b>	<b>892 655,5</b>	<b>135 579,0</b>	<b>17,9</b>

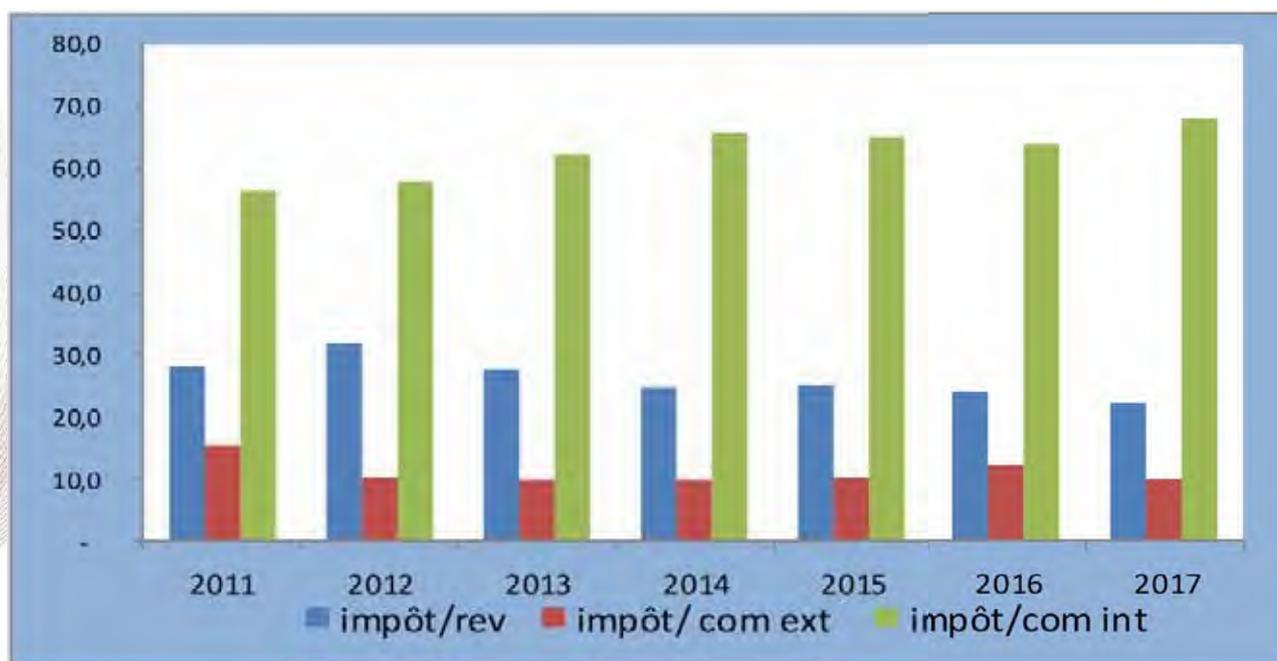
Source : MFBCDE

### II.3.1.1. Recettes

Les recettes intérieures de l'Etat ont augmenté de 18,2% par rapport à l'année précédente (754.142,6 contre 638.058,1 MBIF), en

rapport avec l'accroissement des recettes fiscales (+114.483,4 MBIF) et non fiscales (+1.723,5 MBIF).

**Graphique 4: Principales recettes fiscales (en Mds de BIF)**



Source: BRB sur base des statistiques OBR

#### II.3.1.1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont accrues de 19,6%, passant de 584.607,7 à 699.090,9 MBIF, grâce à la performance de la collecte fiscale en 2017. Le taux de réalisation s'est établi à 102,5 contre 92,6 l'année précédente.

La progression des recettes fiscales a porté essentiellement sur l'impôt sur le commerce intérieur (+114.217,8 MBIF ou 32,5%), l'impôt sur le revenu (19.050,7 MBIF ou + 14,4%) ainsi que l'impôt sur le commerce extérieur (896,4 MBIF, soit 1,3%). En revanche, les autres recettes fiscales ont chuté de 19.681,6 MBIF.

#### II.3.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont augmenté de 3,2%, passant de 53.328,2 à 55.051,7 MBIF. Cette hausse a résulté de la progression des «autres recettes» (+2.913,8 MBIF); les dividendes ayant toutefois baissé de 1.190,3 MBIF.

#### II.3.1.1.3. Recettes exceptionnelles

Au cours de l'année 2017, aucune recette exceptionnelle n'a été encaissée contrairement à l'année précédente où elles se sont fixées à 122,3 MBIF. Ces recettes étaient constituées principalement des produits de liquidation ou de privatisation des entreprises publiques et des recettes en provenance des missions de maintien de la paix.

### II.3.1.2. Dons

Les appuis extérieurs ont augmenté de 16,4% par rapport à l'année précédente (138.512,9 contre 119.018,4 MBIF) malgré le gel des appuis budgétaires au cours des deux dernières années.

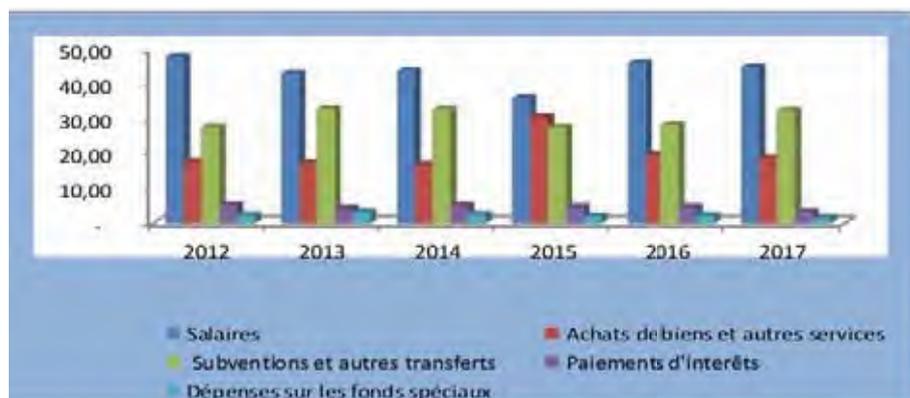
Par rapport aux prévisions de 366.055,9 MBIF, les décaissements de dons ont été réalisés à hauteur de 37,8%.

### II.3.2. DÉPENSES

Les dépenses ont progressé de 9,1%, passant de 1.044,0 à 1.139,5 Mds de BIF l'année précédente. Cette progression a concerné aussi bien les dépenses courantes (+80.719,65 MBIF) que les dépenses d'investissement (+14.717,58 MBIF).

Au niveau de leur structure, les dépenses courantes représentaient 75,8% des dépenses totales dont 44,7% pour les salaires et 32,2% pour les subventions et autres transferts.

**Graphique 5: Structure des dépenses courantes (en %)**



Source: BRB sur base des statistiques du MFBCDE

Les dépenses en capital ont été financées par les ressources internes à raison de 123.063,5 MBIF et par les ressources externes pour 152.678,7 MBIF.

Les dons en capital se sont élevés à 138.512,9 MBIF et les tirages sur emprunts extérieurs se sont établis à 14.165,9 MBIF.

### II.3.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT

L'augmentation des recettes budgétaires a conduit à l'allègement du déficit global qui s'est établi à -246.820,4 contre -286.962,2 MBIF, soit 4,6 contre 5,9% du PIB. Ce déficit a essentiellement été financé par des ressources intérieures à hauteur de 269.842,9 MBIF.

envers le secteur bancaire (230.235,3 contre 225.428,1 MBIF) et non financier (39.607,6 contre 35.860,8 MBIF).

Le financement intérieur net a augmenté (269.842,9 contre 261.288,9 MBIF), sous l'effet de la progression des engagements nets de l'Etat

Le financement extérieur net a baissé (-1.825,9 contre 17.917,4 MBIF) suite à la diminution des tirages sur prêts directs (14.165,9 contre 24.725,1 MBIF) et à l'augmentation du remboursement de la dette extérieure (15.991,8 contre 6.807,7 MBIF).

## II.3.4. DETTE PUBLIQUE

La dette publique s'est accrue de 15,5%, passant de 2.100,1 à 2.426,1 Mds de BIF. Cette augmentation a porté aussi bien sur la dette intérieure (+19,7%) que sur la dette extérieure (+7,5%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représentait 45,0 contre 43,5% en 2016.

**Tableau 28: Structure de la dette publique (en MBIF)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>597 961,8</b>	<b>727 264,4</b>	<b>1 070 572,8</b>	<b>1 376 307,8</b>	<b>1 647 833,5</b>
1. Bons et obligations du Trésor	182 925,5	230 040,0	378 907,0	584 745,3	829 763,9
2. Engagements envers la B.R.B.	396 574,3	448 063,6	641 724,6	752 299,8	787 208,1
3. Autres	18 462,0	49 160,8	49 941,2	39 262,7	30 861,5
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>615 707,6</b>	<b>656 563,7</b>	<b>691 234,5</b>	<b>723 848,1</b>	<b>778 292,4</b>
1. Dette directe	613 116,3	654 153,6	688 985,1	721 700,0	776 284,5
2. Dette indirecte	2 591,3	2 410,1	2 249,4	2 148,1	2 008,0
<b>TOTAL</b>	<b>1 213 669,4</b>	<b>1 383 828,1</b>	<b>1 761 807,3</b>	<b>2 100 156,0</b>	<b>2 426 125,9</b>
En pourcentage de l'encours total					
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>49,3</b>	<b>52,6</b>	<b>60,8</b>	<b>65,5</b>	<b>67,9</b>
1. Bons et obligations du Trésor	15,1	16,6	21,5	27,8	34,2
2. Engagements envers la B.R.B.	32,7	32,4	36,4	35,8	32,4
3. Autres	1,5	3,6	2,8	1,9	1,3
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>50,7</b>	<b>47,4</b>	<b>39,2</b>	<b>34,5</b>	<b>32,1</b>
1. Dette directe	50,5	47,3	39,1	34,4	32,0
2. Dette indirecte	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
En pourcentage du PIB					
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>15,7</b>	<b>17,4</b>	<b>24,2</b>	<b>28,5</b>	<b>30,5</b>
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>16,1</b>	<b>15,7</b>	<b>15,6</b>	<b>15,0</b>	<b>14,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>31,8</b>	<b>33,1</b>	<b>39,9</b>	<b>43,5</b>	<b>45,0</b>
<b>PIB</b>	<b>3 812,5</b>	<b>4 185,0</b>	<b>4 417,9</b>	<b>4 824,2</b>	<b>5 397,2</b>

Source: BRB et MFBCDE

### II.3.4.1. Dette intérieure

La dette intérieure a augmenté de 19,7%, passant de 1.376,3 à 1.647,8 Mds de BIF. Cette augmentation est particulièrement liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+34.908,3 MBIF), les banques commerciales (+205.411,0 MBIF) et le secteur non bancaire (+39.607,6 MBIF).

L'encours des titres du Trésor a augmenté de 41,9%, passant de 584.745,3 à 829.763,9 MBIF. Cet accroissement a porté aussi bien sur les bons du Trésor (+142.649,3 MBIF) que sur les obligations du Trésor (+102.018,3 MBIF).

**Tableau 29: Encours des titres du Trésor (en MBIF)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Banques Commerciales</b>	<b>109 019,9</b>	<b>147 702,7</b>	<b>253 788,1</b>	<b>438 079,6</b>	<b>643 490,6</b>
Bons	77 019,9	87 718,9	175 202,1	314 364,2	459 750,2
Obligations	32 000,0	59 983,8	78 586,0	123 715,4	183 740,4
<b>Secteur non Bancaire</b>	<b>73 905,6</b>	<b>82 337,3</b>	<b>115 539,6</b>	<b>146 665,7</b>	<b>186 273,3</b>
Bons	68 841,1	77 272,8	113 539,6	138 826,7	136 090,0
Obligations	5 064,5	5 064,5	2 000,0	7 839,1	50 183,3
<b>Total</b>	<b>182 925,5</b>	<b>230 040,0</b>	<b>369 327,7</b>	<b>584 745,3</b>	<b>829 763,9</b>
Bons	145 861,0	164 991,7	288 741,7	453 190,9	595 840,2
Obligations	37 064,5	65 048,3	80 586,0	131 554,5	233 923,7
<b>Total</b>	<b>182 925,5</b>	<b>230 040,0</b>	<b>369 327,7</b>	<b>584 745,3</b>	<b>829 763,9</b>

Source: BRB

### II.3.4.2. Dette extérieure

L'encours de la dette extérieure s'est accru de 7,5%, passant de 723.848,1 à 778.292,4 MBIF d'une année à l'autre. Cette augmentation a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (14.165,9 MBIF)

et des plus-values de réévaluation (55.487,5 MBIF) qui ont dépassé le remboursement du principal (15.991,7 MBIF).

**Tableau 30 : Dette extérieure (en MBIF)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>I. DETTE DIRECTE</b>					
a. Encours début période	604 997,8	613 116,3	654 153,6	688 985,1	722 482,7
b. Tirages	13 860,4	67 359,2	31 267,2	24 725,1	14 165,9
c. Réévaluation	2 048,0	-18 603,8	9 810,9	15 152,6	55 385,7
d. Amortissements	7 789,9	7 718,0	6 246,7	7 162,8	15 749,8
e. Encours fin période	613 116,3	654 153,6	688 985,1	721 700,0	776 284,5
<b>II. DETTE INDIRECTE</b>					
a. Encours début période	2 683,6	2 591,3	2 410,1	2 249,4	2 148,1
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	72,0	-14,2	180,7	31,9	101,8
d. Amortissements	164,3	167,1	341,4	133,2	242,0
e. Encours fin période	2 591,3	2 410,1	2 249,4	2 148,1	2 008,0
<b>III. DETTE TOTALE (I et II)</b>					
a. Encours début période	607 681,4	615 707,6	656 563,7	691 234,5	724 630,8
b. Tirages	13 860,5	67 359,2	31 267,2	24 725,1	14 165,9
c. Réévaluation	2 120,0	-18 618,0	9 991,7	15 184,5	55 487,5
d. Amortissements	7 954,3	7 885,1	6 588,1	7 295,9	15 991,7
e. Encours fin période	615 707,7	656 563,7	691 234,5	723 848,1	778 292,4
<b>IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)</b>	<b>16,1</b>	<b>15,7</b>	<b>15,6</b>	<b>15,0</b>	<b>14,4</b>
<b>PIB</b>	<b>3812,5</b>	<b>4185,0</b>	<b>4417,9</b>	<b>4824,2</b>	<b>5397,2</b>

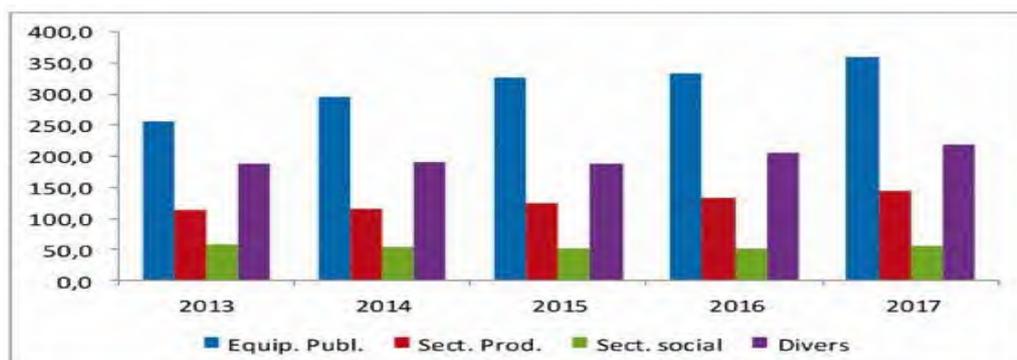
Source: BRB et MFBCDE

Les nouveaux tirages ont porté sur la dette directe provenant de l'OPEP (6.485,4 MBIF), de la BADEA (5.110,2 MBIF), d'EXIM BANK (2.154,37 MBIF) et du FIDA (415,86 MBIF). Ces financements ont été orientés vers le secteur routier (6.761,18 MBIF),

les projets de développement agricole et d'élevage (5.260,74 MBIF) ainsi que les projets divers (2.154,37 MBIF).

L'encours de la dette publique extérieure a principalement financé les équipements publics (46,3%), projets divers (28,0%), les secteurs productifs (18,4%) et les secteurs sociaux (7,3%).

**Graphique 6: Dette publique extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)**



Source: BRB sur base des statistiques du MFBCDE

### II.3.4.3. Service de la dette

En 2017, le service de la dette publique s'est accru de 22,8%, s'établissant à 67.331,0 contre 54.810,7 MBIF l'année précédente. L'augmentation du service de la dette a porté sur le remboursement de la dette intérieure en principal (+24.693,2 MBIF) et en intérêts (+18.835,5 MBIF) ainsi que la dette extérieure (+23.802,3 MBIF) pour un montant de 15.991,7 MBIF en principal et 7.810,6 MBIF en intérêts.

Le ratio du service de la dette publique par rapport aux dépenses du budget a augmenté, passant de 5,2 à 5,9%. De même, le ratio du service de la dette aux recettes intérieures s'est accru, s'établissant à 7,5 contre 7,2 % en 2016.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs est passé de 4,5 à 5,8%.

**Tableau 31 : Service de la dette publique (en MBIF)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>A. Service de la dette publique supporté par le budget (en MBIF)</b>	<b>51 197,1</b>	<b>32 094,8</b>	<b>31 402,6</b>	<b>54 810,7</b>	<b>67 331,0</b>
. Dette intérieure	38 905,7	18 844,2	20 496,4	41 153,4	43 528,7
Principal	13 450,7	3 697,6	7 038,6	24 398,1	24 693,2
Intérêts	25 455,0	15 146,6	13 457,8	16 755,3	18 835,5
. Dette extérieure	12 291,4	13 250,6	10 906,2	13 657,3	23 802,3
Principal	7 954,3	7 885,1	6 588,1	7 295,9	15 991,7
Intérêts	4 337,2	5 365,5	4 318,1	6 361,4	7 810,6
<b>B. Service total de la dette publique (en MBIF)</b>	<b>51 197,1</b>	<b>32 094,8</b>	<b>31 402,6</b>	<b>54 810,7</b>	<b>67 331,0</b>
. Dette intérieure	38 905,7	18 844,2	20 496,4	41 153,4	43 528,7
. Dette extérieure	12 291,4	13 250,6	10 906,2	13 657,3	23 802,3
Service de la dette publique supporté par le Trésor					
par rapport aux dépenses du budget (en p.c.)	5,4	3,0	2,9	5,2	5,9
. Dette intérieure	4,1	1,8	1,9	3,9	3,8
. Dette extérieure	1,3	1,3	1,0	1,3	2,1
Service de la dette publique supporté par le Trésor					
par rapport aux ressources du budget (en p.c.)	6,1	3,7	4,3	7,2	7,5
. Dette intérieure	4,6	2,1	2,8	5,4	4,9
. Dette extérieure	1,5	1,5	1,5	1,8	2,7
Service total de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs (en p.c.)	3,5	4,2	3,9	4,5	5,8
Recettes d'exportation de biens et services non facteurs	350 344,7	318 470,2	279 957,8	301 561,5	408 564,8
<b>(1) : Paiements supportés par le Trésor et par les sociétés à participation publique concernées.</b>					

Source: MFBCDE et BRB

## II.4. SECTEUR MONÉTAIRE ET FINANCIER

### II.4.1. SITUATION MONÉTAIRE

D'une fin d'année à l'autre, les ressources et les emplois du système bancaire ont augmenté de 16,3%, passant de 1.597,1 à 1.871,2 Mds de BIF.

La croissance des ressources du système bancaire a concerné la masse monétaire M3, les autres ressources ayant plutôt baissé.

S'agissant des contreparties, les avoirs intérieurs nets et les avoirs extérieurs nets ont contribué à la croissance de M3 à hauteur de 24,2 et 2,3 points de pourcentage respectivement, traduisant principalement une création monétaire d'origine interne.

Tableau 32: Situation monétaire<sup>8</sup> (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>180 476,7</b>	<b>-75 870,1</b>	<b>-176 523,1</b>	<b>-149 085,4</b>
Avoirs extérieurs bruts	700 815,9	428 918,6	291 920,8	345 522,8
Engagements extérieurs	520 339,2	504 788,7	468 443,9	494 608,2
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>1 236 271,6</b>	<b>1 516 320,8</b>	<b>1 773 610,2</b>	<b>2 020 236,6</b>
créances nettes sur l'Etat	383 432,0	687 166,2	906 486,1	1 114 891,2
Crédit à l'Etat	645 036,1	946 582,5	1 227 478,9	1 461 560,2
Dépôts du secteur gouvernemental	261 604,1	259 416,3	320 992,8	346 669,0
Créances sur l'économie	852 839,6	829 154,6	867 124,1	905 345,4
Crédit	791 981,7	797 687,6	835 589,8	861 916,9
Autres créances	60 857,9	31 467,0	31 534,3	43 428,5
<b>RESSOURCES = EMPLOIS</b>	<b>1 416 748,3</b>	<b>1 440 450,7</b>	<b>1 597 087,1</b>	<b>1 871 151,2</b>
<b>MASSE MONETAIRE (M3)</b>	<b>1 102 468,5</b>	<b>1 101 095,8</b>	<b>1 180 019,4</b>	<b>1 492 224,0</b>
<b>MASSE MONETAIRE (M2)</b>	<b>937 841,8</b>	<b>965 844,0</b>	<b>1 086 049,4</b>	<b>1 331 714,3</b>
Monnaie (M1)	649 879,4	639 214,3	805 030,9	989 346,8
Circulation fiduciaire hors banques	195 681,2	203 080,3	231 582,2	263 881,6
Dépôts à vue	454 198,2	436 134,0	573 448,7	725 465,2
Quasi monnaie	287 962,4	326 629,7	281 018,5	342 367,5
<b>DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS</b>	<b>164 626,7</b>	<b>135 251,8</b>	<b>93 970,0</b>	<b>160 509,7</b>
<b>AUTRES RESSOURCES</b>	<b>314 279,8</b>	<b>339 354,9</b>	<b>417 067,7</b>	<b>378 927,2</b>

Source : BRB

<sup>8</sup> Situation consolidée de la BRB et des institutions de dépôts

**Tableau 33: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)**

	2014	2015	2016	2017
Croissance de la masse monétaire M3 (en %)	11,6	-0,1	7,2	26,5
Avoirs extérieurs nets	-5,2	-23,2	-9,1	2,3
Avoirs intérieurs nets	16,8	23,1	16,3	24,2
Crédit intérieurs nets	17,7	25,4	23,3	20,9
Créances nettes sur l'Etat	12,0	27,6	19,9	17,7
Créances sur l'économie	5,7	-2,1	3,5	3,2
Autres postes nets	-0,9	-2,3	-7,1	3,3

Source: BRB

## II.4.1.1. Masse monétaire et autres ressources

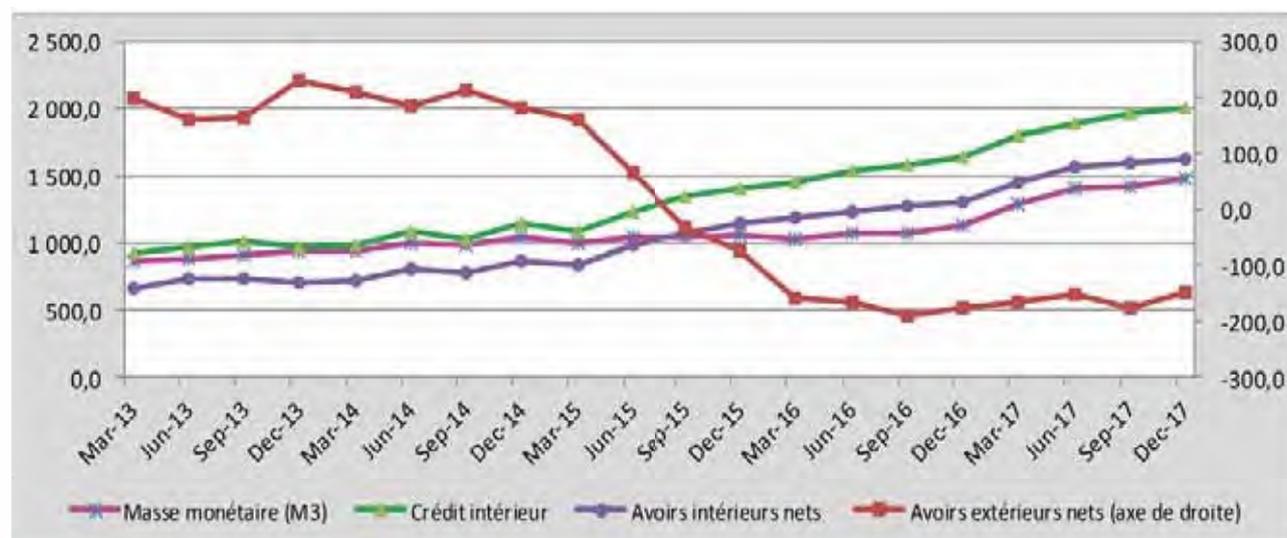
### II.4.1.1.1. Masse monétaire

D'une fin d'année à l'autre, la masse monétaire M3 a augmenté de 26,5%, passant de 1.180,0 à 1.492,2 Mds de BIF. Cette hausse a été tirée, à la fois, par l'agrégat monétaire M2 (+245.664,9 MBIF, soit +22,6%) et les dépôts en devises des résidents (+66.539,7 MBIF, soit +70,8%). S'agissant des composantes de M2, l'accroissement a concerné les dépôts à vue (+152.016,5 MBIF, soit +26,5%), les dépôts à terme et d'épargne (+61.349,0 MBIF, soit +21,8%) et la

circulation fiduciaire hors banques (+32.299,4 MBIF, soit +13,9%).

Les parts des disponibilités monétaires et des dépôts à terme et d'épargne dans l'agrégat M3 ont reculé par rapport à l'année précédente, s'établissant à 66,3 contre 68,2% et à 22,9 contre 23,8% respectivement. Par contre, la part des avoirs en devises des résidents s'est accrue, passant de 8,0 à 10,8%.

**Graphique 7: La masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)**



Source: BRB

## a. Monnaie

Les disponibilités monétaires se sont accrues de 22,9% (+184.315,9 MBIF), en liaison avec la hausse à la fois des dépôts à vue en BIF (+152.016,5 MBIF, soit +26,5%) et de la circulation fiduciaire hors banques (+32.299,4 MBIF, soit +13,9%). Les parts relatives des dépôts à vue et de la circulation fiduciaire hors banques n'ont presque pas varié, s'établissant à 73,3 et 26,7%, respectivement.

La hausse des dépôts à vue en BIF a principalement porté sur les avoirs des autres sociétés non financières (+100.199,0 MBIF), des ménages (+38.002,0 MBIF), des sociétés non financières publiques (+7.993,5 MBIF) et ceux regroupés dans les «autres comptes» (+5.509,0 MBIF).

**Tableau 34: Dépôts par détenteurs (à fin d'année, en MBIF)**

DEPOTS A VUE	2013	2014	2015	2016		2017	
				valeur (en MBIF)	parts (en %)	valeur (en MBIF)	parts (en % du total)
Ménages	189 992,6	210 614,5	211 587,0	271 740,0	47,3	309 132,4	42,6
Autres sociétés non financières	90 279,8	115 720,4	123 242,6	198 161,4	34,5	298 377,4	41,1
Sociétés non financières publiques	25 706,7	18 060,5	22 953,3	26 885,2	4,7	34 852,6	4,8
Administrations locales	998,5	2 147,5	1 823,1	3 304,7	0,6	3 799,1	0,5
Etablissements financiers	3 308,7	2 610,1	7 505,3	6 477,2	1,1	6 295,8	0,9
Autres comptes	88 839,0	105 125,2	69 022,7	67 498,9	11,8	73 007,9	10,1
<b>TOTAL</b>	<b>399 125,3</b>	<b>454 278,2</b>	<b>436 134,0</b>	<b>574 067,4</b>	<b>100,0</b>	<b>725 465,2</b>	<b>100,0</b>
DEPOTS A TERME				valeur (en MBIF)	parts (en % du total)	valeur (en MBIF)	parts (en % du total)
Ménages	157 567,7	171 478,8	190 256,7	159 771,7	360,7	178 625,3	364,5
Autres sociétés non financières	24 661,4	34 605,5	60 017,0	54 656,3	123,4	91 317,1	186,3
Sociétés non financières publiques	21 172,7	13 712,8	21 013,4	13 533,6	30,6	14 651,7	29,9
Administrations locales	18,2	14,9	831,7	33,3	0,1	51,1	0,1
Etablissements financiers	430,0	230,0	8 529,9	8 653,0	19,5	8 711,4	17,8
Autres comptes	59 774,7	67 840,4	45 981,0	44 297,3	100,0	49 010,9	100,0
<b>TOTAL</b>	<b>263 624,7</b>	<b>287 882,4</b>	<b>326 629,7</b>	<b>280 945,2</b>	<b>634,2</b>	<b>342 367,5</b>	<b>698,6</b>

Source: BRB

## b. Dépôts à terme et d'épargne

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF ont augmenté de 61.349,0 MBIF (ou +21,8%), passant de 281.018,5 à 342.367,5 MBIF. Cette hausse a concerné principalement les placements des autres sociétés non financières (+36.660,8 MBIF), des ménages (+18.853,6 MBIF) et des sociétés non financières publiques (+1.118,1 MBIF) et ceux classés dans les autres comptes (+4.713,6 MBIF).

La part des dépôts des autres sociétés non financières (26,7 contre 19,5%) dans le total des dépôts à terme et d'épargne s'est accrue alors que celles des ménages (52,2 contre 56,9%), des sociétés non financières publiques (4,3 contre 4,8%), et des autres comptes (14,3 contre 15,8%) ont reculé.

### c. Dépôts en devises des résidents

Les dépôts en monnaies étrangères ont augmenté de 66.539,1 MBIF, en liaison avec la hausse des avoirs des ménages (+22.812,2 MBIF), des autres sociétés non financières (+8.625,9 MBIF), des sociétés non financières publiques (+10.913,2 MBIF) et ceux classés dans les autres comptes (+24.257,8 MBIF).

#### II.4.1.1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire ont diminué de 9,1% (-38.240,5 MBIF), s'établissant à 378.927,2 contre 417.167,7 MBIF. Cette baisse a concerné principalement les provisions constituées par les banques commerciales (-55.883,7 MBIF).

**Tableau 35: Avoirs extérieurs nets**

	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	702 734,7	700 815,9	428 918,6	291 920,8	345 522,8
Dont réserves officielles (en millions de USD)	321,2	317,3	136,4	95,4	105,8
Engagements extérieurs (en MBIF)	472 978,6	520 290,6	504 788,7	468 443,9	494 608,2
Avoirs extérieurs nets (en MBIF)	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1	-149 085,4
Variation annuelle (en %)	16,8	-21,4	-142,0	-132,7	15,5
Avoirs extérieurs nets (en millions de USD)	149,0	116,2	-46,9	-104,5	-84,4
Taux de change (fin de période)	1 542,0	1 553,1	1 617,1	1 688,6	1 766,7

Source: BRB

Les réserves officielles se sont accrues de 10,9% par rapport à fin décembre 2016 et couvraient 1,7 contre 1,5 mois d'importations de biens et services à fin 2016.

### II.4.1.2. Contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire se sont accrues de 17,2% (+274.064,1 MBIF), suite principalement à l'expansion du crédit intérieur (+246.626,4 MBIF) et, dans une moindre mesure, des avoirs extérieurs nets (+27.437,7 MBIF).

#### II.4.1.2.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets se sont légèrement améliorés, s'établissant à -149.085,4 contre -176.523,1 MBIF, suite à l'augmentation des avoirs extérieurs bruts (345.522,8 contre 291.920,8 MBIF) qui a contrebalancé la hausse des engagements extérieurs (494.608,2 contre 468.443,9 MBIF).

#### II.4.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 13,9%, passant de 1.773,6 à 2.020,2 Mds de BIF suite à une expansion des créances nettes sur l'Etat conjuguée à une faible augmentation des créances sur l'économie.

#### II.4.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat a progressé de 208.405,1 MBIF (ou +23,0%), passant de 906,5 à 1.114,9 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales, principalement sous forme de bons et obligations du Trésor (+205.411,0 MBIF ou 46,9%), et de la Banque Centrale (+21.224,0 MBIF ou 4,2%).

#### II.4.1.2.2.2. Créances sur l'économie

Les créances sur l'économie ont légèrement augmenté (+38.221,3 MBIF ou +4,4%), passant de 867.124,1 à 905.345,4 MBIF, essentiellement en rapport avec la progression des financements à long terme (+26.574,3 MBIF) et des autres créances (+11.894,2 MBIF).

### II.4.2. FACTEURS AUTONOMES DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE

Le total des facteurs autonomes de la liquidité bancaire a augmenté de 14.466,8 MBIF par rapport à fin décembre 2016, s'établissant à 63.345,3 contre 48.878,5 MBIF. Cette hausse est imputable à l'effet expansif des créances nettes sur l'Etat (+21.224,2 MBIF), des avoirs extérieurs nets (+22.908,0 MBIF) et des divers nets (+10.968,8 MBIF) qui a

contrebalancé l'incidence restrictive exercée par les billets et pièces en circulation (-40.634,0 MBIF).

Face à cette évolution, les banques commerciales ont accru le refinancement à hauteur de 72.990,0 MBIF et augmenté le niveau de leurs réserves à la Banque Centrale à concurrence de 86.862,9 MBIF.

**Tableau 36: Variations annuelles des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)**

	2013	2014	2015	2016	2017
- Billets et pièces en circulation	-13 436,8	-15 657,2	-3 382,8	-36 788,8	-40 634,0
- Créances nettes sur l'Etranger	51 204,9	10 542,1	-261 661,5	-29 088,2	22 908,0
- Créances nettes sur l'Etat	-56 033,4	34 117,1	188 990,5	56 644,6	21 224,2
- Divers	54 142,7	5 333,3	21 094,2	-6 649,6	10 968,6
<b>TOTAL FACTEURS AUTONOMES</b>	<b>35 877,4</b>	<b>34 335,3</b>	<b>-54 959,6</b>	<b>-15 882,0</b>	<b>14 466,8</b>
<b>Refinancement</b>	<b>0,0</b>	<b>2 000,0</b>	<b>19 800,0</b>	<b>67 200,0</b>	<b>70 990,0</b>
dont : - Secteur bancaire	0,0	0,0	19 800,0	67 200,0	72 990,0
- Etablissements financiers	-	2 000,0	0,0	0,0	-2 000,0
Reprise de liquidité	-6 800,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Réserves</b>	<b>42 677,4</b>	<b>36 335,3</b>	<b>-35 159,6</b>	<b>51 318,0</b>	<b>85 456,8</b>
dont : - Secteur bancaire	42 830,9	37 384,6	-35 744,4	49 951,8	86 862,9
- Etablissements financiers	-153,5	-1 049,3	584,8	1 366,2	-1 406,1

Source: BRB

### II.4.3. LIQUIDITÉ DE L'ÉCONOMIE.

La liquidité de l'économie s'est accrue de 26,6 contre 7,5% à fin décembre 2016, passant de 1.385,8 à 1.754,9 Mds de BIF.

Cette augmentation a principalement concerné, à la fois, la liquidité active (+27,9%) et la liquidité passive (+24,3%).

**Tableau 37 : Composantes de la liquidité de l'économie**

	Encours de fin d'année					Var. (%) 2017/2016
	2013	2014	2015	2016	2017	
<b>I. LIQUIDITE ACTIVE</b>	<b>709 878,9</b>	<b>796 266,7</b>	<b>774 459,2</b>	<b>898 991,1</b>	<b>1 149 847,2</b>	<b>27,9</b>
-Billets et pièces en circulation hors secteur bancaire	184 306,4	195 671,1	203 073,4	231 572,4	263 872,3	13,9
-Dépôts à vue auprès des institutions de dépôt	399 125,3	454 278,2	436 134,0	573 448,7	725 465,2	26,5
-Dépôts à vue en devises des résidents	136 096,2	164 626,7	135 251,8	93 970,0	160 509,7	70,8
<b>II. LIQUIDITE PASSIVE</b>	<b>333 957,6</b>	<b>370 044,5</b>	<b>515 041,0</b>	<b>486 772,2</b>	<b>605 073,1</b>	<b>24,3</b>
-Quasi-monnaie	263 624,7	287 882,4	326 629,7	281 018,5	342 367,7	21,8
-Bons et obligations du Trésor (2)	73 905,6	82 337,3	124 097,8	146 665,7	186 273,3	27,0
-Placements auprès des établissements financiers	26 738,6	34 759,1	48 906,3	46 699,0	56 738,3	21,5
-Dépôts à terme en devises des résidents	3 888,4	6 505,5	15 407,2	12 389,0	19 693,8	59,0
<b>Total (I+II)</b>	<b>1 043 836,5</b>	<b>1 166 311,2</b>	<b>1 289 500,2</b>	<b>1 385 763,3</b>	<b>1 754 920,3</b>	<b>26,6</b>
	<b>Moyenne annuelle (1)</b>					<b>Var. (%)</b>
	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2017/2016</b>
<b>I. LIQUIDITE ACTIVE</b>	<b>676 985,4</b>	<b>735 570,6</b>	<b>777 327,7</b>	<b>810 873,1</b>	<b>1 046 007,8</b>	<b>29,0</b>
-Billets et pièces en circulation hors secteur bancaire	173 068,4	185 389,5	199 445,0	212 104,8	244 193,9	15,1
-Dépôts à vue auprès des institutions de dépôt	372 279,9	414 940,7	439 968,0	500 552,0	675 996,0	35,1
-Dépôts à vue en devises des résidents	136 273,8	147 004,1	137 914,7	98 216,3	125 817,9	28,1
<b>II. LIQUIDITE PASSIVE</b>	<b>307 643,6</b>	<b>363 933,1</b>	<b>461 130,8</b>	<b>487 604,1</b>	<b>545 821,1</b>	<b>11,9</b>
-Quasi-monnaie	244 739,6	287 443,6	313 175,3	293 793,1	314 207,8	6,9
-Bons et obligations du Trésor (2)	67 341,0	79 130,4	100 350,7	131 980,8	164 360,1	24,5
-Placements auprès des établissements financiers	23 405,2	30 138,0	40 024,6	47 265,3	52 585,3	11,3
-Dépôts à terme en devises des résidents	3 169,7	6 105,8	7 580,3	14 564,8	14 667,9	0,7
<b>Total (I+II)</b>	<b>984 629,0</b>	<b>1 099 503,7</b>	<b>1 238 458,5</b>	<b>1 298 477,2</b>	<b>1 591 828,9</b>	<b>22,6</b>

Source: BRB

La hausse de la liquidité active a porté sur les dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôts (+26,5%) et la circulation fiduciaire hors du secteur bancaire (+13,9%) et des dépôts à vue en devises des résidents (+70,8%).

L'augmentation de la liquidité passive est en rapport avec l'accroissement des titres du Trésor détenus par le secteur non bancaire (+27,0%), des placements auprès des établissements financiers (+21,5%) et des dépôts à terme et d'épargne (+21,8%).

En moyenne annuelle, la liquidité de l'économie s'est accrue de 22,6%, en rapport avec la hausse de la liquidité active (+29,0%) et de la liquidité passive (+11,9%).

Le taux de liquidité de l'économie calculé sur base du PIB a augmenté, s'établissant à 29,5 contre 26,9%. De même, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base de la dépense intérieure brute (DIB) s'est accru, passant de 22,1 à 25,0%.

**Tableau 38 : Taux de liquidité de l'économie**

	2013	2014	2015	2016 (p)	2017 (e)
Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	984 629,7	1 099 503,7	1 238 458,5	1 298 477,2	1 591 828,9
Produit intérieur brut aux prix du marché (en MBIF)	3 812 500,0	4 185 100,0	4 417 900,0	4 824 154,8	5 397 246,9
Rapport liquidités /PIB (en %)	25,8	26,3	28,0	26,9	29,5
Dépense intérieure brute (1)	4 895 250,0	5 256 360,0	5 416 320,0	5 885 468,0	6 378 480,0
Rapport liquidités /DIB (en %)	20,1	20,9	22,9	22,1	25,0
<b>DIB= PIB + importations de biens et services -exportations de biens et services</b>					
<b>e : estimations</b>					

Source: BRB

## II.4.4. ACTIVITÉ ET SOLIDITÉ DU SECTEUR BANCAIRE

L'activité du secteur bancaire a progressé en 2017 par rapport à 2016, le total actif ayant augmenté de 18,0% contre 11,5% enregistré en 2016.

**Tableau 39: Evolution des ressources et des emplois**

<b>Les ressources du secteur bancaire</b>					
	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016
Dépôts de la clientèle	950 754,5	993 065,9	1 001 852,0	1 234 106,1	23,2
Refinancement auprès B.R.B.	4 882,7	14 503,5	82 559,1	160 080,4	93,9
Ressources Marché Interbancaire	96 608,5	113 349,7	139 802,9	149 478,6	6,9
Autres	530 678,5	524 347,6	610 742,6	621 000,8	1,7
Total ressources	1 582 924,2	1 645 266,7	1 834 956,6	2 164 665,9	18,0
<b>Les emplois du secteur bancaire</b>					
	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016
Caisse	41 853,4	41 002,0	48 070,9	49 771,7	3,5
B.R.B.	119 225,3	87 159,8	138 987,5	229 296,6	65,0
Banques & Etablissements Financiers	205 961,7	111 438,8	51 031,4	87 582,5	71,6
Titres du Trésor	147 702,9	254 809,3	437 988,6	643 490,6	46,9
Crédit à l'économie	836 831,2	803 605,7	811 777,6	795 480,6	-2,0
Autres	231 349,8	347 251,1	347 100,6	359 043,9	3,4
Total emplois	1 582 924,2	1 645 266,7	1 834 956,6	2 164 665,9	18,0

Source : BRB

#### II.4.4.1. Ressources du secteur bancaire

Les ressources du secteur bancaire, constituées principalement par les dépôts de la clientèle, se sont accrues de 18,0 contre 11,5% en 2016. Cet accroissement des ressources du secteur bancaire est principalement lié à la reprise de l'activité économique et aux différentes mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises par la Banque Centrale.

Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 23,2%, passant de 1.001,9 à 1.234,1 Mds de BIF et le refinancement de la Banque Centrale s'est accru de 77.521,3 MBIF, s'établissant à 160.080,4 contre 82.559,1 MBIF.

#### II.4.4.2. Emplois du secteur bancaire

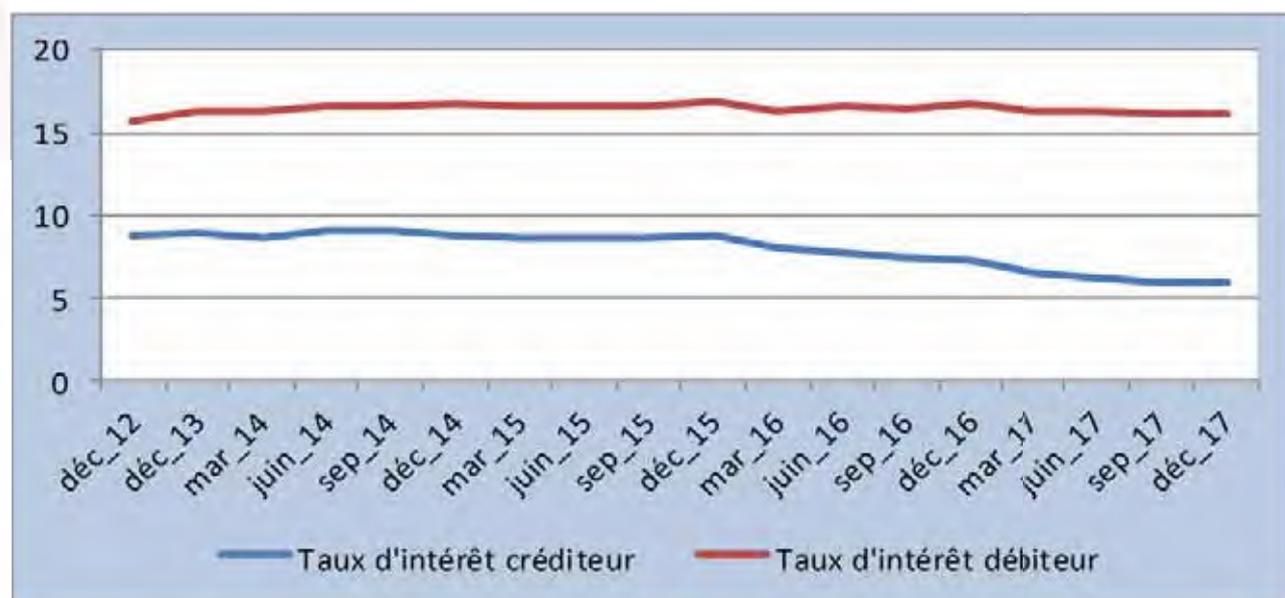
En 2017, les principaux emplois du secteur bancaire étaient constitués par les avoirs en caisse, les dépôts à la Banque Centrale,

le crédit à l'économie, les placements en titres du Trésor et prêts interbancaires. En effet, à l'exception du crédit à l'économie qui a diminué, tous les autres postes des emplois ont augmenté. Les avoirs en caisse ont augmenté de 3,5%, les réserves à la Banque Centrale de 65,0%, les placements en titres du Trésor de 46,9%, les avoirs des institutions de microfinance et des établissements financiers de 71,6% tandis que le crédit à l'économie a régressé de 2,0% en 2017.

#### II.4.4.3. Taux d'intérêt bancaire

Les taux d'intérêt ont légèrement varié en 2017 comme en 2016. Le taux débiteur moyen sur l'encours des crédits s'est fixé à 16,16% à fin décembre 2017 contre 16,77% en 2016. Cette légère diminution a concerné les taux à court terme (16,54 contre 17,71%), ceux à moyen (16,03 contre 15,83%) et à long termes (14,83 contre 14,78%) ayant légèrement augmenté.

Graphique 8: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens



Source : BRB

Le taux créditeur moyen a baissé, s'établissant à 5,96 contre 7,21%. Cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les comptes à terme et

d'épargne (6,94 contre 7,60%), les bons de caisse (4,34 contre 8,30%) et les comptes sur livret (5,48 contre 6,84%).

## II.4.5. INDICATEURS DE SOLIDITÉ FINANCIÈRE DU SECTEUR BANCAIRE

Les principaux indicateurs de solidité financière se sont globalement améliorés au cours de l'année 2017. Ce secteur est demeuré suffisamment capitalisé, rentable et solvable.

**Tableau 40 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire**

	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin 2016	Fin 2017
<b>I. Structure et évolution des Actifs</b>					
Actifs liquides / Total actifs (en %)	23	23,2	30	37,9	46,9
Crédits nets/ Total actifs nets (en %)	53,8	52,9	48,8	43,2	35,3
<b>II. Structure et évolution des ressources</b>					
Dépôts de la clientèle (en %)	64,1	60,1	60,4	54,6	23,2
Refinancement auprès B.R.B. (en %)	-	0,3	0,9	4,5	93,9
Banques & Etablissements Financiers (en %)	0,7	6,1	5,6	7,6	6,9
<b>III. Indicateurs de santé financière</b>					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	189 541,4	200 630,6	206 742,9	229 217,60	251 351,5
Fonds propres globaux (en MBIF)	223 415,7	231 350,8	240 219	265 744	285 218,5
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,7	15,6	16,6	19,8	20,7
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,2	18,1	19,3	23	23,5
Ratio de levier (norme 7%)	0	0	14,3	14,3	12,8
<b>Qualité et concentration des crédits</b>					
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	53,8	52,9	48,8	43,2	36,7
Taux des prêts non performants (***)	9,3	10,6	17,9	12,8	14,6
Taux d'impayés (****)	10	11,9	18,3	15,6	19,8
<b>Liquidité</b>					
Coefficient de liquidité en BIF (*)	26,2	35,4	37,7	55,3	58,1
Coefficient de liquidité en devises (*)	92,7	84,9	119,5	127,6	113,5
Total crédits/total dépôts (*)	83,9	88	75,5	72,3	64,5
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	135,9	150,6	131,4	147,2	136,4
<b>Rentabilité et performance</b>					
Résultat net de l'exercice	24 014,6	15 629,5	22 531,9	23 348,9	37 018,4
Produit Net Bancaire	116 645,1	120 577,2	145 183,4	154 710	180 111,1
Rentabilité des Fonds propres en % (**)	10,7	6,8	11,6	11,9	16,7
Rentabilité des Actifs en % (**)	1,8	1	1,9	1,8	2,2

(\*) Le taux des prêts non performants est le pourcentage du rapport entre le total des créances non-performantes et le total des crédits bruts.

(\*\*) Le taux d'impayés est le pourcentage du rapport entre le total des créances impayées et le total des crédits.

(\*\*\*) Les banques commerciales uniquement.

(\*\*\*\*) Les banques commerciales uniquement pour 2015, 2016 & 2017.

### **II.4.5.1. Capitalisation et solidité du secteur bancaire**

Globalement, le secteur bancaire est resté financièrement solide, avec un niveau des fonds propres suffisants pour contrebalancer les risques inhérents à son activité. D'une année à l'autre, tous les ratios prudentiels relatifs à la solvabilité sont demeurés largement supérieurs aux minima réglementaires. Pour l'année 2017, le ratio de solvabilité globale s'est établi à 23,5 contre 23,0%, largement supérieur à la norme minimale de 14,5%. S'agissant du ratio de solvabilité de base, il s'est établi à 20,7 contre 19,8 en 2016 alors que la norme réglementaire est de 12,5%.

### **II.4.5.2. Qualité du portefeuille crédits et rentabilité du secteur bancaire**

La qualité du portefeuille crédits s'est détériorée par rapport à l'année précédente.

Le taux de détérioration s'est fixé à 14,6% en 2017 contre 12,5% en 2016. D'une année à l'autre, le taux de provisionnement des créances non performantes a régressé, passant de 88,2% en 2016 à 80,0% en 2017, en rapport avec la dérogation accordée sur le provisionnement de certaines catégories de créances.

Au cours de l'année 2017, la rentabilité du secteur bancaire s'est nettement améliorée. Le Produit Net Bancaire a augmenté de 16,1%, s'établissant à 180 111,1 MBIF à fin 2017 contre 154.710,0 MBIF à fin 2016. Les ratios de la rentabilité des fonds propres (ROE) et celui des actifs (ROA) se sont accrus, passant de 11,9 à 16,7% et de 1,8 à 2,2% respectivement.

## **II.4.6 ACTIVITÉ ET SOLIDITÉ DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE**

Le total actif du secteur de la microfinance était 337.073,2 MBIF au 30 juin 2017 dont 299.137,8 MBIF, soit 89% pour les IMF de la première catégorie et 37.935 MBIF, soit 11% pour la deuxième catégorie.

Concernant les indicateurs d'activité, les dépôts collectés par les IMF totalisaient 210.774 contre 126.746 MBIF à fin juin 2016. Les encours de crédit, pour leur part, s'établissaient à 159.062 MBIF sur la même période. La qualité du portefeuille crédit s'est légèrement améliorée. En effet, le taux de détérioration du portefeuille à risque (PAR30) à 30 jours

du secteur de la microfinance s'est établi à 7,1 % à fin juin 2017 contre 7,4% à la même période de l'année précédente alors que la norme préconisée dans ce secteur est de 5%.

Le résultat net consolidé du secteur de la Microfinance s'est amélioré, s'établissant à 5.423,2 MBIF à fin juin 2017 contre 5.326 MBIF à fin juin 2016. Néanmoins, ce résultat reste influencé par cinq IMF qui représentent 86% de part du marché de ce secteur. La rentabilité des fonds propres (ROE) et celle des actifs (ROA) ont baissé, passant de 8,0 à 7,0% et de 2,2 à 1,6% respectivement de fin juin 2016 à fin juin 2017.

## II.4.7 CRÉDITS À L'ÉCONOMIE

L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 2,9% contre une diminution de 6,1% une année auparavant, passant de 922.588,2 à 949.676,9 MBIF. Cette augmentation a porté sur les crédits à moyen et long termes.

L'encours des engagements par signature a augmenté de 12,1% contre une diminution de 23,1% à fin 2016. Cet accroissement a concerné les crédits à change non couvert (69,1 contre -50,6%), les avals et cautions ayant diminué (-3,2 contre -9,5%).

**Tableau 41: Encours des crédits à l'économie (en MBIF)**

	2014		2015		2016		2017	
	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens
<b>I. CREDITS DISTRIBUES</b>	<b>863 694,5</b>	<b>815 046,3</b>	<b>869 823,6</b>	<b>854 077,2</b>	<b>922 588,2</b>	<b>916 008,5</b>	<b>949 676,9</b>	<b>927 016,4</b>
A. Crédits à court terme	546 040,4	530 534,0	573 153,6	537 021,7	605 766,6	609 700,5	603 383,7	596 917,7
Importation après expédition	5 745,1	3 200,0	5 745,1	3 290,4	3 280,3	4 454,3	2 339,6	2 352,7
Crédits de trésorerie et Mobilisation de créances commerciales	539 115,7	520 591,9	560 601,2	532 926,3	602 047,7	601 990,8	590 697,3	585 879,2
Exportation	1 179,6	6 742,1	6 807,3	805,0	438,6	3 255,4	10 346,8	8 685,9
B. Crédits à moyen terme	213 106,0	207 270,7	180 128,0	214 080,2	195 807,8	189 972,9	198 136,9	195 303,1
Habitat	20 459,5	25 591,6	17 564,2	20 324,6	21 756,2	19 284,8	24 281,9	23 308,1
Equipement	192 646,5	181 679,1	162 563,8	193 755,6	174 051,6	170 688,1	173 855,0	171 994,9
C. Crédits à long terme	104 548,1	77 241,6	116 542,0	102 975,3	121 013,8	116 335,1	148 156,3	134 795,6
Habitat	32 849,9	24 232,5	62 507,2	33 109,9	67 282,9	66 008,5	81 197,0	76 542,7
Equipement	71 698,2	53 009,1	54 034,8	69 865,4	53 730,9	50 326,6	66 959,3	58 252,9
<b>II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE</b>	<b>90 359,4</b>	<b>86 565,9</b>	<b>84 709,4</b>	<b>82 322,7</b>	<b>65 142,4</b>	<b>80 166,3</b>	<b>73 032,3</b>	<b>69 256,3</b>
Crédits à change non couvert	31 224,3	24 342,2	28 007,7	26 104,6	13 826,4	21 754,3	23 381,2	22 148,3
Avals et cautions	59 135,1	62 223,7	56 701,7	56 218,1	51 316,0	58 412,0	49 651,1	47 108,0
<b>TOTAL DES RISQUES</b>	<b>954 053,9</b>	<b>901 612,2</b>	<b>954 533,0</b>	<b>936 399,9</b>	<b>987 730,6</b>	<b>996 174,8</b>	<b>1 022 709,2</b>	<b>996 272,7</b>

Source: BRB

## II.4.7.1. Catégories de crédits

### II.4.7.1.1. Crédits à court terme

Les crédits à court terme ont baissé de 2,1%, s'établissant à 603.383,7 contre 605.766,6 MBIF en 2016. Cette diminution a porté sur les crédits de trésorerie et de mobilisation des créances commerciales (-11.350,4 MBIF) et les crédits à l'importation (-940,7 MBIF ou -28,7%) tandis que les crédits à l'exportation ont augmenté (+9.908,2 MBIF).

### II.4.7.1.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont augmenté (+15.679,8 MBIF ou 8,7%), passant de 195.807,8 à 198.136,9 MBIF. Cet accroissement a concerné les crédits d'équipement (+2.525,7 MBIF) et les financements de l'habitat (+11.487,8 MBIF).

### II.4.7.1.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme (148.156,3 contre 121.013,8 MBIF) ont progressé de 22,4% (+27.142,5 MBIF) en raison de l'accroissement des crédits à l'habitat (+13.914,1 MBIF ou 20,6%) et des crédits à l'équipement (+13.228,1 MBIF ou 24,6%).

## II.4.7.2 Crédits par branche d'activité

Les crédits au commerce (225.064,2 contre 239.834,2 MBIF), à l'industrie (84.716,4 contre 93.114,2 MBIF), à l'hôtellerie et tourisme (47.514,7 contre 58.131,0 MBIF) et à l'agriculture (18.013,7 contre 25.379,8 MBIF) ont baissé et leurs parts dans l'ensemble des crédits se sont repliées.

Tableau 42 : Evolution des crédits du secteur bancaire (1) par branche d'activité (en MBIF)

	2013	2014	2015		2016		2017	
			en valeur	Part en %	en valeur	Part en %	en valeur	Part en %
Commerce	364 183,3	361 452,6	236 010,9	29,5	239 834,2	29,5	225 064,2	28,2
Café	6 959,1	2 209,2	20 693,0	2,6	8 714,2	1,1	14 984,5	1,9
Habitat et autres constructions	51 939,2	80 067,3	116 372,0	14,5	124 770,0	15,4	134 911,6	16,9
Industrie	42 262,7	58 262,9	119 717,9	14,9	93 114,2	11,5	84 716,4	10,6
Agriculture	2 888,0	4 398,7	24 451,7	3,1	25 379,8	3,1	18 013,7	2,3
Hôtellerie et Tourisme	25 710,4	20 276,5	57 906,7	7,2	58 131,0	7,2	47 514,7	6,0
Artisanat	0,0	576,2	698,4	0,1	510,6	0,1	863,6	0,1
Divers	206 356,8	291 304,4	225 248,8	28,1	261 323,4	32,2	272 131,4	34,1
<b>TOTAL</b>	<b>700 299,5</b>	<b>818 547,8</b>	<b>801 099,4</b>	<b>100,0</b>	<b>811 777,4</b>	<b>100,0</b>	<b>798 200,1</b>	<b>100,0</b>

Source: BRB

En revanche, les crédits à la campagne café (14.984,5 contre 8.714,2 MBIF), à l'habitat et autres constructions (134.911,6 contre 124.770,0 MBIF) et aux activités diverses (272.131,4 contre 261.323,4 MBIF) ont augmenté.

## **DEUXIEME PARTIE :**

---

# **ACTIVITES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**





# ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

En vertu de la loi n° 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, la mission fondamentale de la Banque consiste à formuler et à mettre en œuvre

la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix. La Banque doit également veiller à la solidité et à la stabilité du système financier.

## III.1. POLITIQUE MONETAIRE : OBJECTIF ET INSTRUMENTS

### III.1.1 OBJECTIF DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Conformément à l'article 6 de ses Statuts, «la Banque de la République du Burundi a pour objectif principal de veiller à la stabilité des prix». Dans ce cadre, elle détermine les objectifs intermédiaires et définit les modalités de mise en œuvre.

En 2017, l'objectif de stabilité des prix a été poursuivi comme objectif final et une croissance de la masse monétaire compatible avec celle du produit intérieur brut comme objectif intermédiaire en passant par le suivi et le contrôle de la base monétaire qui est l'objectif opérationnel.

### III.1.2. INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Pour atteindre son objectif final, la Banque utilise les instruments indirects à savoir les appels d'offres de liquidité, les facilités de prêt marginal et la constitution des réserves obligatoires.

A cet égard, la Banque de la République du Burundi organise, sur une fréquence hebdomadaire, des opérations d'appel d'offres d'apport ou de reprise de liquidité dont elle fixe la durée pour assurer la régulation de la liquidité bancaire. Les taux d'intérêt sont librement fixés par les banques soumissionnaires aux appels d'offres.

Dans ses opérations d'appel d'offres d'apport de liquidité, la Banque Centrale accorde, pour des maturités de 7, 14 et 28 jours, des liquidités aux banques qui en éprouvent le besoin.

Par les appels d'offres de reprise de liquidité, la Banque de la République du Burundi propose aux banques qui sont en excédent de liquidité de les placer sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

Entre deux dates d'appel d'offres de liquidité, la Banque Centrale maintient une facilité permanente de prêt marginal à laquelle les banques commerciales peuvent recourir pour couvrir leurs soldes débiteurs éventuels au jour le jour. Le taux d'intérêt est déterminé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des Bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage.

Un dispositif complémentaire de régulation monétaire constitué par le système des réserves obligatoires permet de limiter la capacité de création monétaire par les banques commerciales. Celles-ci sont tenues de maintenir un montant minimum de dépôts non rémunérés constitués séparément, en BIF, en dollar américain et en euro dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Le coefficient des réserves obligatoires est resté à 3,0% des dépôts collectés comme à l'exercice précédent.

### **III.1.3. MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE**

En 2017, la politique monétaire a été conduite dans un contexte de reprise de l'activité économique conjuguée avec l'amélioration des finances publiques et de la liquidité bancaire. Pour stimuler les banques commerciales à financer les investissements productifs, la Banque a maintenu les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises depuis septembre 2015, garantissant une politique monétaire accommodante, en vue de stabiliser le secteur financier, et soutenir l'activité économique.

Pour faciliter le financement de la campagne café 2017-2018, la BRB a ouvert une fenêtre spéciale de refinancement de cette campagne à un taux fixe de 2%.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, 86 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres, soit une moyenne par opération de 53.114,6 MBIF ont été effectuées en 2017 alors que 75 opérations avaient été enregistrées en 2016 pour une moyenne de 43.104,9 MBIF par opération.

Les banques commerciales ont également recouru à la facilité de prêt marginal pour faire face aux besoins ponctuels de trésorerie. En effet, 127 opérations ont été enregistrées en 2017 contre 32 en 2016, soit une moyenne de 5.751,8 MBIF par opération, contre 612,4 MBIF l'année précédente.

Au cours de l'année 2017, les banques ont accru leurs échanges de liquidité à travers les opérations interbancaires, le montant de ces opérations s'est établi à 115.450 contre 28.100 MBIF en 2016, soit une moyenne de 2.309 MBIF par opération en 2017 contre 1.479 MBIF en 2016.

Au cours de la même année, douze opérations de pensions livrées ont été enregistrées pour une moyenne de 1.460 MBIF par opération.

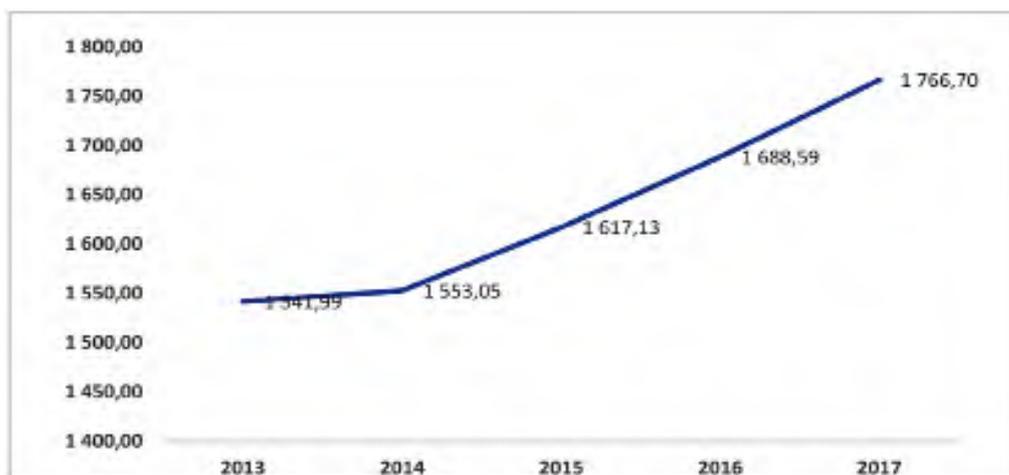
Au cours de l'année 2017, les banques ont satisfait leurs obligations de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises.

### **III.2. MARCHE ET TAUX DE CHANGE**

Pour soutenir les importations des produits stratégiques, la Banque a poursuivi sa politique d'intervention sur le Marché Interbancaire de Devises (MID). Les interventions de la Banque sur le MID en USD se sont établies à 265,73 MUSD en 2017 contre 209,87 MUSD en 2016, en euro, elles se sont établies à 64,33 M€ en 2017 contre 20,64 M€ en 2016.

Le taux de change officiel journalier a été déterminé par la moyenne pondérée des taux appliqués sur les opérations d'achat et de vente de devises effectuées la veille par les banques commerciales.

**Graphique 9 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)**



Source : BRB

D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié par rapport aux principales monnaies étrangères. Il s'est déprécié de 4,63% face au

dollar américain, de 18,65% face au DTS, de 14,67% face au livre sterling, de 9,11% face au franc suisse, et de 8,39% face au yen japonais.

**Tableau 43: Cours de change de fin de période des principales monnaies (en BIF)**

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2013	1 541,99	2 127,95	2 382,42	2 541,12	1 737,16	14,69
2014	1 553,05	1 888,20	2 249,41	2 417,01	1 569,77	12,98
2015	1 617,13	1 767,52	2 243,36	2 397,48	1 635,03	13,43
2016	1 688,59	1 779,10	2 268,23	2 074,10	1 654,99	14,46
2017	1 766,70	2 110,94	2 509,95	2 378,42	1 805,70	15,67
<b>Dépréciation 2017/2016 en %</b>	4,63	18,65	10,66	14,67	9,11	8,39

Source: BRB

En moyenne annuelle, le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies, à l'exception du livre sterling. En effet, le Franc Burundi s'est déprécié de 4,5% face au dollar américain,

de 6,69% face à l'euro, de 4,27% face au DTS, de 4,57% face au franc suisse, de 1,61% face au yen japonais, tandis qu'il s'est apprécié de 0,59% par rapport à la livre sterling.

**Tableau 44: Cours de change moyen des principales monnaies (en BIF)**

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2013	1 555,09	2 065,14	2 363,04	2 432,17	1 677,52	15,97
2014	1 546,69	2 056,73	2 347,81	2 551,82	1 692,98	14,66
2015	1 571,92	1 744,58	2 199,49	2 390,19	1 633,66	12,99
2016	1 654,63	1 831,25	2 299,71	2 241,77	1 679,74	15,29
2017	1 729,06	1 953,70	2 398,02	2 228,62	1 756,50	15,54
Variation annuelle en%	4,50	6,69	4,27	-0,59	4,57	1,61

Source : BRB

A fin de période, le taux de change effectif nominal a diminué de 11,0%, en liaison avec la dépréciation du taux de change du BIF par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux.

De même, le taux de change effectif réel a baissé de 4,7% en rapport avec la diminution du taux de change effectif nominal et de la hausse plus importante des prix locaux que ceux de l'étranger.

**Tableau 45: Taux de change effectif du franc Burundi (base 2016/2017)**

Période	NOMINAL	REEL
2013	106,55	95,07
2014	111,89	101,12
2015	129,20	120,30
2016	124,40	119,30
2017	106,44	106,44
2016		
Mars	101,55	98,07
Juin	98,98	98,43
Septembre	97,9	98,26
Décembre	114,61	106,56
2017		
Mars	99,92	113,25
Juin	95,67	106,66
Septembre	91,14	102,85
Décembre	102,01	101,59

Source : BRB

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a diminué de 14,4%, s'établissant à 106,4 en 2017 contre 124,4 en 2016, en rapport avec la dépréciation du BIF par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux.

De même, le taux de change effectif réel a baissé de 10,8%, se fixant à 106,4 contre 119,3 l'année précédente, en rapport avec la diminution du taux de change effectif nominal.

## **III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT**

---

### **III.3.1. CIRCULATION FIDUCIAIRE**

Pour accomplir sa mission d'assurer l'émission des billets, des pièces de monnaie et de veiller à la qualité de la monnaie en circulation, la Banque a poursuivi, en 2017, le programme de démonétisation des anciennes coupures. Elle a mis à la disposition du public des nouveaux billets et pièces en toutes coupures, en réponse aux besoins de l'économie burundaise. Au cours de l'année 2017, les billets démonétisés, c'est-à-dire les anciennes gammes de billets retirés de la circulation, avaient une valeur de 226.984.320 BIF.

Par rapport à 2016, les billets en circulation ont augmenté de 15,3% en 2017 tandis que les pièces ont diminué de 1,8%. L'ensemble des billets en circulation était composé de 55,6% par les billets de 10.000 BIF, de 25,8% des billets de 5.000 BIF, de 10,7% pour les billets de 2.000 BIF,

de 3,4% pour les billets de 1.000 et 1,5% pour les billets de 500 BIF. Les pièces représentaient des parts marginales soit 0,5% de la circulation fiduciaire totale.

Dans sa politique de lutte contre la falsification et la contrefaçon des billets, la BRB a saisi 138 faux billets d'une valeur faciale de 979.000 BIF en 2017. Les coupures de 10.000 BIF et de 5.000 BIF ont été les plus visées par la contrefaçon représentant 72 et 26% respectivement des billets saisis.

Dans le but de préserver la qualité de la circulation fiduciaire et l'harmonisation des pratiques de manipulation des billets de banque par le secteur bancaire, la BRB a veillé au respect, par les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes (RNP), standards de la Communauté Est Africaine pour le tri des billets et pièces.

### **III.3.2. SYSTÈMES DES PAIEMENTS**

Au cours de l'année 2017, la BRB a continué à mettre en application l'article 14 de la loi budgétaire 2017 stipulant que tous les comptes en devises des entités et projets de l'Etat, et ceux des ONG recevant des appuis extérieurs doivent être ouverts à la Banque de la République du Burundi. En effet, en application de cette loi, 361 comptes ont été ouverts en 2017 en plus de 881 comptes ouverts en 2016.

Pour faire fonctionner ces comptes, 1.507 titres de paiements ont été émis en 2017 contre 1.843 titres en 2016. Les virements sur compte de la clientèle ont progressé de 5,7%, passant de 9.388 en 2016 à 9.927 ordres totalisant 352.558,2 Mds de BIF en 2017.



### Moyens de paiement fournis par le Guichet Unique des devises ouvert à la BRB

Au terme de l'année 2017, les chèques échangés qui constituent le principal instrument des transactions de la chambre de compensation, ont augmenté de 11,7%, passant de 112.236

à 125.407 chèques en 2017. En valeur, ces chèques échangés totalisaient 2.048 Mds de BIF en 2017 contre 1.087 Mds de BIF en 2016, soit une augmentation de 88,4%.

## III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES

En 2017, la BRB a poursuivi le suivi permanent des établissements de crédit pour s'assurer de la solidité du secteur bancaire par le contrôle sur pièces. En outre, au titre des contrôles sur place,

la Banque Centrale a effectué des missions de contrôle ponctuel thématique et général dans les établissements de crédit.

### III.4.1. RENFORCEMENT DU CADRE LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE

L'année 2017 a été marquée par la promulgation de la loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires, l'édition de la circulaire n°07/2017 relative au contrôle interne applicable aux établissements de crédit et de la circulaire n°23/2017 relative à la gestion des risques des établissements de crédit.

La nouveauté introduite par cette nouvelle loi bancaire est que toutes les entités effectuant une ou plusieurs opérations de banque comme l'octroi de crédit ou la collecte des dépôts et celles d'émission ou de gestion des moyens de paiement telles que les banques, les établissements financiers, la Régie Nationale des Postes, les institutions de microfinance, les établissements

de paiement, etc., sont désormais régies par une seule loi. Cette dernière étend le champ de la réglementation et de la supervision de la Banque Centrale compte tenu des innovations et la complexité des activités du monde de la finance. L'objectif poursuivi est de concilier la préservation des intérêts de la clientèle et la mission primordiale de la Banque Centrale d'assurer la stabilité du secteur financier en donnant une assise légale à un maximum possible d'activités de ce secteur.

Du point de vue de la supervision des opérations effectuées par les établissements de crédit dans le respect de la loi régissant les activités bancaires et de la réglementation prudentielle en vigueur,

la BRB a poursuivi sa mission de contrôle de leur niveau de prise de risques en francs Burundi (BIF) et en devises dans leurs opérations avec la clientèle, dans les limites fixées par les normes prudentielles. Parallèlement à cette activité, la BRB a veillé au respect, par les établissements de crédit, des procédures et directives en matière de rapatriement et de cession des recettes d'exportation conformément à la Loi des Finances 2017, dans l'optique de donner la priorité au financement des produits stratégiques tels que les médicaments, le carburant, les engrais chimiques et les matières premières.

### **III.4.2. SUPERVISION ET STABILITÉ FINANCIÈRE DU SECTEUR BANCAIRE**

En vue de veiller à la stabilité financière du secteur bancaire, la Banque a fait usage des outils d'analyse macro prudentielle conduisant à la maîtrise d'éventuels risques systémiques au sein du secteur financier. Ainsi, la BRB, en s'inspirant des effets et des résolutions de la crise financière mondiale de 2008 qui a occasionné des défaillances des grandes institutions

### **III.4.3. SUPERVISION DE LA MICROFINANCE**

Au terme de l'année 2017, le secteur de la microfinance comprenait trente-cinq institutions de microfinance (IMF) dont seize coopératives d'épargne et de crédit (première catégorie), dix-huit entreprises de microfinance (deuxième catégorie) et un programme de microcrédit (troisième catégorie).

Sur le plan légal et réglementaire, après la promulgation de la Loi Bancaire le 22 août 2017, la Banque a entamé la révision du cadre réglementaire du secteur de la microfinance. Cette révision a touché le décret n°100/203 du 22 juillet 2006 en vigueur ainsi que ses neuf circulaires d'application.

Des missions de contrôles sur place dans les établissements de crédit ont été réalisées pour s'assurer de l'application effective de la mesure obligeant, les entités et projets de l'Etat, les Organisations Non-Gouvernementales locales et étrangères, les Missions Diplomatiques et Consulaires, les Organismes internationaux et de Coopération, ou toute autre entité œuvrant au Burundi et recevant des appuis financiers extérieurs, à domicilier leurs comptes en devises à la BRB.

financières, a conduit, au cours de l'année 2017 des exercices d'identification des banques d'importance systémique et de résistance au choc en cas de crise. Ces exercices ont conclu que trois banques détenant 63,7% du total des actifs du secteur bancaire sont d'une importance systémique mais sont résilientes au risque crédit.

S'agissant des activités de supervision, la Banque a réalisé des contrôles sur pièces et sur place. Le contrôle sur pièces a été principalement caractérisé par un suivi permanent de la situation des IMF. A cet effet, pour un meilleur suivi de la situation du secteur de la microfinance, la Banque a introduit un nouveau reporting prudentiel mensuel qui porte sur les ratios de liquidités pour permettre une meilleure prévention des risques inhérents aux activités d'intermédiation financière. Concernant le contrôle sur place, dix IMF ont subi un contrôle général tandis que des contrôles ponctuels ont été organisés auprès de quatre IMF.

La Banque a également effectué une mission de contrôle général auprès de la Régie Nationale des Postes (RNP), qui est dorénavant un établissement assujéti à la nouvelle Loi Bancaire.

#### **III.4.4. SUPERVISION DES BUREAUX DE CHANGE**

A fin décembre 2017, les bureaux de change agréés par la BRB étaient au nombre de soixante. Des contrôles ont été régulièrement organisés en vue de s'assurer du respect de la réglementation

des changes et de ses circulaires d'application. En août 2017, la Banque a suspendu l'agrément des nouveaux bureaux de change en attendant de mettre de l'ordre dans ce secteur.

#### **III.4.5. SUPERVISION DES ETABLISSEMENTS DE PAIEMENT**

Dans le cadre de la modernisation des systèmes et moyens de paiement national, la Banque Centrale a édicté, en 2017, deux règlements relatifs aux services et activités des établissements de paiement ainsi que celui des activités des agents commerciaux en opérations de banque.

La Banque a signé un mémorandum d'entente avec l'Agence de Régulation et Contrôle des Télécommunication (ARCT), pour se préparer à l'agrément et au contrôle des services financiers numériques.

Au cours de l'année 2017, deux Etablissements de Transferts Instantanés d'Argent (ETIA) ont été agréés par la Banque pour offrir des

services de transfert de fonds tandis que trois compagnies de télécommunications et quatre banques commerciales ont été autorisées à offrir des services financiers numériques et de « *mobile banking* ». Deux institutions de microfinance ont noué un partenariat avec les compagnies de télécommunications dans l'offre des services financiers numériques.

A fin 2017, la valeur des transactions locales et internationales des services financiers s'élevaient à 159.079,1 MBIF pour 5,8 millions de transactions locales et internationales effectuées depuis la mise en vigueur de ces deux règlements.

#### **III.4.6. INCLUSION FINANCIÈRE**

Pour suivre l'évolution des indicateurs clé d'inclusion financière au Burundi, la BRB a actualisé en 2017 l'enquête sur l'offre des produits et services financiers formels. Les résultats de cette enquête dégagent une évolution positive des principaux indicateurs clé d'inclusion financière malgré une légère baisse du taux d'inclusion financière par rapport à l'année précédente.

En effet, 21,92% de la population adulte possédait un compte bancaire dans une institution formelle contre 21,96 % une année auparavant.

Cette légère diminution résulterait de la situation socio-économique qui a prévalu en 2015 mais aussi de quatre EMF qui n'ont pas fait objet de l'enquête suite à leur état financier très précaire. Au niveau de la couverture géographique des institutions financières, les agences, les guichets et les guichets automatiques bancaires restent faiblement répartis sur le territoire national. Cette situation entrave l'accès et l'utilisation des services financiers formels par la majorité de la population burundaise qui se trouve exclue du secteur financier formel.

L'enquête a montré que les femmes utilisent, en général, les services financiers moins que les hommes alors qu'elles constituent 51% de la population burundaise. Les secteurs de la production, notamment l'agriculture et l'industrie bénéficient moins de crédit alors

qu'ils constituent les moteurs du développement économique. Toutefois, comparativement aux résultats de l'enquête nationale de 2012, une amélioration de tous les principaux indicateurs clé d'inclusion financière se dégage, à l'exception de l'encours total crédits qui a diminué.

### **III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUES**

---

Dans le domaine des statistiques, la Banque a poursuivi la collecte, le traitement et la publication des statistiques monétaires et financières, du secteur extérieur, des finances et dette publiques ainsi que celles sur la production.

Au niveau des statistiques monétaires et financières, la Banque a poursuivi l'harmonisation des statistiques monétaires et financières avec celles des autres Banques Centrales de la Communauté Est Africaine.

De plus, elle a procédé à l'élargissement de la couverture statistique du secteur financier par l'incorporation des statistiques des établissements de microfinance dans les statistiques monétaires. La Banque s'est également attelée à la collecte des données sur les sociétés d'assurance dans une perspective de les traiter et les intégrer dans les statistiques monétaires.

Pour éclairer le public sur l'évolution de l'environnement économique national, régional et international, la Banque a poursuivi la publication des notes conjoncturelles, bulletins mensuels et trimestriels, des Rapports de Politique Monétaire, du Rapport Annuel et d'autres publications sur son site [web: www.brb.bi](http://www.brb.bi).

Dans le domaine de la recherche, la première Revue Economique et Monétaire de la Banque a été publiée. Trois thèmes de recherche, tous en rapport avec la politique monétaire ont été publiés dans cette revue à savoir: l'impact des chocs exogènes sur l'efficacité de la politique monétaire au Burundi « les causes de l'inflation au Burundi » et « Structure financière et rôle du canal de crédit bancaire dans la transmission de la politique monétaire : une analyse sur un panel de banques (2007-2014) ».

Une formation et des tests des modèles de Prévision et d'Analyse des Politiques (Forecasting and Policy Analysis System) ont été conduits dans le but de migrer vers une politique monétaire de ciblage de l'inflation.

## **III.6. PROJETS DE LA BANQUE**

### **III.6.1. PROJETS DE MODERNISATION DES SYSTÈMES DE PAIEMENT**

La Modernisation des Systèmes de Paiement au Burundi, une des composantes du Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé (PSD) financé par la Banque Mondiale, comprend la mise en place d'un système de paiement et de règlement automatisé, d'un système de paiement par cartes (monétique)

et d'un système de traitement et de règlement des titres. La mise en œuvre effective de ce projet permettra la promotion d'un système de paiement fiable, efficace, solide et entièrement intégré aux infrastructures du secteur financier de la Communauté Est Africaine (CEA) et du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

#### **II.6.1.1. Système de paiement et de règlement automatisé et dépositaire central des titres**

En début de l'année 2017, la Banque a mis en production opérationnelle les systèmes de paiement et de règlement automatisés ainsi que le système de traitement et de règlement des titres au profit de l'ensemble de la communauté bancaire et de la Régie Nationale des Postes.

Des efforts ont été poursuivis par la Banque pour inciter les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes à s'orienter résolument vers l'automatisation complète des transactions de paiements en intégrant les chèques.

#### **III.6.1.2. Connectivité SWIFT du RTGS du Burundi au système de paiement de la CEA**

Dans le cadre du Projet d'Intégration des Systèmes de Paiement au sein de la Communauté Est Africaine, et sous le financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le

Secrétariat de la Communauté Est Africaine, le contrat entre la Banque de la République du Burundi et la société SWIFT a été signé.

#### **III.6.1.3. Système Monétique**

Au cours de l'année 2017, les travaux de mise en œuvre du projet monétique ont connu une avancée significative. En effet, les infrastructures matérielles et logicielles ont été acquises et

installées à la Banque, et les travaux de la phase des tests d'intégration du Switch National se sont déroulés et ont réussi avec trois banques commerciales pilotes.

### **III.6.2. PROJET MARCHÉ FINANCIER**

Dans le cadre de l'intégration régionale au sein de la Communauté Est Africaine, la BRB est en train de mettre en place le marché des capitaux au Burundi. En 2017, les activités relatives à la mise en place de ce marché ont consisté à la finalisation des projets de lois régissant le marché des capitaux. Ce Projet de Loi a été introduit dans le processus de promulgation. En outre, dans le cadre de l'opérationnalisation de ce marché des capitaux,

la BRB a procédé, au cours de l'année 2017, à :

- la mise en place d'un Service de Régulation du Marché des Capitaux au Burundi pour assurer les activités relatives à la régulation du marché des capitaux;
- la mise en place du Secrétariat de la Bourse des Valeurs Mobilières du Burundi pour effectuer les activités relatives à la négociation des valeurs mobilières sur la bourse.

Les textes qui vont réglementer ce marché sont en cours de finalisation au niveau du Service Régulation du Marché des Capitaux du Burundi et le manuel des procédures qui comporte les

règles de fonctionnement de la Bourse est en cours de production au sein du Secrétariat de la Bourse des Valeurs des Mobilières.

### **III.6.3. PROJET SYSTÈME D'INFORMATION BANCAIRE**

Dans le but d'optimiser ses flux d'information dans ses opérations, la Banque de la République du Burundi a poursuivi les travaux d'implémentation du Projet Système d'Information Bancaire (SIB) dont l'objectif principal est la mise en place d'un système comptable automatisé des opérations pour appuyer les systèmes de paiement.

Les résultats attendus de ce projet sont:

- la simplification des procédures ;

- l'amélioration du contrôle interne par l'augmentation de la cohérence et de la fiabilité;
- la séparation bien définie des fonctions ;
- l'augmentation de la productivité résultat de l'intégration des processus bancaires, comptables et de gestion.

Au cours de l'année 2017, les travaux en rapport avec les tests du système SIB et de son intégration avec le système ATS ont été réalisés.

## **III.7. INTEGRATION REGIONALE**

Au cours de l'année 2017, la Banque a participé dans les différentes activités en rapport avec l'intégration régionale organisées par le Secrétariat de la Communauté Est Africaine, le Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale, et l'Association des Banques Centrales Africaines.

En effet, ces différentes réunions avaient pour objectif d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations d'harmonisation des politiques monétaire et budgétaire en vue de la création d'une monnaie unique dans la région ainsi que le renforcement de la coopération monétaire au sein des pays africains.

### **III.7.1. COMMUNAUTÉ EST AFRICAINE**

La Banque a participé aux réunions ordinaires du Comité des Affaires Monétaires (MAC) qui se sont tenues à Kampala en Ouganda et à Arusha en Tanzanie. Ces différentes réunions avaient pour objectifs d'évaluer l'état de mise en œuvre du processus d'harmonisation des politiques monétaires et financières, les pratiques et réglementations des marchés financiers, la supervision bancaire, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que l'état d'implémentation des systèmes régionaux de paiement.

Au niveau des critères de convergence macroéconomique, le ratio du déficit budgétaire (dons compris) rapporté au PIB s'est amélioré en liaison avec l'augmentation des recettes publiques et la maîtrise des dépenses pour l'exercice budgétaire 2017. Toutefois, le ratio de la dette publique sur le PIB a augmenté mais est resté en dessous du plafond de 50% fixé dans les critères de convergence.

**Tableau 46: Evolution des critères de convergence du Burundi à l'Union Monétaire de la CEA**

	2013	2014	2015	2016	2017
1. Taux inflation annuel (plafond= 8%)	8,0	4,4	5,5	5,6	16,1
2. Déficit budgétaire dons compris en % du PIB (plafond = 3%)	2,9	4,1	8,0	5,9	4,6
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	31,8	33,1	39,9	43,5	45,0
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	4,2	4,1	2,0	1,5	1,7

Source: BRB

Le taux d'inflation a augmenté au cours de l'année 2017, se fixant à 16,1% contre 5,6% en 2016 largement au-dessus de 8% fixé comme critère. Cette hausse de l'inflation est en grande partie expliquée par la hausse des prix des produits alimentaires, en liaison avec la longue saison sèche qui a prévalu dans certaines régions du pays.

Les réserves de change ont légèrement augmenté en 2017, se fixant à 1,7 contre 1,5 mois d'importation de biens en 2016 alors que le seuil est de 4,5 mois. Cette amélioration du niveau des réserves est liée à la domiciliation des comptes des projets gouvernementaux et ceux des Organisations Internationales et Non Gouvernementales à la Banque Centrale.

### **III.7.2. MARCHÉ COMMUN D'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE**

Dans le cadre de l'intégration du Burundi au sein du Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale, la Banque de la République du Burundi, en tant que Président du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA, a organisé la 22<sup>ème</sup> réunion du Comité des Gouverneurs au mois de mars 2017 ainsi que la 38<sup>ème</sup> réunion

du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales en novembre 2017. L'objectif de ces deux réunions était d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations des réunions précédentes en vue d'accélérer le processus d'intégration régionale au sein des pays membres du COMESA.



**Vingt deuxième réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA, tenue à Bujumbura du 27 au 30 mars 2018**

Les Gouverneurs des Banques Centrales ont également analysé l'état de mise en œuvre du Système Régional de Paiement et de Règlement, les états financiers vérifiés de la Chambre de Compensation du COMESA pour l'exercice qui a pris fin au 31 mars 2017, le budget de l'Institut

Monétaire du COMESA pour l'année 2018. Le Comité des Gouverneurs a également validé les activités de l'Institut Monétaire du COMESA pour l'exercice 2017 ainsi que le programme d'activité pour l'année 2018.

### **III.7.3. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES**

La Banque, en tant que membre de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), a participé à la 40<sup>ème</sup> réunion du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA pour évaluer l'état d'avancement du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) qui a eu lieu au mois d'août 2017 à Pretoria, en Afrique du Sud.

La réunion du Conseil des Gouverneurs a été précédée par un Symposium sur le thème «**Perspectives d'intégration monétaire en Afrique: leçons tirées de l'expérience de l'intégration monétaire et financière de l'Europe**». En effet, à travers ce Symposium, il a été recommandé de créer des cadres institutionnels solides intégrant les dimensions fiscales et financières pour sous-tendre la réussite de l'intégration économique en Afrique.

Une meilleure coordination des politiques budgétaire et monétaire, la diversification des économies, le renforcement des marchés et la discipline de marché ont été recommandés pour améliorer le processus d'intégration en Afrique.

Au cours de cette réunion, les Gouverneurs ont validé deux thèmes pour le prochain symposium et le séminaire continental de l'année 2018. Il s'agit de la détérioration des relations avec les correspondants bancaires et le flux de capitaux illicites: risques et défis stratégiques pour l'Afrique et innovations dans les technologies financières, cybercriminalité et défis pour les banques centrales.

### **III.8. GESTION DES RISQUES**

---

Au cours de l'année 2017, la Banque a organisé des séances de formation relatives à la promotion de la culture et à l'éducation en matière de gestion des risques à l'intention de tout le personnel du siège et dans les agences. Cette formation consistait à la vulgarisation du contenu de la Charte de gestion du risque, la politique et les procédures détaillées de gestion des risques au sein de la Banque.

### **III.9. AUTRES ACTIVITES**

---

En plus de ses missions principales, la Banque a effectué d'autres activités axées principalement sur les domaines d'appui : juridique, logistique et sécurité, comptabilité et technologies de l'information.

En examinant l'état de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA), les Gouverneurs ont relevé les difficultés des Etats africains à respecter les critères de convergence macroéconomiques en raison de l'impact négatif de la conjoncture économique internationale et les contraintes internes des pays membres. Ils ont adopté les travaux du groupe d'experts sur l'harmonisation des critères de convergence dans les différentes sous-régions de l'Afrique. Ils ont recommandé l'élaboration d'un cadre de suivi ainsi qu'un mécanisme d'évaluation par les pairs qui permettraient aux pays de rendre compte de leurs performances en matière de respect de ces critères de convergence.

La Banque a également entamé la phase opérationnelle du processus de gestion de risques en organisant des séances d'identification et de sensibilisation de tout le personnel sur le risque encouru dans leurs activités quotidiennes en vue de s'en approprier. La Banque a procédé à l'actualisation des processus et des éléments de l'analyse du risque dans le contexte environnemental auquel la Banque évolue actuellement.

De même, dans le cadre du renforcement de la coopération avec les institutions partenaires régionales et internationales, la Banque a participé dans les réunions, les assemblées régionales et internationales et autres fora auxquels elle était invitée.

## **IV ADMINISTRATION**

Au cours de l'année 2017, les organes statutaires de la Banque sont demeurés inchangés et régis par la loi N°1/34 du 02 Décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi.

### **IV.1. CONSEIL GÉNÉRAL**

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque qui détermine l'orientation de ses politiques. En plus du Gouverneur et des deux Vice-Gouverneurs, il comprend cinq membres externes nommés par décret présidentiel et choisis en fonction de leurs compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Au cours de l'exercice 2017, le Conseil Général a tenu quatre réunions qui ont, notamment, porté sur l'analyse et l'adoption

du Plan Stratégique de la BRB 2017-2019, l'examen du rapport d'audit 2016, les rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change et les rapports du Comité de Politique Monétaire de l'exercice 2017.

Le Conseil Général a également approuvé les états financiers trimestriels de la Banque, la révision budgétaire de 2017, adopté le budget de 2018 ainsi que le rapport de stabilité financière édition 2016.

### **IV.2. COMITÉ DE DIRECTION**

Le Comité de Direction, composé par le Gouverneur et de deux Vice-Gouverneurs, a analysé, entre autres, le Plan Stratégique de la BRB 2017-2019, les rapports du Comité de Politique Monétaire, les rapports du Comité

de Gestion des Réserves de Change, les états financiers trimestriels, les rapports d'audit, la révision budgétaire de l'exercice 2017 et le budget de l'exercice 2018 qui ont été par la suite présentés au Conseil Général.

### **IV.3. ORGANES DE CONTRÔLE**

En vertu des Statuts de la Banque, les organes de contrôle sont constitués de:

- Comité d'Audit ;
- Auditeurs Internes ;
- Auditeurs Externes.

Le Comité d'Audit est composé de trois membres du Conseil Général qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2017, le Comité d'Audit a continué à accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. La Charte indique les pouvoirs et les responsabilités du Comité d'Audit vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi que des auditeurs internes et externes. Ainsi, le Comité d'Audit a tenu douze réunions, dont dix étaient en rapport avec les activités de l'Audit Interne, et deux en rapport avec les travaux de l'audit externe.

Les auditeurs internes et externes ont, quant à eux, continué à exécuter les missions qui relèvent de leurs compétences conformément aux Normes Internationales d'Audit.

La mission de l'Audit Interne consiste à conduire des missions d'audit des activités de la Banque en vue d'identifier les risques auxquels cette dernière est exposée et de formuler des recommandations permettant de maîtriser ces risques.

Se fondant sur son manuel des procédures, l'Audit Interne s'est basé sur la méthodologie d'audit fondée sur les risques pour la réalisation des missions d'audit. En l'absence d'outils automatisés appropriés, les auditeurs internes ont eu recours à des formulaires standardisés, en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP), qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes

existants, les recommandations, les avis de l'audit, les plans d'actions ainsi que les décisions de la Direction.

Le plan annuel d'audit 2017 comptait treize objets d'audits, dont quatre choisis en fonction de leurs niveaux de risque, cinq étant des audits à caractère répétitif et quatre qui n'avaient pas été finalisés en 2016. L'Audit Interne s'est alors attelé à la réalisation des missions d'audit inscrites dans ce plan tout en répondant aux sollicitations à donner des avis sur des aspects spécifiques ponctuels.

A fin décembre 2017, le taux de réalisation du plan annuel d'audit 2017 se situait à 77%. En effet, trois objets d'audit étaient encore en cours de réalisation. Ils concernaient :

- Le support informatique ;
- L'audit des états financiers à fin juin 2017 ;
- L'audit des états financiers à fin décembre 2017 en collaboration avec les auditeurs externes.

#### **IV.4. PLAN STRATÉGIQUE DE LA BANQUE**

L'année 2017 a été marquée par le début de la mise en œuvre du second Plan Stratégique de la Banque, défini pour une période de trois ans, de 2017 à 2019. Ce Plan retrace les grandes orientations stratégiques à mettre en œuvre durant cette période triennale en vue d'atteindre la vision que la Banque s'est fixée: « *Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise* ».

Le Rapport d'évaluation annuel de la mise en œuvre dudit Plan Stratégique montre que jusqu'au 31 décembre 2017, le taux de réalisation du Plan Stratégique 2017-2019 a été de 34,8%, sur une cible de 54,94%.

La majorité des activités prévues au cours de l'exercice 2017 ont été réalisées. Sur 378 activités prévues dans les plans d'actions 2017, 88 activités ont été réalisés à 100%, 160 activités sont en cours de réalisation. Les autres activités ont connu des retards dans leur mise en œuvre et ont été reportées pour l'année 2018.

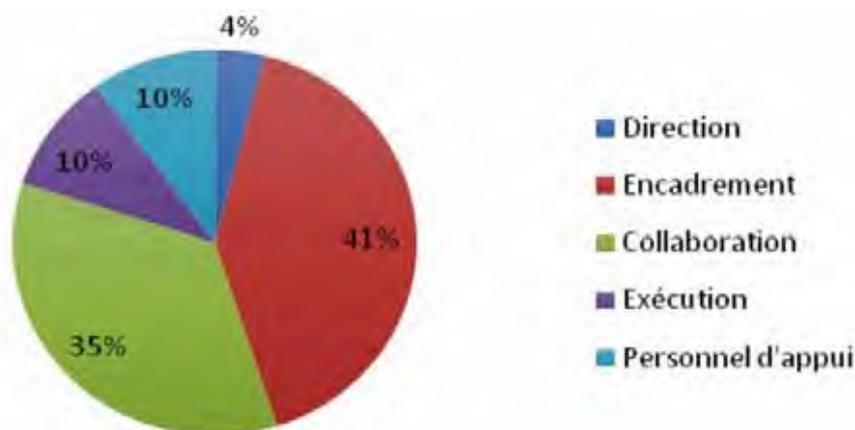
## IV.5. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

### IV.5.1. EFFECTIF

L'effectif du personnel de la Banque à fin décembre 2017 s'élevait à 686 contre 666 unités l'année précédente, soit une augmentation de 2,9%. La Banque a enregistré 2 réintégrations, 39 recrutements et 23 départs pour diverses

raisons dont 17 retraités en 2016. Au niveau de la répartition du personnel, les catégories du personnel de collaboration et d'encadrement sont prédominantes dans l'effectif de la Banque.

**Graphique 10: Répartition de l'effectif du personnel par catégories**

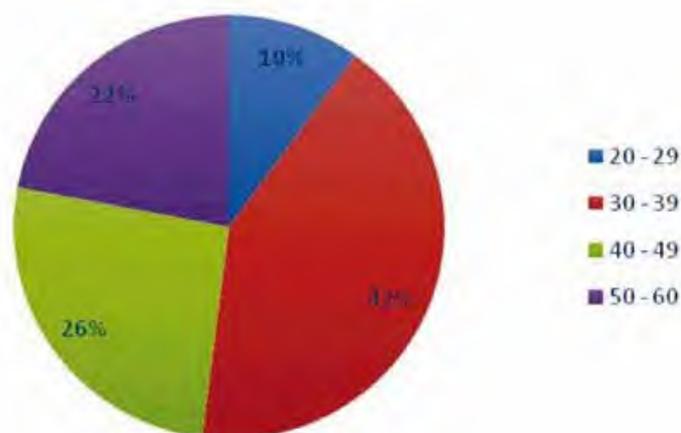


Source : BRB

Par rapport à l'année précédente, la part du personnel d'encadrement et celle de collaboration ont augmenté, passant de 39 à 41% et de 34 à 35% respectivement. La répartition du personnel par

tranches d'âge montre que 78% du personnel de la Banque est compris entre 20 et 49 ans tandis que 22% du personnel dépasse l'âge 50 ans.

**Graphique 11: Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge**



Source : BRB

Le personnel féminin représentait 39,5% de l'effectif total de la Banque et s'est presque

stabilisé par rapport à l'exercice 2016 où il représentait 38,4%.

### **IV.5.2. POLITIQUE SOCIALE**

La Banque a continué à accorder des prestations et avantages sociaux à son personnel, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur en vue d'assurer l'épanouissement et le bien-être de son personnel.

### **IV.5.3. FORMATION**

Dans le but de renforcer les capacités du personnel, la Banque a poursuivi sa politique d'amélioration et de perfectionnement des connaissances de son personnel à travers les formations organisées par les instituts régionaux de la CEA, COMESA, les centres régionaux du FMI etc. Ces formations visaient notamment l'harmonisation du cadre de conduite de la politique monétaire, financière et budgétaire. En plus des formations de courte durée, la Banque a également envoyé son personnel en formation diplômante de Master dans les universités africaines et occidentales.

## CONCLUSION GENERALE

---

Au cours de l'année 2017, l'activité économique a poursuivi sa reprise comme en 2016, tirée principalement par le secteur tertiaire malgré les contreperformances enregistrées dans les secteurs secondaire et primaire. Cette amélioration de l'activité économique a eu des effets positifs sur les finances publiques, les avoirs extérieurs et la liquidité des banques.

La Banque de la République du Burundi a continué à mettre en œuvre au cours de l'année 2017 la politique d'assouplissement des conditions de refinancement en vue de permettre aux banques commerciales de financer davantage le secteur privé et public. Malgré cet assouplissement des conditions de refinancement, la Banque a continué à préserver la valeur interne et externe de la monnaie nationale qui est sa mission principale.

Au niveau du secteur bancaire, l'année 2017 a été marquée par la promulgation de la loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les activités du secteur bancaires. Contrairement à l'ancienne loi bancaire, la nouvelle loi a étendu la réglementation et la supervision de la BRB sur toutes les entités effectuant une ou plusieurs opérations de banque comme l'octroi de crédits, la collecte des dépôts et l'émission ou la gestion des moyens de paiement opérées par les banques, les établissements financiers, la Régie Nationale des Postes, les institutions de microfinance, les établissements de paiement et de transfert.

Au niveau de la politique de change, la BRB a veillé au respect des procédures et directives en matière de rapatriement et de cession des recettes d'exportation conformément à la Loi des Finances Publiques 2017, dans l'optique de donner la priorité au financement des produits stratégiques. La BRB a également veillé au respect de l'article 14 de la loi budgétaire 2017 stipulant que tous les comptes en devises des entités et projets de l'Etat, et ceux des Organisations Non Gouvernementales recevant des appuis extérieurs doivent être ouverts à la Banque de la République du Burundi. La BRB a fait des interventions sur le marché interbancaire de devises pour faciliter les importations des produits stratégiques tels que les médicaments, le carburant, les engrais chimiques et les matières premières.

Pour l'année 2018, les perspectives de croissance sont bonnes dans tous les secteurs de l'économie nationale. Pour soutenir cette croissance, la BRB mettra à la disposition de l'économie des moyens de paiements suffisants pour entretenir cette croissance tout en préservant la valeur interne et externe de la monnaie nationale.



# ANNEXES

---

## ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité/Année	2013	2014	2015	2016	2017
<b>I. INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>						
Tourbe	T	19 256	11 376	3 967	9 541	13 908
<b>II. INDUSTRIES AGRICOLES</b>						
Café	T	10 769	14 923	17 454	14 326	15 229
Thé	T	9 074	10 532	10 945	10 235	9 640
Coton	T	2 238	2 457	2 300	2 011	1 836
<b>III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES</b>						
Boissons	HI	2 143 902	2 211 492	2 061 903	2 080 221	2 328 436
Huile de coton	Litre	38 101	18 148	21 360	41 280	18 805
Riz (1)	T	592	592	1 136	1 342	1 691
Cigarettes	('000)	603 975	538 965	815 265	887 475	799 955
Sucre	T	25 821	21 543	22 997	23 656	21 940
<b>IV. INDUSTRIES CHIMIQUES</b>						
Films en polyéthylène	Kg	-	-	-	-	-
Savons						
- de ménage	T	13 476	14 106	16 315	16 684	12 615
- de toilette	T	270	315	305	560	582
Peinture	T	716	822	673	697	868
Produits pharmaceutiques	MF	-	-	-	-	-
Oxygène	M3	35 107	25 591	26 660	20 840	17 917
Mousse	Matelas (3)	15 600	13 522	11 354	12 440	9 259
Casiers en plastique	Unité	322 916	877 060	586 045	413 834	152 691
<b>V. INDUSTRIES DE MATERIAUX</b>						
<b>DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES</b>						
Plaques en fibro-ciment	T	-	-	-	-	-
Tubes en PVC	Kg	100 630	95 681	180 765	140 824	55 099
<b>VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX</b>						
Clous	T	-	-	-	-	-
Tôles ondulées	Pièces	-	-	-	-	-
Profilés acier (2)	T	24	21	11	15	11
Tubes en acier	T	-	-	-	-	-
<b>VII. AUTRES INDUSTRIES</b>						
Papiers hygiéniques	Rouleau	-	-	-	-	-

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).  
(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".  
(3) : Pièce de 190 cm de long sur 90 cm de large et 10 cm d'épaisseur.

Source: Données fournies par les entreprises industrielles.

## ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT

	2014	2015	2016	2017	Prévisions 2017	Tx de réal
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>877 040,5</b>	<b>736 322,0</b>	<b>757 076,5</b>	<b>892 655,5</b>	<b>1 152 765,7</b>	<b>77,4</b>
1. RECETTES	663 212,0	594 432,2	638 058,1	754 142,6	738 287,9	102,1
Recettes fiscales	572 207,3	543 666,1	584 607,6	699 090,9	682 265,7	102,5
dont compensation COMESA	2 254,8	-	-	-	-	
Recettes non fiscales	83 819,1	47 004,2	53 328,2	55 051,7	56 022,2	98,3
Recettes exceptionnelles	7 185,6	3 761,8	122,3	-	48 421,8	
dont AMISOM& MUNISCA	2 718,6	2 200,0	-	-	3 000,0	
2. DONNS	213 828,5	141 889,8	119 018,4	138 512,9	366 055,9	37,8
Dons courants	46 942,5	54 252,1	-			
Dons en capital	166 886,1	87 637,7	119 018,4	138 512,9	366 055,9	37,8
<b>B. DEPENSES</b>	<b>1 059 286,0</b>	<b>1 090 451,1</b>	<b>1 044 038,7</b>	<b>1 139 475,9</b>	<b>1 326 831,9</b>	<b>85,9</b>
a. Dépenses courantes	721 597,6	901 959,0	783 014,0	863 733,7	813 463,5	106,2
Dépenses sur biens et services	434 411,0	596 496,8	512 645,4	546 058,3	499 282,2	109,4
Salaires	314 387,2	322 820,1	359 088,0	385 815,5	388 581,0	99,3
Achats de biens et autres services	120 023,8	273 676,8	153 557,4	160 242,9	110 701,2	144,8
Subventions et autres transferts	234 393,5	247 643,6	219 550,8	278 331,0	226 427,9	122,9
dont exonérations					18 000,0	
Paiements d'intérêts	35 765,5	40 632,4	35 127,8	27 220,0	61 553,4	44,2
Dépenses sur les fonds spéciaux	17 027,5	17 186,1	15 690,0	12 124,2	8 200,0	147,9
SOLDE COURANT HORS DONNS	-58 385,6	-307 526,8	-144 955,9	-109 591,0	-75 175,5	145,8
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	155 442,9	-165 637,0	-25 937,5	28 921,8	339 302,2	8,5
b. Dépenses en capital	337 688,4	188 492,2	261 024,7	275 742,2	513 368,5	53,7
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-396 074,0	-496 019,0	-405 980,6	-385 333,3	-588 544,0	65,5
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits const.)</b>	<b>-182 245,5</b>	<b>-354 129,2</b>	<b>-286 962,2</b>	<b>-246 820,4</b>	<b>-174 066,3</b>	<b>141,8</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>182 245,5</b>	<b>354 129,2</b>	<b>286 962,2</b>	<b>246 820,4</b>	<b>174 066,3</b>	<b>141,8</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	60 495,0	6 920,9	17 917,4	-1 825,9	-495,8	368,3
Tirages	67 359,2	13 551,0	24 725,1	14 165,9	22 389,5	63,3
Moins amort. de la dette extérieure	-6 864,2	-6 630,1	-6 807,7	-15 991,8	-22 885,3	69,9
Variation des arriérés	-				-	-
Allègement de la dette	-	-	-	-	-	
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	155 146,4	370 627,0	261 288,9	269 842,9	174 562,0	154,6
a. Secteur bancaire	147 023,0	327 066,5	225 428,1	230 235,3	144 281,7	159,6
B.R.B.	69 567,2	204 185,2	56 644,7	8 500,5	-	
Banques commerciales	77 997,8	122 881,3	168 106,0	219 218,9	144 281,7	151,9
CCP	-542,0	-	677,4	2 515,9	-	
b. Secteur non bancaire	8 123,4	43 560,5	35 860,80	39 607,60	30 280,4	130,8
Etablissements financiers	-				-16 719,6	
Secteur non financier	8 123,4	43 560,5	35 860,8	39 607,6	47 000,0	84,3
3. ERREURS ET OMISSIONS	-33 395,9	-23 418,7	7 755,9	-21 196,6	-	

Source : MFPDE

## ANNEXE 3 : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER

(EN MBIF)

	Encours fin 2016	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2017
<b>A. DETTE DIRECTE</b>	<b>722 482,7</b>	<b>14 165,9</b>	<b>55 385,7</b>	<b>15 749,8</b>	<b>7 760,1</b>	<b>776 284,6</b>
AID	249 906,73	0,0	24 708,91	4 019,07	1 408,60	270 596,6
BAD	1 166,06	-	116,33	-	-	1 282,4
BADEA	46 159,52	5 110,2	2 199,32	1 120,23	-	52 348,8
FAD	42 146,39	-	4 158,08	865,99	554,38	45 438,5
FIDA	79 955,51	415,9	7 980,90	-	-	88 352,3
FOND KOWEITIEEN	35 625,73	-	2 441,44	-	373,98	38 067,2
FONDS SAOUDIEN	60 908,69	-	3 106,19	-	930,79	64 014,9
OPEP	135 791,17	6 485,43	6 433,06	5 202,80	2 621,55	143 506,9
AUTRES	70 822,84	2 154,37	4 241,51	4 541,7	1 870,77	72 677,0
<b>2. DETTE RETROCEDEE</b>	<b>2 148,1</b>	<b>0,0</b>	<b>101,8</b>	<b>242,0</b>	<b>50,5</b>	<b>2 008,0</b>
FONDS ABU DHABI	2 148,12	-	101,80	241,97	50,51	2 008,0
<b>TOTAL</b>	<b>724 630,8</b>	<b>14 165,9</b>	<b>55 487,5</b>	<b>15 991,7</b>	<b>7 810,6</b>	<b>778 292,6</b>

Source : MFBCDE

## ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEUR

(EN MBIF)

	Encours fin 2016	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2017
<b>I. DETTE DIRECTE</b>	<b>722 482,7</b>	<b>14 165,9</b>	<b>55 385,7</b>	<b>15 749,8</b>	<b>7 760,1</b>	<b>776 284,5</b>
A. Equipements publics	333 008,3	6 760,8	23 658,8	3 347,3	3 977,7	360 080,5
1. Transport	275 051,5	6 760,8	17 927,3	3 018,3	3 304,3	296 721,2
a) Routes	275 051,5	6760,8	17 927,3	3 018,3	3 304,3	296 721,2
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	40 967,7	-	4 065,4	329,0	109,7	44 704,1
3. Divers	16 989,2	-	1 666,0	-	563,7	18 655,2
B. Secteurs productifs	130 349,8	7 405,1	9 700,4	6 274,3	1 953,3	141 181,0
1. Agriculture et Elevage	84 946,0	4 921,0	7 508,0	1 732,6	645,7	95 642,5
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	45 403,8	2 484,1	2 192,4	4 541,7	1 307,6	45 538,5
C. Secteur social	52 572,0	-	5 186,3	965,1	328,0	56 793,2
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	52 572,0	-	5 186,3	965,1	328,0	56 793,2
D. Divers	206 552,6	0,0	16 840,3	5 163,1	1 501,0	218 229,8
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 394,5	-	139,1	-	-	1 533,6
5. Autres	205 158,1	-	16 701,1	5 163,1	1 501,0	216 696,2
<b>II. DETTE RETROCEDEE</b>	<b>2 148,1</b>	<b>-</b>	<b>101,8</b>	<b>242,0</b>	<b>50,5</b>	<b>2 008,0</b>
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	2 148,1	-	101,8	242,0	50,5	2 008,0
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	2 148,1	-	101,8	242,0	50,5	2 008,0
3. Energie	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>724 630,8</b>	<b>14 165,9</b>	<b>55 487,5</b>	<b>15 991,7</b>	<b>7 810,6</b>	<b>778 292,4</b>

Source : MFBCDE

## ANNEXE 5: EVOLUTION DES RESERVES INTERNATIONALES (EN MBIF)

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>B.R.B.</b>	<b>118 133,8</b>	<b>128 675,9</b>	<b>-132 985,6</b>	<b>-162 073,8</b>	<b>-139 165,8</b>
<b>Avoirs extérieurs</b>	501 323,5	501 214,7	221 829,6	166 434,7	199 389,8
Or	1 943,7	1 802,0	1 660,3	1 893,1	2 211,8
DTS	182 851,4	183 917,8	88 116,1	19 330,2	1 985,6
Tranche de réserve FMI	858,2	810,4	808,1	44 971,7	50 235,6
Devises	309 703,3	306 201,0	129 945,5	94 816,0	132 497,4
Autres créances	5 966,9	8 483,5	1 299,6	5 423,7	12 459,4
- Engagements extérieurs	383 189,7	372 538,8	354 815,2	328 508,5	338 555,6
<b>BANQUES COMMERCIALES</b>	<b>111 622,3</b>	<b>51 849,4</b>	<b>57 115,5</b>	<b>-14 449,3</b>	<b>-9 919,6</b>
- Avoirs extérieurs	201 411,2	199 601,2	207 089,0	125 486,1	146 133,0
- Engagements extérieurs	89 788,9	147 751,8	149 973,5	139 935,4	156 052,6
<b>TOTAL</b>	<b>229 756,1</b>	<b>180 525,3</b>	<b>-75 870,1</b>	<b>-176 523,1</b>	<b>-149 085,4</b>

Source : BRB

## ANNEXE 6: BILAN MONETAIRE DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>118 133,8</b>	<b>128 675,9</b>	<b>-132 985,6</b>	<b>-162 073,8</b>	<b>-139 165,8</b>
<b>CREANCES NETTES SUR L'ETAT</b>	<b>229 474,0</b>	<b>263 591,1</b>	<b>452 581,6</b>	<b>509 226,2</b>	<b>530 450,4</b>
- Secteur gouvernemental net	235 078,7	269 005,7	459 816,2	511 160,8	538 087,0
- Fonds d'égalisation	5 604,7	5 414,6	7 234,6	1 934,6	7 636,6
<b>CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE</b>	-	2 000,0	21 800,0	89 000,0	159 990,0
<b>CREANCES SUR ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	-	-	-	-	-
<b>CREANCES SUR SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE</b>	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
<b>CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE</b>	11 040,0	12 103,3	14 933,9	15 731,0	22 686,1
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	4 581,5	48 111,4	62 913,5	73 689,5	129 290,8
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	<b>363 249,3</b>	<b>454 501,7</b>	<b>419 263,4</b>	<b>525 592,9</b>	<b>703 271,5</b>
<b>BASE MONETAIRE</b>	<b>306 586,1</b>	<b>355 001,0</b>	<b>324 508,2</b>	<b>419 224,0</b>	<b>582 685,1</b>
- Circulation fiduciaire	211 683,7	227 340,9	230 723,7	267 512,5	308 146,5
- Dépôts du secteur bancaire	82 710,8	120 095,4	84 351,0	134 302,8	221 165,7
- Dépôts des établissements financiers	2 674,0	1 624,7	2 209,5	3 575,7	2 169,6
- Dépôts des sociétés à participation publique	3 566,2	3 555,9	4 368,5	6 509,8	18 075,6
- Autres engagements à vue	5 951,4	2 384,1	2 855,5	7 323,2	33 127,7
<b>DEPOTS A L'IMPORTATION</b>	<b>7 533,0</b>	<b>9 222,6</b>	<b>5 645,1</b>	<b>12 385,0</b>	<b>17 665,9</b>
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>49 130,2</b>	<b>90 278,1</b>	<b>89 110,1</b>	<b>93 983,9</b>	<b>102 920,5</b>

Source : BRB

## ANNEXE 7: SITUATION CONSOLIDÉE DES BANQUES COMMERCIALES (EN MBIF)

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>111 622,3</b>	<b>51 849,4</b>	<b>57 115,5</b>	<b>-14 481</b>	<b>-9 948,7</b>
RESERVES	107 189	146 489,8	109 488,4	168 106,2	266 309,9
- Caisse	24 198	27 525,7	23 421,2	31 725,5	38 524,8
- Dépôts à la BRB en BIF	68 620,5	105 053,6	72 989,1	122 621,1	207 106,7
- Dépôts à la BRB en ME	14 370,5	13 910,5	13 078,1	13 759,6	20 678,4
CREANCES SUR Etablissements Financiers	143,8	143,9	143,9	143,9	1 565,3
CREDIT INTERIEUR	660 313	794 633,5	907 061,3	1 081 987,9	1 256 373
- Créances nettes sur l'Etat	39 894	118 662,5	235 932,6	409 910,2	601 616,7
- Créances nettes sur Agences gouvernementales	-90 56,5	-9 410,5	-8 972,3	-16 378,7	-19 650,5
- Créances sur Administration locale	2 469,2	3 449,3	27,1	57,6	4 937,4
- Créances sur sociétés à participation publique	8 510,4	10 820,5	6 512,1	7 153,4	28 742,9
- Créances sur le secteur privé	618 495,9	671 111,7	673 561,8	681 245,4	640 726,5
REPRISE DE LIQUIDITE	0	0	0	0	0
AUTRES POSTES NETS	43 863,2	46 706,3	-601,8	-40 413,3	12 312,2
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	<b>923 131,3</b>	<b>1 039 822,9</b>	<b>1 073 207,3</b>	<b>1 195 343,7</b>	<b>1 526 611,7</b>
CREDIT DE LA BANQUE CENTRALE	0	0	19 805	87 064,1	160 080,3
ENGAGEMENTS ENVERS LES					
ETABLISSEMENTS FINANCIERS	1 876,5	1 899,5	13 895,6	11 625	12 837,6
DEPOTS A VUE (1)	490 849	572 700,7	526 295,5	578 906,7	738 320
DEPOTS A TERME ET D'EPARGNE (1)	229 200,8	248 827,9	286 866,2	268 022,2	337 959,9
SOLDE NET DES TRANSACTIONS INTERBANCAIRES	-57,3	-2245,3	-11640,7	-827,8	-711,8
FONDS PROPRES	201 262,3	218 640,1	237 985,7	250 553,5	2781 25,7

(1): Y compris les dépôts en devises

Source : BRB

## ANNEXE 8: SITUATION MONETAIRE (EN MBIF)

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>229 658,9</b>	<b>180 476,7</b>	<b>-75 870,1</b>	<b>-176 523,1</b>	<b>-149 085,4</b>
- Avoirs extérieurs	702 734,7	700 815,9	428 918,6	291 920,8	345 522,8
- Engagements extérieurs	473 075,8	520 339,2	504 788,7	468 443,9	494 608,2
CREDIT INTERIEUR	1 050 252,1	1 236 271,6	1 516 320,8	1 773 610,2	2 020 236,6
- Créances nettes sur l'Etat	273 347,7	383 432,0	687 166,2	906 486,1	1 114 891,2
- Créances sur l'économie	776 904,4	852 839,6	829 154,6	867 124,1	905 345,4
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>1 279 911,0</b>	<b>1 416 748,3</b>	<b>1 440 450,7</b>	<b>1 597 087,1</b>	<b>1 871 151,2</b>
MASSE MONETAIRE M3	983 168,8	1 102 468,5	1 101 095,8	1 180 019,4	1 492 224,0
MASSE MONETAIRE M2	847 072,6	937 841,8	965 844,0	1 086 049,4	1 331 714,3
- Monnaie	583 447,9	649 959,4	639 214,3	805 030,9	989 346,8
- Quasi-Monnaie	263 624,7	287 882,4	326 629,7	281 018,5	342 367,5
DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS	136 096,2	164 626,7	135 251,8	93 970,0	160 509,7
DIVERS (net)	296 742,2	314 279,8	339 354,9	417 067,7	378 927,2

Source : BRB

**ANNEXE 9: SITUATION CONSOLIDEE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS (EN MBIF)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
RESERVES	1 535,5	2 724,3	8 555,0	7 159,2	8 196,2
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	200,0	1 500,0	9 496,7	8 792,4	10 280,0
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	0,0	0,0	23,2	51,1	38,9
CREANCES NETTES SUR LES AD. LOCALES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CREANCES NETTES SUR LES AG. GOUV.	614,2	4,4	0,0	0,0	0,0
CREANCES SUR L'ECONOMIE	73 934,6	87 957,1	87 060,5	102 720,0	110 436,7
-créances sur sociétés à participation publique	603,8	596,9	528,2	507,1	0,0
-créances sur le secteur privé	73 330,8	87 360,2	86 532,3	102 212,9	110 436,7
AUTRES POSTES NETS	-6 477,5	-9 218,5	-5 349,5	-17 132,2	-16 073,4
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	<b>69 806,8</b>	<b>82 967,3</b>	<b>99 785,9</b>	<b>101 590,5</b>	<b>112 878,4</b>
ENGAGEMENTS ENVERS LE SECTEUR BANCAIRE	2 430,8	5 732,2	4 680,2	5 477,9	3 610,1
SOLDE NET CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE EF	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	17 595,4	18 489,4	12 527,6	13 744,4	12 022,2
DEPOTS ET EMPRUNTS	24 760,1	32 440,2	48 125,5	45 799,7	55 942,2
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A LONG TERME	331,2	331,2	331,2	331,2	2 484,5
FONDS PROPRES	24 689,3	25 974,3	34 121,4	36 237,3	38 819,2

Source : BRB

**ANNEXE 10: SITUATION CONSOLIDEE DU SECTEUR BANCAIRE (EN MBIF)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>229 327,7</b>	<b>180 212,7</b>	<b>-76 201,3</b>	<b>-176 854,3</b>	<b>-151 569,9</b>
-Avoirs bruts	702 734,7	700 883,1	428 918,6	291 920,8	345 522,8
-Engagements bruts à C.T.	473 407,0	520 670,4	505 119,9	468 775,1	497 092,7
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>1 119 431,2</b>	<b>1 314 700,6</b>	<b>1 597 479,6</b>	<b>1 870 791,4</b>	<b>2 120 766,4</b>
-Créances nettes sur l'Etat	273 688,8	382 586,2	686 169,9	905 001,8	1 113 321,3
-Créances sur l'économie	845 742,4	932 114,4	911 309,7	965 789,6	1 007 445,1
<b>RESSOURCES = EMPLOIS</b>	<b>1 348 758,9</b>	<b>1 494 913,3</b>	<b>1 521 278,3</b>	<b>1 693 937,1</b>	<b>1 969 196,5</b>
<b>ENGAGEMENTS EXIGIBLES</b>	<b>1 009 891,2</b>	<b>1 137 217,5</b>	<b>1 149 995,2</b>	<b>1 226 708,6</b>	<b>1 548 953,0</b>
- Circulation fiduciaire hors					
du système financier	184 306,4	195 671,1	203 073,4	231 572,4	263 872,3
- Dépôts à vue	399 125,3	454 278,2	436 134,0	573 448,7	725 465,2
- Quasi-monnaie	263 624,7	287 882,4	326 629,7	281 018,5	342 367,5
- Engagements des					
établissements financiers	26 738,6	34 759,1	48 906,3	46 699,0	56 738,3
- Dépôts en devises des résidents	136 096,2	164 626,7	135 251,8	93 970,0	160 509,7
<b>DEPOTS A L'IMPORTATION</b>	<b>7 533,0</b>	<b>9 222,6</b>	<b>5 645,1</b>	<b>12 385,0</b>	<b>17 665,9</b>
<b>FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS</b>	<b>17 595,4</b>	<b>18 489,4</b>	<b>12 527,6</b>	<b>13 744,4</b>	<b>12 022,2</b>
<b>SOLDE NET DES CREANCES ET ENGA-</b>					
<b>GEMENTS ENTRE INSTITUTIONS</b>					
FINANCIERES	-3 620,3	-3 049,8	-4 741,5	1 408,3	3 197,1
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>312 991,8</b>	<b>381 583,1</b>	<b>417 704,6</b>	<b>446 078,6</b>	<b>496 670,1</b>
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>4 367,8</b>	<b>-48 549,5</b>	<b>-59 852,7</b>	<b>-6 387,8</b>	<b>-109 311,8</b>

Source : BRB

## ANNEXE 11: EVOLUTION DES CREDITS DU SECTEUR FINANCIER (EN MBIF)

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Moyenne
<b>2013</b>													
<b>I. CREDITS A COURT TERME</b>	490 597,9	497 278,2	516 394,7	510 718,7	514 983,9	520 995,0	507 040,4	514 633,4	524 804,3	516 899,4	516 479,0	508 503,8	511 610,7
Mobilisation des créances commerciales	8 486,1	8 362,9	8 387,9	9 901,2	9 649,1	9 775,8	9 798,5	10 186,2	10 368,3	10 325,5	31 152,8	27 883,9	12 856,5
Crédits à l'exportation	7 702,5	6 931,1	4 756,3	4 460,8	2 951,5	2 280,5	4 954,0	7 259,2	10 040,7	8 334,1	7 732,5	6 959,1	6 196,9
Crédits à l'importation après expédition	3 022,8	3 183,3	3 363,9	3 380,1	3 297,8	3 173,9	3 021,5	3 298,3	3 400,7	3 215,9	2 608,4	3 893,5	3 205,0
Crédits de trésorerie	471 386,5	478 800,9	499 886,6	492 976,6	499 085,5	505 764,8	489 266,4	493 889,7	500 994,6	495 423,9	474 985,3	469 767,3	489 352,3
Crédits de trésorerie													
<b>II. CREDITS A MOYEN TERME</b>	185 769,2	184 344,1	177 249,6	181 505,3	185 844,6	193 685,8	214 251,4	213 771,2	209 093,3	210 131,0	207 558,5	209 501,8	197 725,5
- Habitat	32 281,7	32 004,1	25 974,2	26 478,9	25 524,9	28 097,2	28 656,8	28 811,3	29 023,8	26 375,3	28 276,3	27 499,2	28 250,3
- Equipement	153 487,5	152 340,0	151 275,4	155 026,4	160 319,7	165 588,6	185 594,6	184 959,9	180 069,5	183 755,7	179 282,2	182 002,6	169 475,2
<b>III. CREDITS A LONG TERME</b>	38 578,5	37 250,0	43 343,6	45 920,8	42 046,3	36 007,8	42 272,4	38 903,1	51 583,4	53 253,7	53 980,9	55 315,3	44 871,3
- Habitat	16 559,8	16 745,3	23 163,3	23 321,2	23 398,1	17 596,9	17 622,5	20 067,2	23 371,6	20 877,7	19 805,4	19 923,2	20 204,4
- Equipement	22 018,7	20 504,7	20 180,3	22 599,6	18 648,2	18 410,9	24 649,9	18 835,9	28 211,8	32 376,0	34 175,5	35 392,1	24 667,0
<b>TOTAL</b>	714 945,6	718 872,3	736 987,9	738 144,8	742 874,8	750 688,6	763 564,2	767 307,7	785 481,0	780 284,1	778 018,4	773 320,9	754 207,5
<b>2014</b>													
<b>I. CREDITS A COURT TERME</b>	512 280,6	519 430,9	523 378,0	523 694,0	523 374,6	540 385,7	518 830,8	545 470,7	539 261,7	539 089,0	535 171,6	546 040,4	530 534,0
Mobilisation des créances commerciales	24 652,7	27 441,5	29 163,9	29 706,8	29 348,1	29 476,4	11 392,0	11 215,3	12 049,0	13 123,3	13 482,5	14 479,8	20 460,9
Crédits à l'exportation	4 917,4	4 616,0	3 429,7	3 442,8	6 125,6	8 897,8	17 144,1	14 401,3	9 326,8	5 299,8	2 124,4	1 179,6	6 742,1
Crédits à l'importation après expédition	2 491,5	2 547,5	2 473,4	2 313,6	2 862,7	2 762,2	2 940,2	3 251,5	2 205,0	3 600,4	5 206,4	5 745,1	3 200,0
Crédits de trésorerie	480 219,0	484 825,9	488 311,0	488 230,8	485 038,2	499 249,3	487 354,5	516 602,6	515 680,9	517 065,5	514 358,3	524 635,9	500 131,0
<b>II. CREDITS A MOYEN TERME</b>	211 624,6	207 002,7	203 484,6	201 070,9	205 243,2	204 344,7	222 220,9	210 374,8	205 677,9	197 337,0	205 761,2	213 106,0	207 270,7
Habitat	27 565,0	27 067,7	27 124,3	26 811,0	27 127,4	27 046,1	27 127,2	28 076,6	28 163,9	20 182,4	20 347,8	20 459,5	25 591,6
Equipement	184 059,6	179 935,0	176 360,3	174 259,9	178 115,8	177 298,6	195 093,7	182 298,2	177 514,0	177 154,6	185 413,4	192 646,5	181 679,1
<b>III. CREDITS A LONG TERME</b>	54 958,2	54 958,5	53 917,7	56 999,2	59 640,5	67 780,2	84 184,6	86 451,9	91 441,2	104 091,5	107 927,3	104 548,1	77 241,6
Habitat	19 961,0	20 374,4	20 450,2	20 539,8	21 800,5	24 685,0	21 335,9	21 664,2	22 031,6	32 212,3	32 884,7	32 849,9	24 232,5
Equipement	34 997,2	34 584,1	33 467,5	36 459,4	37 840,0	43 095,2	62 848,7	64 787,7	69 409,6	71 879,2	75 042,6	71 698,2	53 009,1
<b>TOTAL</b>	778 863,4	781 392,1	780 780,3	781 764,1	788 258,3	812 510,6	825 236,3	842 297,4	836 380,8	840 517,5	848 860,1	863 694,5	815 046,3
<b>2015</b>													
<b>I. CREDITS A COURT TERME</b>	537 021,7	533 869,6	539 467,2	551 051,9	552 722,1	561 603,0	567 051,7	561 279,2	570 781,7	566 570,7	594 450,9	573 153,6	559 085,3
Mobilisation des créances commerciales	14 978,7	16 868,7	17 593,9	19 446,2	18 267,0	17 841,1	17 053,9	21 136,6	22 750,2	20 561,3	164 284,1	166 493,1	43 106,2
Crédits à l'exportation	805,0	802,4	948,0	6 028,7	12 004,2	16 301,6	19 153,6	20 936,0	21 264,1	18 146,1	9 523,2	6 807,3	11 060,0
Crédits à l'importation après expédition	3 290,4	2 478,1	2 852,2	2 742,9	4 722,1	5 054,2	4 536,4	4 096,3	3 956,8	3 975,5	11 144,8	5 745,1	4 549,6
Crédits de trésorerie	517 947,6	513 720,4	518 073,1	522 834,1	517 728,8	522 406,1	526 307,8	515 110,3	522 810,6	523 887,8	409 498,8	394 108,1	500 369,4
<b>II. CREDITS A MOYEN TERME</b>	214 080,2	211 860,2	217 839,3	222 541,6	223 646,2	212 639,6	209 287,5	216 591,9	209 889,1	203 830,2	181 156,8	180 128,0	208 624,2
Habitat	20 324,6	19 904,3	19 733,3	19 426,9	19 287,3	18 397,8	18 259,1	18 670,7	18 375,3	18 926,0	18 540,3	17 564,2	18 950,8
Equipement	193 755,6	191 955,9	198 106,0	203 114,7	204 358,9	194 241,8	191 028,4	197 921,2	191 513,8	184 904,2	162 616,5	162 563,8	189 673,4
<b>III. CREDITS A LONG TERME</b>	102 975,3	100 006,1	98 813,7	100 966,3	103 462,8	104 616,4	105 807,2	106 786,9	106 697,6	109 160,3	114 835,2	116 542,0	105 889,2
Habitat	33 109,9	34 558,0	34 738,8	35 368,2	35 226,9	35 141,1	35 104,3	35 379,1	35 044,7	37 852,0	63 262,2	62 507,2	39 774,4
Equipement	69 865,4	65 448,1	64 074,9	65 598,1	68 235,9	69 475,3	70 702,9	71 407,8	71 652,9	71 308,3	51 573,0	54 034,8	66 114,8
<b>TOTAL</b>	854 077,2	845 735,9	856 120,2	874 559,8	879 831,1	878 859,0	882 146,4	884 658,0	887 368,4	879 561,2	890 442,9	869 823,6	873 598,6
<b>2016</b>													
<b>I. CREDITS A COURT TERME</b>	587 754,1	592 517,6	590 147,0	587 856,1	602 092,4	625 062,1	626 920,8	629 186,9	631 091,6	626 685,4	611 325,8	605 766,6	609 700,5
Mobilisation des créances commerciales	178 092,9	183 680,0	180 926,0	181 159,0	183 581,0	188 769,1	189 199,4	188 270,1	189 108,4	189 572,4	190 690,8	199 717,1	186 897,2
Crédits à l'exportation	5 608,2	3 600,2	2 709,9	5 827,7	5 867,8	1 715,2	4 680,0	3 286,1	2 656,9	1 763,9	909,9	438,6	3 255,4
Crédits à l'importation après expédition	5 751,2	4 880,4	5 282,1	2 533,8	2 196,9	5 600,2	5 474,6	5 546,7	4 825,7	4 400,2	3 679,8	3 280,3	4 454,3
Crédits de trésorerie	398 301,8	400 357,0	401 229,0	398 335,6	410 446,7	428 977,6	427 566,8	432 084,0	434 500,6	430 948,9	416 045,3	402 330,6	415 093,6
<b>II. CREDITS A MOYEN TERME</b>	180 388,6	177 303,1	185 384,2	187 705,2	189 888,0	184 520,6	181 932,1	204 216,9	196 856,1	194 387,6	201 285,0	195 807,8	189 972,9
Habitat	17 668,3	17 961,6	17 676,2	17 791,6	17 867,3	18 509,7	18 821,5	20 121,0	20 840,0	20 879,3	21 524,9	21 756,2	19 284,8
Equipement	162 720,3	159 341,5	167 708,0	169 913,6	172 020,7	166 010,9	163 110,6	184 095,9	176 016,1	173 508,3	179 760,1	174 051,6	170 688,1
<b>III. CREDITS A LONG TERME</b>	116 892,7	116 473,3	114 963,5	115 527,3	114 985,6	114 391,0	114 799,5	114 007,5	115 424,8	117 797,0	119 744,6	121 013,8	116 335,1
Habitat	64 902,1	66 562,4	65 125,7	65 827,3	62 927,0	64 799,4	64 997,8	67 489,8	63 979,3	68 753,3	69 455,0	67 282,9	66 008,5
Equipement	51 990,6	49 910,9	49 837,8	49 700,0	52 058,6	49 591,6	49 801,7	46 517,7	51 445,5	49 043,7	50 289,6	53 730,9	50 326,6
<b>TOTAL</b>	885 035,4	886 294,0	890 494,7	891 088,6	906 966,0	923 973,7	923 652,4	947 411,3	943 372,5	938 870,0	932 355,4	922 588,2	916 008,5
<b>2017</b>													
<b>I. CREDITS A COURT TERME</b>	597 823,0	548 315,7	547 864,3	539 059,9	558 391,5	590 184,0	608 320,0	624 593,9	644 707,4	650 913,2	661 099,0	603 383,7	597 887,9
Mobilisation des créances commerciales	195 922,5	137 801,8	135 680,7	140 439,7	139 780,8	140 451,2	137 017,2	138 615,6	153 830,7	153 413,8	150 562,1	138 435,1	146 829,3
Crédits à l'exportation	5 354,4	6 198,3	5 956,6	3 680,9	4 853,1	10 841,3	9 798,8	11 925,7	11 386,4	10 834,2	13 053,7	10 346,8	8 685,9
Crédits à l'importation après expédition	2 366,2	2 365,0	1 811,7	1 982,8	2 251,1	2 222,3	2 467,1	3 469,8	2 800,1	1 813,1	2 343,3	2 339,6	2 352,7
Crédits de trésorerie	394 179,9	401 950,6	404 415,3	392 956,5	411 506,5	436 669,2	459 036,9	470 582,8	476 690,2	484 852,1	495 139,9	452 262,2	440 020,2
<b>II. CREDITS A MOYEN TERME</b>	181 760,1	190 283,8	190 160,0	192 251,8	194 524,7	200 619,7	200 611,5	206 263,8	197 138,6	196 273,0	195 612,9	198 136,9	195 303,1
Habitat	21 338,8	30 658,7	21 987,1	21 741,0	21 309,0	21 867,5	21 877,2	23 907,7	23 372,8	23 615,7	23 740,1	24 281,9	23 308,1
Equipement	160 421,3	159 625,1	168 172,9	170 510,8	173 215,7	178 752,2	178 734,3	182 356,1	173 765,8	172 657,3	171 872,8	173 855,0	171 994,9
<b>III. CREDITS A LONG TERME</b>	138 312,1	130 575,7	127 669,2	130 106,3	125 2								

**ANNEXE 12: TAUX D'INTERET MOYEN DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES****(EN %)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>COURT TERME</b>	<b>16,87</b>	<b>17,27</b>	<b>17,63</b>	<b>17,44</b>	<b>16,40</b>
Exportations	14,96	15,38	18,78	15,50	0,00
Importations	18,86	15,21	20,21	15,20	16,84
Trésorerie	16,96	17,37	17,09	16,82	15,98
Autres	15,80	15,69	17,80	17,71	16,54
<b>MOYEN TERME</b>	<b>14,90</b>	<b>15,65</b>	<b>15,57</b>	<b>15,83</b>	<b>16,03</b>
Habitat	15,50	16,48	16,83	16,95	17,05
Equipement et divers	14,84	15,59	15,52	15,79	16,00
<b>LONG TERME</b>	<b>15,30</b>	<b>15,86</b>	<b>14,79</b>	<b>14,78</b>	<b>14,83</b>
Habitat	13,84	12,36	13,60	15,59	15,70
Equipement et divers	15,46	16,20	14,83	14,77	14,82
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>16,24</b>	<b>16,71</b>	<b>16,85</b>	<b>16,77</b>	<b>16,16</b>

*Source : BRB***ANNEXE 13: TAUX D'INTERET MOYEN CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES****(EN %)**

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>DEPOTS A VUE (1)</b>	<b>5,32</b>	<b>5,23</b>	<b>5,28</b>	<b>4,55</b>	<b>3,18</b>
<b>COMPTES SUR LIVRETS</b>	<b>7,18</b>	<b>7,34</b>	<b>7,75</b>	<b>6,84</b>	<b>5,48</b>
<b>DEPOTS A TERME</b>	<b>10,20</b>	<b>9,91</b>	<b>9,03</b>	<b>7,60</b>	<b>6,94</b>
1 mois au plus	9,87	9,33	8,06	7,47	6,53
1 an au plus	10,37	10,11	9,39	7,21	6,86
2 ans au plus	10,92	11,32	10,90	10,69	10,34
plus de 2 ans	5,44	8,54	10,68	9,58	8,81
<b>DEPOTS A PREAVIS</b>	-	-	-	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-
1 an au plus	-	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	-	-	-	-	-
<b>BONS DE CAISSE</b>	<b>10,60</b>	<b>10,49</b>	<b>8,57</b>	<b>8,03</b>	<b>4,34</b>
1 mois au plus	11,50	11,50	-	-	-
1 an au plus	10,56	10,44	8,57	8,03	4,34
plus d'un an					
2 ans au plus	-	-	-	-	-
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>8,97</b>	<b>8,80</b>	<b>8,70</b>	<b>7,21</b>	<b>5,96</b>

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

*Source : BRB*

## ANNEXE 14 : IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES (EN T ET EN MBIF)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2013		2014		2015		2016		2017	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
02	Viandes	132	401,3	597	7 070,9	443	5 153,0	1 242	14 558,9	794	8 669,1
03	Poissons	3 027	3 787,7	3 405	3 636,5	2 965	3 110,4	2 911	3 022,5	2 967	2 974,4
04	Produits laitiers	1 632	3 015,6	1 495	4 006,5	951	2 393,2	599	2 203,2	553	2 002,2
07	Légumes	27 785	8 435,5	13 588	4 050,8	11 541	3 410,4	10 808	3 871,2	10 285	4 498,0
08	Fruits	132	111,7	199	136,9	205	145,1	197	193,0	89	150,1
100110	Froment et méteil	47 203	32 764,1	59 136	31 558,7	31 580	16 199,0	66 281	26 927,7	82 594	35 809,7
1006	Riz pour la consommation	17 734	45 448,5	16 084	9 967,3	13 080	9 375,3	12 009	9 729,4	27 914	44 197,8
1101	Farine de froment	1 064	956,1	10	10,8	8	6,1	95	77,3	6 427	4 653,0
1107	Malt	11 790	14 769,5	13 269	15 160,5	16 261	16 172,7	14 089	13 292,9	17 175	15 330,5
1209	Graines	27	98,7	30	234,7	77	299,1	28	331,2	15	220,7
1302	Sucs et extraits végétaux	27	1 676,8	29	1 493,8	56	2 305,1	45	1 704,1	43	1 905,7
1507 à 15	Huiles végétales	8 604	14 132,5	6 690	9 894,9	5 378	7 998,8	8 994	12 433,9	7 929	14 233,9
1517	Margarine	917	2 097,2	118	407,4	156	587,6	129	458,5	161	601,1
16	Préparations viandes et poissons	192	286,4	399	2 548,7	100	180,8	148	264,5	186	330,1
17019110-9910	Sucre cristallisé	10 172	11 324,2	10 642	13 750,7	10 513	13 976,0	12 758	16 841,7	26 263	41 125,9
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	97	497,2	47	265,6	282	664,0	114	876,1	752	4 588,5
1902	Pâtes alimentaires	557	650,8	719	698,2	894	816,4	947	830,8	1 009	836,2
190530	Biscuits	1 105	1 509,4	1 275	1 685,9	1 228	1 696,8	1 238	1 722,5	1 783	2 158,7
20	Préparations légumes et fruits	2 588	3 959,1	2 746	3 822,2	1 710	2 619,4	1 464	2 162,0	1 657	2 410,0
21	Préparations alimentaires diverses	1 572	6 381,1	1 592	8 895,7	3 814	14 715,7	3 837	15 520,5	3 842	13 551,4
2203	Bières	3 013	3 528,0	5 094	5 862,1	8 308	5 751,8	2 500	2 875,8	2 501	3 698,0
2204	Vins	414	1 359,0	248	824,9	315	1 082,9	227	783,0	217	967,7
2205	Vermouths	7	28,1	1	5,0	2	4,7	5	11,8	3	17,7
2207 à 08	Boissons spiritueuses	2 389	3 458,1	141	379,8	361	1 076,5	503	1 208,5	716	2 148,7
2401	Tabacs	802	4 844,5	451	3 187,6	865	6 589,8	802	6 433,4	826	7 039,4
2501	Sel	26 918	4 001,8	28 128	4 648,3	31 577	5 162,5	30 570	5 844,2	31 866	5 808,1
252329	Ciment portland	96 222	25 907,3	107 773	27 930,3	122 379	19 739,1	123 268	22 398,8	82 610	17 524,2
27100012	Essence d'avion et kérosène	7 785	16 297,3	3 993	7 971,1	2 593	3 718,3	1 510	1 817,2	4 281	5 460,5
27100014	Essence pour moteurs	46 994	102 081,3	51 179	107 876,2	53 042	83 305,8	61 748	84 544,6	70 306	93 537,5
27100022	Pétrole lampant	2 533	5 304,9	1 258	2 528,7	530	696,4	454	546,4	251	353,1
27100031	Gas oil et Fuel oil	57 648	112 505,7	65 546	122 494,3	59 406	78 827,4	64 695	73 754,6	89 672	106 256,0
27100033	Huiles de graissage et lubrifiants	16 575	29 983,8	9776	16 693,5	10 587	12 511,1	10 955	11 669,8	3 419	7 352,3
2714 à 15	Asphaltes et mélanges bitumineux	2 979	4 346,2	3 231	6 929,9	4 926	8 289,3	5 687	6 701,0	2 758	5 112,6
28	Produits chimiques inorganiques	6 650	6 288,0	5 408	5 491,2	7 188	6 436,5	6 694	6 513,5	6 074	7 284,1
29	Produits chimiques organiques	793	3 854,9	468	1 756,4	710	2 561,5	671	2 215,7	671	3 324,1
30	Produits pharmaceutiques	4 217	89 972,7	4 700	102 096,6	4 631	102 432,6	4 340	89 983,5	4 346	106 480,6
31	Engrais	28 815	34 094,5	33 437	34 988,9	27 303	27 301,3	39 793	35 922,0	49 219	50 879,5
32	Matières colorantes	2 833	7 338,7	3 525	9 120,1	2 523	7 406,7	3 248	7 074,7	3 550	8 663,1
33	Produits de parfumerie	2 840	13 338,0	2 462	12 219,0	2 326	6 897,4	2 682	15 378,0	3 165	15 153,6
3401 à 3405	Savons et produits d'entretien	2 718	5 354,0	2 392	4 606,6	2 349	4 348,8	1 927	3 583,2	2 122	3 811,7
3605	Allumettes	70	79,6	32	32,6	35	70,1	91	174,9	86	156,8
37	Produits photographiques et cinématographiques	64	778,7	13	38,6	20	100,8	20	105,4	17	156,9
380810	Insecticides	7	2,0	-	-	-	-	-	-	-	-
380840	Désinfectants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Matières plastiques	10 773	31 303,7	10 614	25 614,3	8 921	23 261,8	10 823	28 018,4	10 771	29 283,8
4011- 4013	Chambres à air et pneumatiques	2 137	10 810,5	2 085	11 586,8	2 331	12 320,7	3 228	11 537,0	2 734	27 048,3
40	Autres ouvrages en caoutchouc	136	1 348,0	689	5 179,2	322	2 663,0	370	3 068,6	572	3 598,1
42	Ouvrages en cuir	316	966,4	296	2 325,5	292	8 970,7	386	5 968,1	438	6 667,7
44	Bois et ouvrages en bois	3 755	4 641,0	4 769	4 546,8	2 951	3 485,1	2 245	2 645,3	1 921	2 754,4

Source: OBR

## ANNEXE 14 : IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES (EN T ET EN MBIF) -SUITE-

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2013		2014		2015		2016		2017	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	8 535	17 805,1	6 999	16 971,6	7 983	24 584,0	8 477	18 971,7	7 906	18 452,8
49	Livres, imprimés et images	831	10 072,4	756	8 253,6	705	10 870,3	1 828	11 137,2	1 672	13 046,1
50	Tissus de rayonne (synthétiques continus)									9	6,9
51	Déchets de coton									37	92,2
52	Fils de coton non conditionnés pour la vente									4	8,5
53	Fils de coton conditionnés pour la vente	183	999,2	171	1 113,1	193	1 150,8	269	1 052,9	936	5 388,5
54	Tissus de coton	258	998,2	46	211,0	31	139,3	113	737,4	606	4 384,4
55	Fils de fibres textiles synthétiques										
56	Fibranne (synthétiques discontinus)	548	2 051,0	292	1 075,6	277	1 326,1	328	1 165,6	235	645,6
57	Velours									6	8,8
58	Filets en forme pour la pêche									20	1 595,0
59	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	14	66,7	7	15,4	3	4,1	-	5,4	1	12,2
60	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	636	4 373,2	631	8 803,9	567	6 721,1	778	3 659,4	1 091	5 050,8
61	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	844	8 700,1	1 030	3 990,2	825	14 006,5	717	9 807,2	700	11 563,9
62	Friperie	8 055	9 153,4	10 780	12 214,9	11 597	13 166,0	11 374	14 766,5	14 465	20 060,9
63	Chaussures	2 272	6 420,8	2 315	9 643,8	2 356	5 513,2	2 575	10 808,8	3 435	12 698,2
64	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	435	1 091,8	732	790,0	475	484,5	420	346,9	2 303	2 943,1
65	Produits céramiques	9 151	5 767,0	9 456	6 891,3	10 599	7 053,0	13 207	7 539,2	17 683	9 914,0
66	Bouteilles	12 240	11 803,6	6 074	5 638,4	7 529	7 758,2	7 401	7 889,2	4 099	3 957,4
67	Autres articles en verre	3 067	2 810,9	4 469	4 371,1	2 706	2 755,5	3 058	2 365,2	3 450	3 307,8
68	Fonte, fer et acier	36 636	47 656,0	38 179	56 501,8	31 725	42 438,4	33 285	42 306,7	42 716	63 985,6
69	Ouvrages en fonte, fer et acier	9 579	21 860,6	12 381	27 588,9	10 586	21 880,1	12 951	20 306,6	10 014	17 345,2
70	Ouvrages en aluminium	670	3 459,0	774	3 932,0	764	2 999,1	631	2 147,3	642	3 075,2
71	Houes	552	820,4	736	951,8	418	1 178,3	412	1 639,3	1 135	2 033,5
72	Outillages divers	405	2 062,5	436	1 790,4	596	1 618,3	911	1 652,5	1 619	3 730,7
73	Rasoirs et leurs lames	85	173,9	73	128,0	57	123,9	72	104,1	91	185,4
74	Serrures, verrous et cadenas	470	1 081,5	343	741,1	339	943,2	382	858,6	357	735,7
75	Articles de lampisterie										
76	Autres ouvrages en métaux communs	1 164	4 081,4	1 630	5 323,0	1 544	5 082,4	1 603	5 092,2	2 257	6 802,9
77	Engins mécaniques et pièces de rechange	4 328	91 773,7	5 162	60 503,2	5 763	112 627,3	3 685	52 968,0	4 521	48 320,4
78	Générateurs et transformateurs	90	1 786,2	64	731,7	335	4 292,4	14	255,2	55	891,2
79	Piles et accumulateurs électriques	1 088	5 808,0	1 653	7 661,8	1 985	5 308,1	2 276	8 120,3	2 377	9 151,0
80	Appareils de radio	441	4 450,4	518	3 933,1	455	3 949,4	376	14 831,6	436	4 175,9
81	Autres appareils électriques	4 077	72 510,4	5 308	86 206,5	4 751	109 428,4	3 071	42 946,8	3 562	39 087,5
82	Tracteurs	89	960,8	95	972,5	64	976,0	154	987,3	71	533,8
83	Voitures automobiles	4 850	55 836,7	5 324	36 441,6	4 635	35 414,7	4 471	33 138,2	5 000	48 765,4
84	Camions	1 517	14 244,2	1 817	13 537,6	2 317	20 918,1	2 341	13 307,2	3 237	23 000,0
85	Pièces de rechange pour véhicules	1 190	28 144,4	920	9 450,6	699	7 571,0	665	10 053,3	784	6 770,6
86	Vélos, motos et leurs pièces	2 193	9 090,3	2 490	12 945,9	2 759	13 428,0	2 335	10 070,3	2 153	9 644,2
87	Autres véhicules et pièces	642	3 322,5	1 516	7 539,0	863	3 685,0	743	4 119,6	1 631	21 560,0
88	Appareils d'optique, photo et cinéma	717	18 047,3	662	20 997,4	1 098	23 640,3	757	15 251,1	672	20 616,5
89	Instruments de musique, d'enregistrement	62	142,2	81	289,6	53	279,5	45	317,4	68	333,0
90	Mobilier et literie	2 031	9 261,8	2 268	11 655,9	1 589	5 831,7	1 043	4 476,4	1 554	7 687,7
91	Jouets et articles de sport	226	1 142,3	338	888,2	369	987,4	699	4 407,1	236	749,7
92	Brosses, pinceaux, balais	241	336,8	218	257,0	191	601,7	201	287,3	206	265,4
93	Stylographes, crayons et craies	118	455,1	94	371,4	150	2 417,9	166	772,4	159	1 473,2
94	Ardoises et tableaux pour l'écriture	72	130,0	55	108,4	30	48,2	6	12,8	5	7,3
	Tous autres articles (1)	221 715	104 317,6	191 567	91 322,7	54 321	73 854,3	66 988	81 114,1	110 749	132 337,4
<b>TOTAL</b>		<b>811 090,0</b>	<b>1 261 189,5</b>	<b>800 253,0</b>	<b>1 188 986,0</b>	<b>634 352</b>	<b>1 133 893,1</b>	<b>710 219</b>	<b>1 019 595,6</b>	<b>824 531</b>	<b>1 307 187,7</b>

(1) : Non compris les objets personnels.

Source: OBR

## ANNEXE 15: STRUCTURE DES IMPORTATIONS (EN MBIF ET EN T)

Période	2013		2014		2015		2016		2017	
Structure	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
<b>I. BIENS DE PRODUCTION:</b>	<b>546 032,0</b>	<b>529 314</b>	<b>524 870</b>	<b>527 676</b>	<b>393 350</b>	<b>434 471</b>	<b>404 539</b>	<b>500 024</b>	<b>537 693,6</b>	<b>552 643</b>
10. Métallurgie	53 266,7	39 756	44 402,0	30 614	37 408,4	26 325	29 596,3	25 262	48 625,9	33 776
11. Agriculture et élevage	41 720,3	35 006	41757,9	39 371	34 520,3	35 836	41 575,1	45 368	57 722,8	54 632
12. Alimentation	74 475,8	82 791	70 796,6	100 128	53 949,7	72 856	63 434,3	103 775	110 533,2	140 548
13. Textile	1 061,4	90	961,3	182	1 954,3	314	1 075,2	188	1 132,8	205
14. Construction	51 639,4	217 646	46 293,8	196 533	34 169,4	147 230	36 048,7	149 118	41 142,8	126 018
15. Bois	3 485,9	3 465	1267,1	1 684	2 296,4	1 916	1 650,2	1 260	1 113,8	857
16. Papier	374,5	278	3 762,5	2 489	4 794,2	1 602	2 862,3	1 781	1 644,4	918
17. Cuir	2,8	2	198,6	132	374,9	297	51,8	17	189,9	130
18. Autres biens de production:	320 005,2	150 280	315 430	156 543	223 883	148 096	228 245	173 252	275 588,1	195 560
180. Chimiques	18 352,7	8 240	13 587,2	6 591	14 619,3	8 418	14 882,4	7 763	23 801,9	7 455
181. Combustibles solides	80,5	23	1,7	8	0,6	3	1 718,4	10 446	357,7	1 476
182. Huiles minérales	265 371,2	131 105	258 646,5	132 431	179 098,5	126 182	173 055,0	140 013	218 454,6	175 499
183. Autres	36 200,8	10 912	43 194,6	17 513	30 164,3	13 493	38 589,7	15 031	32 973,9	11 131
<b>II. BIENS D'EQUIPEMENT:</b>	<b>318 511,5</b>	<b>27162</b>	<b>254 623,2</b>	<b>32 257</b>	<b>328 407,6881</b>	<b>31 121,177</b>	<b>191162,5468</b>	<b>30 080,609</b>	<b>229 884,5394</b>	<b>30 407,99232</b>
20. Chaudières, engins mécaniques	121 257,9	6 663	60 503,2	5 162	112 627,2528	5 762,681	52 968,01453	3 684,972	48 331,55099	4 520,7335
21. Pièces et outillages	14 195,3	8 152	21 919,8	11 164	20 872,04829	10 442,854	20 185,40044	12 761,25	16 953,3129	10 160,79377
22. Matériel électrique	56 575,9	2 724	93 275,9	6 204	121 079,6742	6 822,146	59 401,39966	5 229,028	51 931,69445	5 880,83495
23. Tracteurs, véhicules et engins/transport	106 117	8 600	53 807,4	7 830	49 048,38302	6 476,666	43 393,37014	7 387,618	90 716,86546	8 792,752
24. Autres biens d'équipement	20 365,4	1 023	25 116,9	1 897	24 780,32976	1 616,83	15 214,36204	1 017,741	21 951,11556	1 052,8781
<b>III. BIENS DE CONSOMMATION:</b>	<b>396 646,1</b>	<b>252 601</b>	<b>409 472,8</b>	<b>238 306</b>	<b>412 135,1873</b>	<b>166 744,659</b>	<b>423 893,7646</b>	<b>178 099,177</b>	<b>539 609,4791</b>	<b>239 462,6944</b>
30. Durables:	140 108	99 555	190 017,6	120 465	188 908,2874	48 162,088	192 305,5528	53 189,411	245 697,1869	65 257,155
300. Textiles	51 470,3	75 965	52 457,8	82 387	47 115,20132	15 695,034	41 272,51491	15 989,7	78 759,07742	24 737,589
301. Véhicules	10 317,1	2 566	29 718,6	4 696	37 338,86166	5 702,985	32 964,08721	5 151,176	39 958,01344	5 361,125
302. Autres	78 320,6	21 024	107 841,2	33 382	104 454,2244	26 764,069	118 068,9507	32 048,535	126 980,096	35 158,441
31. Non durables:	256 538,1	153 046	219 455,2	117 841	22 3226,9	118 582,571	231 588,2119	124 909,766	293 912,2923	174 205,5394
310. Alimentaires	128 936,9	133 698	92 694,8	103 491	89 014,70301	102 665,433	113 954,7701	108 935,178	158 084,3897	157 320,3584
311. Pharmaceutiques	90 069,2	4226	102 112,7	4 707	102 594,9281	4 636,328	90 121,91293	4 346,687	106 809,7264	4 358,164
312. Autres	37532	15 122	24 647,7	9 643	31 617,26886	11 280,81	27 511,52883	11 627,901	29 018,17613	12 527,017
<b>TOTAL</b>	<b>1 261 189,6</b>	<b>809 077</b>	<b>1 188 965,8</b>	<b>798 239</b>	<b>1 133 893,134</b>	<b>632 337,057</b>	<b>1 019 595,646</b>	<b>708 203,315</b>	<b>1 307 187,665</b>	<b>822 513,7217</b>

Source: OBR

## ANNEXE 16 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE (EN T ET EN MBIF)

Période	2013		2014		2015		2016		2017	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>I. EUROPE</b>	<b>73 969</b>	<b>273 717,8</b>	<b>99 466</b>	<b>259 073,5</b>	<b>70 200</b>	<b>286 325,8833</b>	<b>107 263</b>	<b>207 412,1</b>	<b>109 323,5125</b>	<b>241 807,0414</b>
1. Union Européenne	42 769	238 103,6	39 706	207 440,7	41 869	263 814,0833	83 074	186 487,7	47 833,5595	202 307,1466
Belgique-Luxembourg	15 114	99 067,7	9 143	81 512,7	13 940	79 523,1	12 060	46 595	11 388,295	24 956,04223
Allemagne	2 369	32 839,8	2 975	21 022,6	2 927	35 314,9	10 312	20 567,7	12 056,6205	51 595,64768
France	3 269	30 596,8	8 130	38 083,9	9 441	38 496,6	7 651	45 122,8	939,795	22 015,70072
Royaume-Uni	8 254	8 316,5	5237	8756,5	3 806	9484,5	37 060	24 205,7	123,833	466,37544
Italie	7 624	15063,5	8073	13149,1	4 714	7995,5	5 549	9 901,4	7 852,719	48 885,09845
Pays-Bas	3 794	33080,6	4897	24 866,4	5 688	64 843,8	1 605	11 644,5	105,198	578,817732
Danemark	783	13171,2	645	14 990,6	548	23 610	995	22 238,4	19,644	102,180809
Irlande	13	47,3	38	128,8	57	171,9	1	87,5	5 270,678	9 853,545791
Espagne	158	811,6	133	903,6	264	1 334,583273	98	998,7	2 335,157	20 213,62724
Grèce	72	1363,5	5	94,4	58	243,1	60	467,5	2 357,799	2 364,612808
Portugal	24	430,9	8	104	7	119,1	30	46,4	4 242,891	9 872,65378
Autres pays de l'U.E	1 295	3314,2	422	3 828,1	419	2677	7 653	4612,1	1 140,93	11 402,84388
<b>2. AUTRES</b>	<b>31 200</b>	<b>35614,2</b>	<b>59 760</b>	<b>51 632,8</b>	<b>28 331</b>	<b>22 511,8</b>	<b>24 189</b>	<b>20 924,4</b>	<b>61 489,953</b>	<b>39 499,89484</b>
Suisse	4 040	9 343,2	3 759	11 439,7	455	2 099,7	1 475	4 537,5	1 569	3 044,6
Rép. Tchèque	4	125,7	-	19,7	-	-	-	-	11 302	13 241,5
Russie	6 983	4 389,1	42 641	24 821,2	15 600	8 745,4	17 038	8 941,6	48 517	22 972,7
Roumanie	33	73,4	23	259,5	14	253,6	2	217,4	0,2	28,4
Autres pays d'Europe	20 140	21 682,8	13 337	15 092,7	12 262	11 413,1	5 674	7 227,9	102	212,7
<b>II. ASIE</b>	<b>254 167</b>	<b>497193,8</b>	<b>249 362</b>	<b>545 064,3</b>	<b>231 055,356</b>	<b>510 260,5461</b>	<b>250 150,026</b>	<b>473 921,5542</b>	<b>320 416,3815</b>	<b>647 243,8835</b>
Japon	7 191	28 270,4	4 663	30 549,8	4 823	31 377,0	4 626	31 972,5	94 356	112 073,2
Iran	506	670,8	168	255,3	-	-	-	-	219	876,4
Rép. Pop. de Chine	48 933	107 991,7	76 964	150 514,6	56 709	151 757,3	70 212	171 009,3	88	2 337,8
Union Indienne	41 629	137 238,0	48 067	128 699,9	57 415	115 200,1	88 868	142 297,9	406,2	5 873,7
Corée du Sud	486	1 921,5	331	1 502,6	494	3 782,7	435	3 192,4	2 778	5 892,6
Emirats Arabes Unis					63 644	62 003,0	53 020	69 238,0	48 476	87 849,7
Hong-Kong	103	2 025,3	124	4 919,4	170	12 545,5	273	1 845,2	225	423,4
Corée du Nord	33	211,6	99	726,4	5	82,7	41	71,1	5 891	47 490,0
Taiwan	26	218,6	109	738,5	28	119,1	20	123,8	7 598,2	7 513,2
Bangladesh	21	87,4	66	202,5	66	295,1	75	431,0	69 336	184 059,6
Pakistan	399	562,0	500	676,4	928	3 713,2	1 314	3 197,8	446	646,3
Arabie Saoudite	65120	133 192,0	61 231	117 795,7	42 396	60 530,1	26 205	30 246,6	79 847	170 567,6
Autres pays d'Asie	89 720	84 804,5	57 040	108 483,2	4 378	68 854,8	5 061	20 296,0	10 751	21 640,4
<b>III. AFRIQUE</b>	<b>456 631</b>	<b>420 291,6</b>	<b>430 424</b>	<b>355 233,1</b>	<b>316 129</b>	<b>310 810,9364</b>	<b>340 885</b>	<b>318 102,5</b>	<b>366 103,7043</b>	<b>370 928,3033</b>
R.D.C	4 089	6 059,8	11 280	6 656,2	8 914	5 424,3	5 309	6 217,1	7 856	15 348,96434
Tanzanie	186718	123 582,9	255 104	101 698,2	161 612	84 488,9	149 881	84 854,5	12	14,953187
Kenya	57 272	93 381,4	48 253	82 114,3	46 979	74 925,5	48 360	78 657,8	38 887	73 559,21723
Djibouti	50	529,0			2	20,1	6	21,6	42 883,3	73 306,22753
Rwanda	58 537	24 178,7	22 837	14 452,8	22 000	11 577,0	19 130	18 636,5	921	1 640,240063
Ouganda	95 237	90 684,3	46 747	56 282,7	41 338	64 790,5	51 544	74 547,8	15 553	12 655,98281
Zambie	24669	18 426,9	13 710	15 431,3	9 861	11 319,9	45 974	26 650,0	163 183	101 589,8395
Zimbabwe	127	397,7	76	283,1	306	562,0	110	271,1	85 412	51 889,77389
R.S.A.(1)	15 092	33 934,4	20 089	44 379,1	17 580	37 594,2	15 293	12 606,7	0,1	9,844015
Autres pays d'Afrique	14 840	29 116,5	12 328	33 935,4	7 537	20 108,5	5 278	15 639,4	11 396	40 913,26071
<b>IV. AMERIQUE</b>	<b>13 667</b>	<b>59503,3</b>	<b>14 696</b>	<b>27 069,6</b>	<b>12 622</b>	<b>24 781</b>	<b>9 722</b>	<b>19 161,7</b>	<b>26 360,504</b>	<b>46 621,10374</b>
Etats-Unis	8 529	54 518,6	2 416	16 100,2	4 283	16 721,1	6 420	15 263,1	8 788	33 371,7
Canada	4 022	3 494,4	10 047	7 681,0	7 952	6 403,7	2 905	2 635,7	5 699	4 970,2
Autres pays d'Amérique	1 116	1 490,3	2 233	3 288,4	387	1 656,2	397	1 262,9	11 874	8 279,2
<b>V. OCEANIE</b>	<b>10 643</b>	<b>10475,9</b>	<b>4291</b>	<b>2 545,1</b>	<b>2 331</b>	<b>1 713,9</b>	<b>183</b>	<b>994</b>	<b>309,44</b>	<b>587,223029</b>
Australie	9 068,0	6 403	4 283,0	2 497	2 297	1 601,9	130	863,0	279	549
Nouvelle Zélande	1 575,0	4 073	8,0	48	34	112,0	53	131,0	31	38
<b>VI. DIVERS</b>		<b>7,1</b>		<b>0,4</b>		<b>0</b>		<b>3,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,110272</b>
<b>TOTAL</b>	<b>809 077</b>	<b>1 261 189,5</b>	<b>798 239</b>	<b>1 188 986</b>	<b>632 337,356</b>	<b>1 133 892,266</b>	<b>708 203,026</b>	<b>1 019 595,554</b>	<b>822 513,6423</b>	<b>1 307 187,665</b>

(1) : R.S.A : République Sud-Africaine

Source: OBR

## ANNEXE 17 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (\*) (EN T ET EN MBIF)

Période	2013		2014		2015		2016		2017	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>PRODUITS PRIMAIRES</b>	<b>29 023</b>	<b>100 086</b>	<b>35 519</b>	<b>137 861</b>	<b>38 606</b>	<b>132 504</b>	<b>37 991</b>	<b>148 924</b>	<b>42 313</b>	<b>233 498</b>
Café marchand	11 865	44 529,8	15 159	84 988,4	13 657	62 685,7	16 646	74 825,1	13 328	63 433,4
Coton	856	2 182,7	58	208,3	33	91,2	20	47,2	18	4,6
Peaux brutes	2 239	3 991,5	1 213	6 040,5	3 486	7 954,3	971	1 773,5	838	959,4
Thé	10 007	37 352,2	11 021	37 513,4	11 145	53 630,9	10 873	38 250,2	10 421	50 068,9
Animaux vivants	1	5,8	2	6,5	6	8,4	13	10,5	0,06	0,1
Poissons vivants	8	256,5	7	263,6	7	246,1	3	133,7	-	-
Plantes vivantes	51	55,3	36	38,0	23	30,9	50	58,7	35	23,4
Riz	-	-	2	1,9	174	19,5	-	0,3	-	-
Ecorces de quinquina	-	-	46	154,4	23	79,9	100	331,1	-	-
Autres	3 996	11 712,2	7 975	8 646,1	10 052	7 757,5	9 315	33 494,1	17 674	119 008,3
<b>PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>29 417</b>	<b>46 171</b>	<b>47 306</b>	<b>65 983</b>	<b>47 151</b>	<b>57 441</b>	<b>46 623</b>	<b>57 385</b>	<b>50 812</b>	<b>65 002</b>
Limonades, eaux gazeuses	19	9,3	33	15,3	61	26,1	164	168,7	59	61,1
Bouteilles en verre foncé	36	46,3	421	691,6	447	490,8	391	660,0	2 969	7 225,3
Bières	5 790	4 253,9	12 490	9 015,7	13 432	10 269,7	11 672	8 921,8	16 825	11 664,9
Cigarettes	546	6 367,6	557	6 022,0	892	9 247,7	818	8 826,0	1 175	11 683,5
Tissus en coton	57	491,7	32	72,7	0	0,0	7	34,4	3	16,8
Farine de blé	3 716	4 515,4	6 654	8 196,2	8 925	10 086,9	9 578	9 355,8	15 876	14 008,9
Farine de maïs	4	3,2	27	16,7	49	19,8	34	15,7	31	23,5
Ciment portland	480	90,3	141	27	23	14,2	1 561	542,8	9	4,6
Plaques en caoutchouc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sucre cristallisé	-	-	-	-	-	-	-	-	5	0,1
Savons de ménage	8 074	12 309,0	7 453	12 254,9	8 359	10 637,7	5 097	7 053,9	1 988	2 059,9
Autres (1)	10 695	18 084,4	19 498	29 670,4	14 963	16 648,4	17 301	21 806,0	11 871	18 253,7
<b>TOTAL</b>	<b>58 440</b>	<b>146 257</b>	<b>82 825</b>	<b>203 844</b>	<b>85 758</b>	<b>189 946</b>	<b>84 614</b>	<b>206 309</b>	<b>93 125</b>	<b>298 500</b>
(*) : FOB Bujumbura.										
(1) : Non compris les objets personnels.										

Sources: OBR et OTB.

## ANNEXE 18 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (\*) (EN T ET EN MBIF)

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>I. EUROPE</b>	<b>12 078</b>	<b>50 486,4</b>	<b>14 900</b>	<b>85 034,1</b>	<b>11 963</b>	<b>59 620,1</b>	<b>14 825</b>	<b>71 616</b>	<b>10 245</b>	<b>55 475,0</b>
1. Union Européenne	5 491	26 498,4	7 832	46 742,8	4 482	23 788,8	7 359	35 268	6 499	39 882,6
Belgique	1 122	6 635,8	1 870	10 138,8	1 489	7 616,4	2 437	12 053,1	1 723	14 002,2
Allemagne	1 001	4 058,4	2 817	19 626,3	776	2 395,4	2 331	11 992,6	2 740	15 268,5
France	251	991,2	194	1 128,1	62	1 173,6	275	1 527,9	192	832,6
Royaume-Uni	2 241	8 962,0	2 058	8 203,4	1 635	8 963,5	1 936	7 663,1	1 651	8 461,6
Italie	602	3 130,9	568	4 756,4	183	2 164,1	200	937,6	99	446,5
Pays-Bas	159	2 076,6	209	1 985,0	46	678,4	113	719,7	34	398,1
Danemark						8,6	19	89,2	0,2	1,0
Autres pays de l' U.E.	115	643,5	116	904,8	291	788,8	48	284,6	59	472,2
2. Autres	6 587	23 988,0	7 068	38 291,3	7 481	35 831,3	7 466	36 349	3 746	15 592,4
Russie	52	290,6							58	309,7
Suisse	6 535	23 697,4	7 068	38 291,3	7 477	35 825,8	7 466	36 348,5	3 689	15 282,7
<b>II. ASIE</b>	<b>9 620</b>	<b>36 943,6</b>	<b>11 811</b>	<b>37 147,7</b>	<b>13 633</b>	<b>49 074,3</b>	<b>11 830</b>	<b>55 928,3</b>	<b>9 935</b>	<b>146 919,9</b>
Japon	27	344,1	49	536,8	57	675,3	41	204,4	27	318,1
Union des Emirats Arabes	757	280,8	2 921	1 245,5	3 602	1 289,2	3 320	26 550,4	1 062	104 119,4
Oman	1 011	3 752,0	1 145	3 857,5	1 154	5 402,8	1 087	3 825,0	370	5 472,9
Singapour	1 873	7 514,5	1 197	6 397,1	1 718	8 319,9	859	3 272,6	1 543	7 881,3
Chine	890	6 043,5	230	3 936,5	1 022	3 202,5	509	1 844,1	687	3 859,4
Inde	56	176,6	289	374,9	313	249,7	26	131,9	383	505,8
Arabie Saoudite									19,2	34,2
Pakistan	5 004	18 676,2	5 510	18 756,7	5 443	26 211,6	5 438	19 125,1	5 061	24 347,8
Autres pays	2	155,9	470	2 042,7	324	3 723,3	550	974,8	783	381,0
<b>III. AFRIQUE</b>	<b>36 478</b>	<b>57 131,0</b>	<b>55 781</b>	<b>79 289,2</b>	<b>59 759</b>	<b>78 464,3</b>	<b>57 499</b>	<b>73 902,6</b>	<b>72 364</b>	<b>90 472,1</b>
RDC(2)	16 577	18 572,4	27 588	38 080,8	29 150	36 665,3	30 974	34 624,8	40 179	46 792,1
Tanzanie	3 271	3 768,0	8 223	3 341,5	8 885	3 211,5	7 385	2 058,1	7 889	2 242,5
Kenya	1 106	1 155,2	1 296	1 858,0	1 802	3 732,1	2 141	4 144,3	7 732	6 298,6
Rwanda	10 789	12 585,6	7 822	11 199,2	9 460	8 965,1	6 775	8 253,3	3 655	4 714,2
Zambie	13	150,4	130	363,2	46	456,2	124	1 317,4	181	2 029,5
Ouganda	1 966	8 995,0	6 666	5 836,2	6 990	6 519,5	6 614	6 364,9	9 119	7 225,4
République Sud-Africaine	44	185,4	82	1 767,2	5	46,6	64	267,4	25,3	124,0
Egypte	2 503	9 338,1	2 757	9 384,6	2 786	13 407,7	2 718	9 562,6	2 536	12 286,4
Autres pays	209	2 380,9	1 217	7 458,5	635	5 460,3	704	7 309,8	1 047	8 759,4
<b>IV. AMERIQUE</b>	<b>184</b>	<b>1 367,7</b>	<b>244</b>	<b>1 785,5</b>	<b>370</b>	<b>2 561,3</b>	<b>397</b>	<b>4 345,4</b>	<b>458</b>	<b>4 270,3</b>
Etats-Unis	157	1 249,1	172	1 250,6	294	2 162,1	322	3 945,9	389	3 698,1
Canada	27	118,6	72	534,9	76	396,6	68	367,3	66	566,6
Autres pays d'amérique			29	13,1	0	2,6	7	32,2	3	5,6
<b>V. OCEANIE</b>	<b>19</b>	<b>183,0</b>	<b>57</b>	<b>573,0</b>	<b>32</b>	<b>225,7</b>	<b>28</b>	<b>263,3</b>	<b>1</b>	<b>173,9</b>
Australie	19	183,0	57	573,0	32	225,7	28	263,3	1	173,9
<b>VI. DIVERS</b>	<b>61</b>	<b>145,4</b>	<b>32</b>	<b>14,1</b>			<b>35</b>	<b>253,6</b>	<b>122</b>	<b>1 189,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>58 440</b>	<b>146 257,1</b>	<b>82 825</b>	<b>203 843,6</b>	<b>85 758</b>	<b>189 945,7</b>	<b>84 614</b>	<b>206 309,5</b>	<b>93 125</b>	<b>298 500,1</b>

(\*) : FOB Bujumbura.

Source: OBR

## ANNEXE 19 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI ( EN MBIF )

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-642 606,9</b>	<b>-1204 677,1</b>	<b>-1740 524</b>	<b>-2 265 158,2</b>	<b>-2 726 688,1</b>
<b>Avoirs</b>	<b>1 362 352,2</b>	<b>1 303 328,9</b>	<b>1 063 384,7</b>	<b>1 019 966,1</b>	<b>1 209 612,4</b>
Investissements directs à l'étranger	4 007,2	4 049,6	4 288,8	4 349,1	4 366,3
Investissements de portefeuille	335 943,9	251 089,6	251 089,6	251 089,6	251 089,6
Produits financiers dérivés	-	-	-	-	-
Autres investissements	527 044,5	545 858,5	577 876,3	593 916,4	757 626,1
crédits commerciaux	322 405,3	343 093,0	367 842,5	465 517,2	608 577,4
Monnaie fiduciaire et dépôts	201 412,5	199 538,8	206 807,1	125 172,5	145 822,0
Autres avoirs	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7
Avoirs de réserve	495 356,6	502 331,2	230 130,0	170 611,0	196 530,4
<b>Engagements</b>	<b>2 004 959,1</b>	<b>2 508 006,0</b>	<b>2 803 908,7</b>	<b>3 285 124,3</b>	<b>3 936 300,5</b>
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	203 068,3	329 505,6	407 507,7	407 599,4	408 146,6
Investissements de portefeuille	4 009,4	6 312,5	6 312,5	6 312,5	6 312,5
Produits financiers dérivés	-	-	-	-	-
Autres investissements	1 758 966,9	2 129 989,4	2 337 442,0	2 824 761,4	3 480 389,0
Crédits commerciaux	849 341,9	1 121 680,5	1 309 631,1	1 740 195,8	2 272 383,6
Prêts	819 837,6	860 557,1	877 837,4	944 630,2	1 051 952,8
Autorités monétaires	204 129,9	203 993,4	186 603,0	219 999,4	273 660,4
Administrations publiques	615 707,7	656 563,7	691 234,4	724 630,8	778 292,4
Banques					
Autres secteurs	-	-	-	-	-
Monnaie fiduciaire et dépôts	89 787,4	147 751,8	149 973,5	139 935,4	156 052,6
Autres engagements	38 914,5	42 198,5	52 646,5	46 451,0	41 452,4

Source : BRB

